



VOIX DU SUD

**Les semences génétiquement modifiées,
la sécurité alimentaire et le
développement international**

SÉRIE D'ÉVÉNEMENTS TENUS ENTRE LE 7 ET LE 10 MARS 2005

**UN PROJET DE DIALOGUE ENTRE
LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LE GOUVERNEMENT**

RAPPORT FINAL—SEPTEMBRE 2005

Groupe de travail sur les politiques canadiennes en matière de sciences et technologies

Ce rapport est présenté par le Groupe de travail sur les politiques canadiennes en matière de sciences et technologies. Le Groupe de travail rassemble des organismes de développement international et d'organismes confessionnels et agricoles, dont : Canadian Organic Growers, ETC Group, Inter Pares, National Farmers Union, le Comité pour la justice sociale, l'Église Unie du Canada et USC Canada. Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter Anna Paskal, membre du Groupe de travail, par téléphone au (613) 563-4801 ou par courriel : apaskal@interpares.ca.

Table des matières

Introduction _____	1
Liste des participants internationaux _____	3
Liste des événements tenus entre le 7 et le 10 mars 2005 _____	4
Remerciements _____	5
Notre processus _____	6
- Processus préliminaire	
- Organisation de la table ronde	
- Équilibre	
Commentaires des participants à la table ronde _____	10
Autres événements et résultats _____	12
Commentaires des participants internationaux _____	14
La prochaine étape _____	15

Annexes

Annexe i – Table ronde – Sommaire des exposés présentés le 9 mars 2005 par les participants internationaux

Annexe ii – Notice biographique des participants internationaux, avec leurs coordonnées

Annexe iii – Liste des participants à la table ronde

Annexe iv – Comité sénatorial permanent des Affaires étrangères, transcription de la séance du 8 mars

Annexe v – Document d’orientation présenté au Comité sénatorial permanent des Affaires étrangères par le Groupe de travail sur la politique du Canada concernant la biotechnologie agricole et les pays en développement, *Fin des solutions technologiques garanties : Document d’orientation sur le rôle du Canada dans le sous-développement agricole en Afrique*, mai 2005.

Introduction

Ce rapport relate le déroulement de *Voix du Sud – Les semences génétiquement modifiées, la sécurité alimentaire et le développement international*, une table ronde avec le gouvernement tenue le 9 mars 2005 à Ottawa. De plus, on y évalue la table ronde et les événements connexes réalisés dans le cadre d'un projet de la société civile visant à entamer un dialogue sur les politiques avec le gouvernement. Le rapport englobe l'évaluation du processus d'organisation ainsi que de l'efficacité des événements tenus entre le 7 et le 10 mars 2005 à l'initiative du *Groupe de travail sur la politique du Canada concernant la biotechnologie agricole et les pays en développement*. Le Groupe réunit Canadian Organic Growers, ETC Group, Inter Pares, National Farmers Union, le Comité pour la justice sociale, l'Église Unie du Canada et USC Canada. La série d'événements comprenait une table ronde d'une journée avec des fonctionnaires responsables à Ottawa, des forums publics dans trois villes (à Saskatoon, Montréal et Ottawa), la participation à une séance du Comité sénatorial ainsi qu'un petit-déjeuner parlementaire.

Vu le caractère controversé de la question et l'importance des enjeux qu'elle soulève pour les agriculteurs et les collectivités rurales partout dans le monde, l'appui accordé par le Canada à la biotechnologie agricole sur la scène internationale a commandé l'attention d'une foule d'organisations de la société civile canadienne. Elles ont formé en juillet 2004 le *Groupe de travail sur la politique du Canada concernant la biotechnologie agricole et les pays en développement*. Le Groupe veut travailler avec les responsables canadiens de l'élaboration des politiques relatives aux technologies agricoles, à la sécurité alimentaire et au développement rural dans les pays du Sud. Œuvrant depuis des années avec des collectivités du Sud, le Groupe voulait faire entendre le témoignage des agriculteurs du Sud – le groupe le plus directement touché par ces politiques canadiennes – afin qu'ils participent aux processus décisionnels exerçant un impact sur leur vie.

Le gouvernement canadien participe activement à des projets visant à soutenir – et à promouvoir – l'utilisation de la biotechnologie agricole dans les pays en développement et la recherche dans le domaine. Le recours aux solutions technologiques pour favoriser la productivité agricole va directement à l'encontre des objectifs et du travail réalisé par une grande partie de nos collègues dans le Sud. Le Groupe de travail a été formé pour répondre à leurs inquiétudes et leurs questions sur l'émergence et la promotion des biotechnologies agricoles – auxquelles s'ajoutent nos préoccupations de Canadiens sur la biodiversité mondiale et le développement durable. Ce projet s'appuie sur notre travail auprès des populations de pays en développement qui doivent affronter les problèmes directs et urgents découlant de l'introduction de cultures génétiquement modifiées (GM), de l'aide alimentaire contenant des OGM, ainsi que du financement de projets de recherche et d'installations en biotechnologie. On redoute de plus en plus que les efforts de plusieurs collectivités en vue de préserver ou établir des systèmes agricoles durables et des économies locales autosuffisantes soient menacés par l'intérêt croissant accordé aux biotechnologies agricoles sur le plan financier, technique et idéologique. On craint que cela monopolise les fonds au détriment d'autres technologies et systèmes de connaissances prometteurs favorisant déjà la souveraineté alimentaire de ces collectivités.

Le projet *Voix du Sud – Les semences génétiquement modifiées, la sécurité alimentaire et le développement international* est le fruit d'une série de rencontres avec huit organismes et ministères gouvernementaux canadiens chargés de l'élaboration des politiques liées à la biotechnologie. Nous avons vite constaté que les fonctionnaires responsables ne connaissaient pas – et voulaient connaître – le point de vue du monde agricole et de la communauté scientifique du Sud sur le rôle de la biotechnologie agricole dans les pays en développement. Nous avons donc tenté de combler une lacune généralement admise dans le processus décisionnel canadien. Il en a résulté un dialogue unique entre agriculteurs, scientifiques et analystes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine d'une part, et décideurs, agriculteurs, organisations de la société civile et grand public du Canada d'autre part.

La table ronde avec le gouvernement et les événements connexes ont été entrepris à un moment particulièrement propice de l'élaboration des politiques canadiennes en rapport avec la biotechnologie agricole et le développement international. Nous voulions aborder toute une série de projets et d'orientations du gouvernement, et en avons découvert d'autres en cours de route. Ainsi, les discussions nous ont permis d'apprendre que le gouvernement envisageait la mise sur pied d'un programme scientifique « au service des pauvres ». Ce programme pourrait faire la promotion des biotechnologies et des nanotechnologies dans le Sud, à partir de projets tels que BECA (Biosciences en Afrique centrale et en Afrique de l'Est), un projet de 30 millions \$ actuellement géré par l'ACDI. Plusieurs processus étaient également en cours ou sur le point de se terminer en mars 2005, dont l'élaboration d'un document sur la portée de la biotechnologie à l'Agence canadienne de développement international, et la mise sur pied d'un groupe d'étude interne conjoint sur les biotechnologies et technologies émergentes au Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Fait significatif, le Secrétariat canadien de la biotechnologie est justement en train d'inventorier les activités du gouvernement en rapport avec la biotechnologie et le développement international. Le gouvernement canadien a aussi lancé d'autres projets plus vastes influant sur la politique canadienne dans le domaine, dont l'étude du cadre stratégique de la politique étrangère du Canada, ainsi que la proposition du premier ministre de consacrer au moins 5 % du budget canadien de recherche-développement à une approche axée sur le savoir en matière d'aide au développement. À cause du synchronisme de ces divers processus, notre dialogue survenait à un moment particulièrement opportun.

Liste des participants internationaux

(Voir la notice biographique des participants et leurs coordonnées à l'annexe ii)

Afrique

Ibrahim Coulibaly, Association des organisations professionnelles paysannes du Mali

Dr Mwananyanda Mbikusita Lewanika, National Institute for Scientific & Industrial Research, Zambie

Dr Melaku Worede, spécialiste scientifique des banques génétiques, Éthiopie

Asie

Masanagari Narsamma, agricultrice et cinéaste, Inde

Begari Sammamma, agricultrice, Inde

P.V. Satheesh, directeur, Deccan Development Society, Inde

Amérique latine

Camila Montecinos, GRAIN, Chili

Melina Hernandez Sosa, leader autochtone, Mexique

Asie de l'Ouest

(Après avoir confirmé sa participation, Maryam Rahmanian, du Centre for Sustainable Development & Environment (CENESTA), en Iran, a malheureusement été forcée d'annuler son voyage en raison d'une urgence dans sa famille.)

Liste des événements tenus entre le 7 et le 10 mars 2005

7 mars : rencontre avec la Fédération des Indiens de la Saskatchewan, Saskatoon.

7 mars : rencontre avec le National Farmers Union et le Saskatchewan Organic Directorate, Saskatoon.

7 mars : forum grand public, *Genetically Modified Seeds: The Answer to World Hunger and Poverty? (Semences génétiquement modifiées : la solution à la faim et à la pauvreté?)*, Bibliothèque publique de Saskatoon, Saskatoon.

7 mars : forum grand public, *Les OGM : témoignages du Sud*, Université du Québec à Montréal, Montréal

8 mars : témoignage devant le Comité sénatorial permanent des Affaires étrangères, *Agriculture en Afrique*, Ottawa.

9 mars : table ronde avec le gouvernement, Hôtel Sheraton, Ottawa.

9 mars : forum grand public, *Les aliments génétiquement modifiés : la solution à la pauvreté et la faim dans le monde?*, Centre des congrès, Ottawa.

10 mars : petit-déjeuner parlementaire, parrainé par Bernard Bigras, du Bloc québécois; David Kilgour, du Parti libéral du Canada; Alexa McDonough, du Nouveau parti démocratique; Chambre des communes, Ottawa.

Remerciements

Le Groupe de travail veut remercier le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et l'Agence canadienne de développement international (ACDI) de leur soutien financier.

Le Groupe de travail tient à souligner l'appui de tous les membres du Groupe, plus particulièrement le travail d'Inter Pares, d'ETC Group et de USC Canada au sein du comité organisateur de la table ronde. En plus de remercier Canadian Organic Growers, ETC Group, Inter Pares, le National Farmers Union, le Comité pour la justice sociale, l'Église Unie du Canada et USC Canada, nous voulons exprimer notre reconnaissance aux groupes suivants, qui ont conjointement organisé ou parrainé les événements publics et autres rencontres tenues à Saskatoon, Montréal et Ottawa :

Saskatoon : Fédération des Indiens de la Saskatchewan, Saskatchewan Organic Directorate, Programme d'études autochtones de l'Université de la Saskatchewan.

Montréal : Développement et paix, Greenpeace, Comité pour la justice sociale, Union paysanne, YMCA du Grand Montréal (programme international), CINBIOSE, groupe de recherche Technosciences du vivant et société.

Ottawa : Conseil des Canadiens, Développement et Paix, Les Amis de la Terre, Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public (SNEGSP), OPIRG Carleton, OPIRG Ottawa, Institut Polaris, Sierra Club du Canada.

Nous voulons remercier les fonctionnaires responsables qui nous ont rencontrés et ceux qui ont participé à la table ronde.

Le Groupe de travail remercie du fond du cœur les participants internationaux qui sont venus de loin pour faire bénéficier ce projet de leur expertise et de leurs expériences, dans le cadre d'un horaire aussi chargé qu'intense.

Notre processus

- **Processus préliminaire**

En juillet 2004, le *Groupe de travail sur la politique du Canada concernant la biotechnologie agricole et les pays en développement* a demandé à rencontrer des ministères et organismes du gouvernement canadien dont le mandat et les activités sont liés à la biotechnologie agricole. Cet inventaire non officiel nous a permis de dresser un premier portrait des politiques et activités en biotechnologie ayant un rapport avec les pays en développement. Sur une période de plusieurs mois, nous avons rencontré 9 ministères et organismes gouvernementaux : Secrétariat canadien de la biotechnologie, Commerce international Canada, Conseil national de recherches Canada, Agence canadienne de développement international, Agence canadienne d'inspection des aliments, Santé Canada, Agriculture et agroalimentaire Canada, Environnement Canada, ainsi que le Centre de recherches pour le développement international.

Le niveau d'ouverture et de participation a varié d'un ministère à l'autre. Nos rencontres se sont parfois terminées sur des réponses, parfois seulement sur des commentaires prudents. Une fois, il a fallu rencontrer des employés dans la cafétéria plutôt que dans une salle de réunion. Ailleurs, la personne qui présidait la réunion pour le ministère et les principaux responsables ont brillé par leur absence. Mais la plupart du temps, les ministères se sont montrés ouverts à nos questions, même si certains sont restés sur leurs gardes et n'ont pas offert l'information de manière spontanée.

Après bien des courses en taxi et moult échanges de cartes professionnelles, nous avons vu émerger lentement le canevas complexe des activités gouvernementales dans le domaine. Les rencontres nous ont également permis de constater que le gouvernement du Canada s'engage sur la voie de la biotechnologie agricole dans les pays en développement sans avoir forcément parlé aux agriculteurs et aux scientifiques du Sud. L'un après l'autre, des responsables ont reconnu n'avoir pas visité de collectivités agricoles dans les pays en développement, ni détenir tellement d'information à leur sujet, malgré qu'elles soient les premières à subir l'impact de ces politiques. Aucun n'avait considéré le point de vue des populations agricoles du Sud, sauf celui de Florence Wambugu, scientifique kényane favorable à la biotechnologie (elle s'est adressée au Conseil national de recherches à des représentants de divers ministères). Les responsables ont clairement admis que cela était nécessaire, convenant de manière générale que c'était une lacune sérieuse dans l'élaboration des politiques. Au fur et à mesure des réunions, les responsables se sont montrés de plus en plus intéressés à entendre ces voix muettes jusqu'à maintenant, dans le cadre d'un forum que nous pourrions organiser.

Nous avons fini par proposer une table ronde interdépartementale réduite et non officielle, avec la participation d'un petit groupe diversifié de participants du Sud. Compte tenu des processus en cours et de l'importance de la question, tant pour le gouvernement canadien que pour les pays en développement, il nous semblait qu'un tel événement viendrait compléter de manière fort utile le processus d'élaboration des politiques dans le domaine.

- **Organisation de la table ronde**

C'est à la fin de la série de rencontres que s'est développée l'idée d'une table ronde de haut niveau avec le gouvernement. En novembre 2004, nous avons fait un remue-ménages pour déterminer la formule de la table ronde et son contenu. Nous avons aussi dressé une liste de participants internationaux qui nous semblaient les mieux placés pour traiter d'un éventail de questions fondamentales. Nous n'avons jamais imaginé que toutes nos invitations allaient être acceptées d'emblée! Cela démontre à quel point la politique agricole canadienne est importante sur la scène internationale : des agriculteurs et des scientifiques à l'horaire chargé, respectés dans leur milieu et experts dans leur domaine, étaient prêts à mettre leurs occupations de côté pour venir passer une semaine au Canada. La seule personne n'ayant pu accepter a été l'environnementaliste kényane réputée, Wangari Maathai, qui recevait le prix Nobel de la paix au moment où nous l'invitions.

Même si nous nous étions assuré la participation d'un groupe diversifié de personnes-ressources émérites d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, offrant un éventail stimulant de points de vue critiques, plusieurs représentants des ministères se sont étonnés de l'absence de représentants de l'industrie. Pour certains fonctionnaires responsables, il était clair que les représentants de l'industrie allaient constituer le principal groupe d'invités, du moins le groupe le plus en vue, dans toute discussion sur la biotechnologie agricole. L'un d'entre eux nous a dit que « c'est l'industrie qui détermine la politique du gouvernement dans le domaine ». Le Groupe de travail a réfléchi à la suggestion d'inviter des représentants du secteur privé et la question est revenue sur le tapis à quelques reprises. Nous avons fini par conclure que l'industrie n'avait aucun mal à se faire entendre et que son point de vue était privilégié de manière systématique par rapport à celui des populations représentées par nos personnes-ressources du Sud. À notre avis, les ministères étaient déjà au courant du point de vue de l'industrie, qu'ils connaissaient très bien, alors qu'ils ignoraient ce que le Sud avait à dire sur le sujet. Vu le bagage d'expériences de l'équipe de participants internationaux, nous avons estimé que la journée serait riche et complète avec des exposés reflétant le point de vue de ceux qui subissent le plus directement l'impact de ces technologies.

Juste avant le congé des Fêtes, nous avons envoyé un courriel aux fonctionnaires responsables rencontrés à l'automne, les informant de notre intention d'organiser une table ronde dans le but de commencer à combler les lacunes généralement admises en ce qui a trait à l'inclusion des points de vue du Sud. De retour au travail en janvier, nous nous sommes mis à l'œuvre pour veiller à ce que les invitations incluent l'éventail adéquat des fonctionnaires responsables et qu'elles soient transmises par les voies appropriées. Nous avons fait appel au Secrétariat canadien de la biotechnologie pour déterminer les principaux responsables ministériels à qui nous pouvions demander de recommander des invités. La composition du Comité de coordination interdépartemental de la biotechnologie nous a aidés à déterminer les principaux intéressés. Sitôt les invitations lancées, nous avons commencé à recevoir des confirmations et, comme la formule retenue impliquait un nombre limité de participants, nous avons dû dresser une longue liste d'attente qu'il fallait sans cesse mettre à jour.

Nous voulions offrir aux fonctionnaires responsables une occasion d'apprentissage unique et attrayante, un milieu ouvert et propice à la discussion, dans le but de faciliter une réflexion riche et approfondie sur la place de la biotechnologie agricole dans la sécurité alimentaire et le développement rural. Nous voulions aussi que cette table ronde reste gravée dans les mémoires, avec des exposés pertinents et stimulants dans un cadre intime où les gens seraient à l'aise de discuter entre eux. Nous nous attendions à ce que les exposés des personnes-ressources internationales critiquent le rôle de la biotechnologie en agriculture, mais nous espérions créer un climat ouvert où le gouvernement pourrait écouter ces points de vue et en discuter, même sans le contrepoids de l'industrie, ou « l'autre côté de la médaille ».

En février, nous avons dû réviser un peu nos attentes sur la possibilité d'instaurer un climat serein et propice au dialogue constructif, quand ETC Group, l'un des membres du Groupe de travail, a reçu une note de service du gouvernement canadien. On y exposait l'intention de la délégation de faire obstacle au consensus lors des négociations de la Convention sur la diversité biologique (CDB), afin de forcer l'ouverture du moratoire de fait sur les technologies Terminator (technologies de restriction de l'utilisation des ressources génétiques – les GURT – ou stérilisation des semences). Plus que tout autre, le débat entourant Terminator cristallise certaines des questions les plus controversées quant à l'impact exercé par la biotechnologie dans les pays en développement, notamment sur la conservation des semences par les agriculteurs – le fondement même de la production alimentaire et de la sécurité alimentaire. Des groupes de la société civile se sont vite mobilisés pour protester contre la position du Canada. Les lettres se sont mises à déferler de partout dans le monde, ce qui a incité le gouvernement à nuancer sa position officielle. Soulignant avec encore plus d'acuité l'utilité de notre table ronde sur la politique du Canada et les intérêts des agriculteurs à petite échelle, cet incident a aussi illustré les contradictions entre le travail des ministères et celui des membres du Groupe de travail. La position du Canada sur Terminator et la réaction de la société civile ont teinté le contexte de notre table ronde – nous avons eu peur que cela rende les représentants du gouvernement plus hésitants dans leurs rapports avec la société civile. Après ce ravivement des tensions, nous avons donc à nouveau assuré le gouvernement de notre désir de créer un forum ouvert, propice au dialogue constructif et à l'apprentissage.

- **Équilibre**

La table ronde d'aujourd'hui ne prétend pas refléter un supposé « équilibre » (ou un équilibre mythique) de toutes les parties potentiellement intéressées à la biotechnologie agricole. Elle vient plutôt corriger le « déséquilibre » – faire entendre le témoignage de ceux qui seront le plus touchés par la politique du gouvernement canadien sur l'utilisation de la biotechnologie agricole dans le Sud ... Aujourd'hui, notre but est d'approfondir les points de vue afin que chacun d'entre nous reparte avec une compréhension plus riche de ces questions capitales, pour pouvoir aborder les enjeux qui en découlent de manière plus adéquate.

– Gerry Barr, président-directeur général du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) et modérateur de la table ronde

Nous avons préparé soigneusement notre concept : une rencontre de haut niveau favorisant un dialogue constructif et réunissant les fonctionnaires le plus directement engagés dans l'élaboration des politiques dans le domaine. On nous l'a répété, et nous en étions déjà bien conscients, la biotechnologie est une question controversée – voire une question à aborder avec des pincettes. Nous avons donc fait un effort particulier pour inciter les ministères à assister à la table ronde et à y participer pleinement. Nous avons assuré les participants que l'événement se déroulerait à huis clos et qu'il n'y aurait ni citations, ni mention de discussions précises dans le rapport final. Après avoir envisagé la prise de notes lors des discussions en sous-groupes, nous avons abandonné l'idée afin que les gens soient plus à l'aise de s'exprimer ouvertement et sans contrainte. Masanagari Narsamma, agricultrice et cinéaste indienne, nous a demandé l'autorisation de filmer la rencontre – ses films lui servent d'outil de communication pour optimiser l'impact des expériences mondiales dans son travail communautaire avec les agriculteurs démunis. Nous avons accepté, pourvu toutefois que la caméra capte seulement les exposés des participants internationaux.

Le modérateur de la table ronde était Gerry Barr, président-directeur général du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), un groupe de coordination d'organismes voués au développement international. Le CCCI maintient une position neutre sur la biotechnologie en raison des divergences d'opinions de ses membres sur le sujet. Nous aurions voulu qu'un représentant gouvernemental de haut niveau adresse quelques mots de bienvenue et présente la table ronde. Le président de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et la ministre de la Coopération internationale, Aileen Carroll, ont tous deux décliné notre invitation. Art Carty, conseiller au Conseil national des sciences Canada, a dû refuser lui aussi en raison d'un autre engagement. Wardie Leppan, chef d'équipe sur l'utilisation durable de la biodiversité au Centre de recherches pour le développement international (CRDI) – notre principal commanditaire – a accepté de dire quelques mots pour présenter la table ronde.

Même si nous avons rencontré la plupart des ministères participants et que nous nous étions efforcés de créer un climat propice à la discussion, tout n'était pas gagné d'avance. Nous n'avons pas réussi à surmonter tous les obstacles, et certains ont nui à la discussion tout au long de la journée. Quelques représentants des ministères étaient de toute évidence mal à l'aise de participer à la table ronde, un projet issu de la société civile sur un sujet controversé. Des membres du Groupe de travail et des personnes-ressources internationales se sont étonnés que les représentants de structures de gouvernance aussi démocratiques que les nôtres s'effraient à la simple perspective d'écouter des points de vue divergents, dans le cadre d'un dialogue sous le sceau de la confidentialité.

Quelques jours avant la table ronde, un ministère a demandé à voir la liste d'invitations et a organisé une réunion interdépartementale de dernière minute pour prendre les dispositions requises avec les personnes qui prévoient venir. La veille de la table ronde, nous avons reçu un appel. On s'inquiétait du grand nombre de confirmations ainsi que de la formule – les participants devaient discuter en sous-groupes plutôt que d'écouter

seulement les exposés. On nous a aussi demandé qu'un autre porte-parole gouvernemental puisse inaugurer l'événement et présenter la position du gouvernement canadien sur les questions abordées. Nous avons accepté cette demande tardive, soulignant une fois de plus que la table ronde était l'occasion d'un dialogue non officiel sur un sujet d'une importance mondiale. Malgré cela, plus de 30 % des personnes ayant confirmé leur participation ne se sont pas présentées. Et la quasi-totalité représentait des ministères ayant participé à la réunion interdépartementale de dernière minute.

La table ronde se déroulait en même temps qu'un atelier de deux jours sur la prévoyance en matière d'exigences réglementaires, ainsi qu'une conférence au Mexique exigeant la présence de certains hauts fonctionnaires. Mais cela ne peut expliquer l'absence de 12 fonctionnaires responsables, sans le moindre avis préalable. C'est d'autant plus fâcheux que nous disposions d'une liste d'attente de personnes qui auraient été ravies de prendre leur place si nous avions été informés à l'avance. Ces chaises vides ont compromis le succès de la formule, puisque nous avions prévu des sous-groupes complets et diversifiés.

Les discussions en sous-groupes ont souffert d'un aussi grand nombre d'absents. C'est même un élément cité dans l'évaluation réalisée par les participants — « Il n'y avait malheureusement pas grand monde à ma table et cela a forcément limité les échanges. » La formule avait été soigneusement conçue pour favoriser la discussion informelle — chaque table regroupait huit participants qui discutaient des exposés pendant une demi-heure avant de passer aux questions et commentaire en séance plénière, puis à une discussion avec l'ensemble du groupe. Nous avons soigneusement assigné les places afin que chaque table comprenne un bon éventail de représentants de divers ministères, de membres du Groupe de travail et de personnes-ressources internationales.

Malgré quelques réticences initiales, plusieurs ont fini par profiter de la table ronde — notamment des discussions informelles en sous-groupes — pour poser des questions et explorer certaines idées. Les personnes-ressources avaient été réparties aux diverses tables et certains fonctionnaires étaient visiblement ravis d'être assis avec des agriculteurs et des participants internationaux qu'ils pouvaient interroger à leur guise. Les plus jeunes fonctionnaires semblaient particulièrement apprécier la journée, à l'aise d'aborder les divers sujets, d'en débattre et de discuter des points d'intérêt et des nouvelles informations. L'évaluation globale indique que nous avons réussi à créer un espace unique, propice à l'apprentissage et à la discussion.

Commentaires des participants à la table ronde

Plusieurs participants ont généreusement accepté de rester pour remplir les formulaires d'évaluation à la fin de la journée. À nos yeux, le nombre de personnes ayant accepté de le faire est une preuve de plus que le processus a su stimuler les personnes présentes et susciter un niveau de participation élevé. Nous avons reçu 35 formulaires (sur 60 participants) contenant des commentaires fort utiles.

Les participants ont convenu que la formule était efficace, qualifiant les discussions aux diverses tables de « créatives ». Citons l'un des commentaires : « Excellente formule

d'atelier – bon équilibre entre discussions et exposés intéressants. » Certains ont cependant trouvé qu'il n'y avait pas eu assez de temps pour discuter en sous-groupes (30 minutes) : « Pas assez de temps pour les discussions aux tables. Il vaudrait mieux prévoir 2 jours! » Comme nous l'avons déjà mentionné, d'autres ont regretté que la discussion ait été limitée par l'absence de plusieurs participants.

Nous savions déjà que plusieurs contesteraient « l'équilibre » en raison de l'absence de l'industrie, et qu'ils auraient du mal avec l'attitude généralement critique des participants internationaux à l'endroit de la biotechnologie ou de l'orientation des politiques dans le domaine. Le modérateur de la table ronde a tenté de clarifier la question dans son introduction, mais plusieurs ont été gênés tout au long de la journée par le « manque d'équilibre ». Quelques commentaires à ce sujet : « On n'a pas présenté tous les aspects de la question et c'est un élément clé dans l'élaboration des politiques publiques », « Personne n'était là pour plaider en faveur de la biotechnologie ».

L'évaluation de « l'équilibre » reste cependant une question plus complexe, puisque tous les participants ayant fait cette critique, sauf un, ont aussi mentionné que la table ronde leur avait permis d'aborder sous un nouvel angle les enjeux sociaux liés à cette question. On rapportait un nouveau regard sur « le caractère éthique de l'évaluation des technologies », « une meilleure compréhension des défis à relever sur le plan de la biodiversité », ainsi qu'une « meilleure compréhension de la perception des gens dans les pays en développement. Meilleure évaluation de la complexité des enjeux. » En règle générale, les personnes ayant souligné dans leurs commentaires l'importance d'entendre « tous les points de vue » ont aussi admis que d'entendre ce point de vue particulier avait permis d'approfondir leur compréhension du sujet. Ainsi, après avoir mentionné que « le processus était biaisé et trop chargé sur le plan politique », un participant a ajouté que l'un des résultats de la journée avait été de le « sensibiliser aux éléments culturels et sociaux liés au développement de la technologie ». L'ensemble du groupe dit avoir acquis une « meilleure compréhension des composantes culturelles de l'agriculture », un effet positif qui n'a souffert en rien de l'absence de l'industrie, selon nous.

Les commentaires ajoutés en conclusion comprenaient des suggestions sur le suivi : « Organiser plus de forums du genre pour réunir toutes les parties concernées, y compris les consommateurs et les transnationales comme Monsanto »; « Reprendre ce dialogue avec les personnes qui traitent des politiques relatives au développement international en général, en ne se limitant pas à la biotechnologie »; « Forum très utile, il faut organiser plus de forums de ce genre ».

Voici un aperçu des commentaires d'ordre général :

- « J'ai l'impression que la question de la biotechnologie est compliquée par les enjeux de développement international sous-jacents – le problème ne vient pas seulement de la biotechnologie, les vrais problèmes sont liés au développement international. »
- « Je comprends maintenant de manière beaucoup plus nuancée et exhaustive certaines facettes socio-économiques de la question. »
- « Beaucoup de discussions à coup sûr, mais tout le monde n'était pas forcément prêt à *écouter* ce que l'autre avait à dire. »

- « Beaucoup de transparence, avec la liberté d’exprimer le point de vue de chacun. »
- « Cela a raffermi ma conviction que les citoyens doivent participer sur une base continue à l’élaboration des politiques publiques, à plus forte raison quand il s’agit d’enjeux aussi complexes que la biotechnologie. »
- « Même si j’estime que ces séances doivent démontrer plus de rigueur scientifique, l’événement contribue à enrichir l’environnement politique dans lequel nous oeuvrons! »

Autres événements et résultats

Avant la tenue de la table ronde à Ottawa, le groupe de participants internationaux a convenu de former deux équipes – l’une irait à Saskatoon et l’autre, à Montréal. La première équipe de personnes-ressources comprenait deux agricultrices de l’Inde, une Zapotèque d’une collectivité agricole du Mexique et un Éthiopien, spécialiste scientifique des banques génétiques. Ils sont allés à Saskatoon où ils ont rencontré des autochtones, des agriculteurs, des représentants des médias ainsi que le grand public. Le groupe a été invité à une réunion rassemblant des représentants des peuples autochtones, organisée par la Fédération des Indiens de la Saskatchewan. Il a aussi rencontré des agriculteurs lors d’une réunion organisée par National Farmers Union et le Saskatchewan Organic Directorate. À la fin d’une journée bien remplie, l’équipe a fait un exposé dans le cadre d’un événement organisé à la Bibliothèque publique de Saskatoon. Les commentaires recueillis ont confirmé l’importance de cet événement, tant pour les agriculteurs canadiens de l’auditoire que pour les personnes-ressources internationales. Un leader octogénaire du monde agricole nous a même téléphoné à Ottawa, pour souligner la place importante des agricultrices dans le forum et conclure que c’était « la meilleure soirée du genre à laquelle il ait jamais participé ». Ces rencontres ont eu des retombées directes – ainsi, la Deccan Development Society a invité des représentants du Saskatchewan Organic Directorate et du National Farmers Union à lui rendre visite en Inde. Et chaque organisme a effectivement envoyé un représentant en Inde au mois d’avril, dans le cadre des «Southern Encounters », une consultation internationale sur le génie génétique (voir www.ddsindia.com).

À Montréal, Ibrahim Coulibaly, leader agricole du Mali, et le Dr Mwananyanda Mbikusita Lewanika, un scientifique de la Zambie, ont parlé de l’agriculture en Afrique dans un auditorium bondé de l’Université du Québec à Montréal. Après avoir entendu l’entrevue d’Ibrahim à Radio-Canada dans sa voiture, au moins une personne a fait demi-tour pour se joindre à l’auditoire. Le modérateur était Daniel Pinard, une personnalité médiatique bien connue au Québec. Il a participé au panel de discussion, qui comptait aussi des membres de l’Union paysanne. Même s’ils ne pouvaient pas communiquer directement – Ibrahim étant francophone et Lewanika, anglophone – la traduction simultanée a permis aux deux panélistes de se trouver beaucoup de points communs. L’auditoire a d’ailleurs souligné le caractère complémentaire des exposés.

À Ottawa, dans la soirée qui a suivi la table ronde, la salle était pleine à craquer devant tout le panel de personnes-ressources. Plus de 500 personnes se sont entassées dans une

salle du Centre des congrès d'Ottawa – étudiants, agriculteurs, fonctionnaires et autres résidents d'Ottawa. Bob Carty, journaliste à la radio anglaise de la SRC et producteur de documentaire, a joué le rôle de modérateur et recueilli les questions de l'auditoire. La soirée s'est terminée sur une ovation pour remercier les participants internationaux.

Consacrée à l'agriculture en Afrique, la séance du 8 mars du Comité sénatorial permanent des Affaires étrangères s'est révélée particulièrement dynamique. Ibrahim Coulibaly et Dr Mwananyanda Mbikusita Lewanika ont joint leur témoignage à celui du Dr Regassa Feyissa, directeur-fondateur d'Ethio-Organic Seed Action en Éthiopie, et conseiller pour le programme *Semences pour la survie* de USC Canada. Les panélistes ont rappelé l'importance de l'Afrique en tant que centre de diversité de plusieurs cultures vivrières, soulignant à quel point la diversité biologique est le pivot de la sécurité alimentaire. Ils ont ensuite expliqué de quelle façon les politiques agricoles doivent soutenir les pratiques traditionnelles ayant permis l'éclosion de cette diversité, rappelant qu'il faut s'alarmer de l'introduction de technologies telles que les semences GM, qui viennent bouleverser ce système et menacer la sécurité alimentaire. Les trois intervenants ont aussi expliqué comment les mesures d'ajustement structurel imposées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont été désastreuses pour les agriculteurs et la société en général. Leurs pays ont été forcés de démanteler les commissions de gestion de l'offre et autres mécanismes publics de soutien à l'agriculture, et d'ouvrir leurs marchés aux importations à bas prix. Quand les sénateurs leur ont demandé ce que le Canada pouvait faire pour favoriser le développement agricole en Afrique, les panélistes ont répondu que les approches « universelles » ne fonctionnent pas et qu'il faut élaborer les politiques agricoles à partir de la base.

La séance a eu des suites immédiates. Après avoir entendu les critiques des agriculteurs et scientifiques africains quant à l'impact exercé par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) sur la sécurité alimentaire en Afrique, le Comité a organisé une deuxième séance dans le but d'examiner le rôle particulier de ces deux organismes et celui d'autres institutions internationales. La première séance a été suivie de deux autres sur des sujets connexes. Depuis, le Comité a annoncé qu'il allait se rendre à Washington pour « exiger des réponses » de la Banque mondiale et du FMI. Toutes les séances sont maintenant du domaine public et ont été diffusées à la grandeur du pays sur la chaîne parlementaire. Le Comité du Sénat nous a également demandé de soumettre un complément d'information sur l'évolution du rôle du Canada en rapport avec l'agriculture en Afrique (voir l'annexe v).

Le petit-déjeuner parlementaire du 10 mars s'est révélé tout aussi instructif, tant pour les députés que pour les participants internationaux. Parrainé par des députés de trois partis (Bloc québécois, Parti libéral du Canada et Nouveau parti démocratique), l'événement a permis à des députés des trois partis d'entendre les points de vue du Sud sur la politique canadienne en matière de biotechnologie. Touché par le témoignage des agricultrices de l'Inde, le député libéral Paul Steckle, président du Comité permanent de la Chambre des communes sur l'agriculture, a conclu que si les OGM pouvaient convenir aux agriculteurs du Canada, ils n'étaient peut-être pas appropriés dans les pays en développement. Les députés ont été scandalisés d'apprendre – ils l'ignoraient – que le

Canada avait fait la promotion de la technologie Terminator lors des négociations des Nations unies le mois précédent. Ils ont demandé plus de détails et exigé un suivi, entre autres, que le Comité sur l'agriculture et l'agroalimentaire organise une séance sur la technologie Terminator. Nous sommes présentement en pourparlers avec le Comité en vue de déterminer le moment et l'envergure de cette séance.

Commentaires des participants internationaux

Les participants internationaux ont d'abord été sceptiques quant à la possibilité d'influer sur l'élaboration des politiques canadiennes. À la fin de la semaine, après avoir eu l'occasion de discuter avec un vaste éventail de Canadiens, ils ont unanimement convenu que la série d'événements constituait un pas en avant aussi constructif que prometteur. Il était clair pour eux qu'il restait encore beaucoup à faire, et que c'était maintenant aux groupes canadiens de prendre la relève et d'aller plus loin. Tout le monde était d'avis qu'il fallait agir sur-le-champ pour surfer sur la vague créée par la série d'événements et entretenir les voies de communication établies avec le gouvernement à l'occasion de la table ronde. Certains participants ont noté la patience des fonctionnaires à la table ronde, et d'autres ont été impressionnés du niveau de participation et de l'analyse critique des sénateurs et députés.

Les membres du groupe ont convenu que l'horaire chargé avait su tirer le meilleur parti possible de leur temps précieux. L'agricultrice et cinéaste indienne Masanagari Narsamma a exprimé sa satisfaction d'avoir pu rencontrer des députés. Elle a souligné à quel point c'était déterminant pour elle d'aller sur la Colline parlementaire, rappelant qu'elle n'a généralement pas l'occasion d'approcher « les gros bonnets », comme c'est aussi le cas des petits agriculteurs avec qui elle travaille. Nouer des liens avec les agriculteurs de Saskatoon a aussi constitué un élément important pour les agricultrices qui sont allées à Saskatoon – cela a permis d'explorer les points communs entre fermiers du Nord et fermiers du Sud. Begari Samamma a déclaré que le fait d'entendre les agriculteurs canadiens s'inquiéter eux aussi de l'impact de la biotechnologie sur la diversité et sur leurs moyens de subsistance « décuple nos forces ».

La semaine a également permis de tisser des liens solides entre les participants internationaux. Des collègues d'Ibrahim Coulibaly ont été invités en Inde pour discuter des enjeux entourant les expériences réalisées avec des semences génétiquement modifiées. Scientifique éthiopien spécialiste des banques génétiques, Melaku Worede a apprécié l'analyse, nouvelle pour lui, des dangers découlant de l'utilisation inconsidérée du mot « science »; ce terme auréole souvent les approches technologiques en agriculture, ce qui a pour effet de marginaliser le savoir des agriculteurs. Il s'est engagé à envoyer ses documents « scientifiques » aux agriculteurs pour profiter de leurs commentaires et de leur collaboration. De leur côté, les agriculteurs ont trouvé encourageant de rencontrer des scientifiques prêts à écouter leur point de vue sans chercher à les écraser de leur supériorité. Cet échange a transformé leur conception des scientifiques, soit des personnes qui s'opposent aux agriculteurs et dénigrent systématiquement leur savoir. L'expérience du dialogue leur a appris que les scientifiques pouvaient être pour eux des collègues et des collaborateurs.

Chacun des événements de la série a mis à l'avant-scène un groupe traditionnellement marginalisé, les agriculteurs, avec tout le savoir et toute la culture qu'ils incarnent. P.V. Satheesh s'est engagé une fois de plus à veiller à ce que la voix des exclus reçoive désormais toute l'importance qu'elle mérite.

La prochaine étape

Notre expérience a confirmé à la fois la nécessité et le désir d'un dialogue novateur sur la biotechnologie agricole. Elle a aussi mis en lumière certains défis que la société civile doit relever au moment d'entamer le dialogue avec le gouvernement sur des questions controversées. La discussion en table ronde était trop large et il faudrait en resserrer les paramètres à l'avenir. Après avoir testé la formule et le désir du gouvernement d'y participer de bonne foi, et compte tenu de tout ce qui reste à discuter, nous envisageons de préparer une autre invitation au dialogue.

Le Groupe de travail continuera de surveiller l'évolution de la politique publique du Canada dans le domaine. Parallèlement à la poursuite de son travail sur la technologie Terminator, le Groupe de travail suivra de près l'élaboration d'un programme du gouvernement canadien en vue de « mettre la science au service des pauvres » d'ici les rencontres du G8 à Édimbourg et au-delà. En outre, nous avons appris que nos collègues africains se préoccupent particulièrement du projet BECA (Biosciences en Afrique centrale et en Afrique de l'Est) géré par l'ACDI, y compris l'évaluation environnementale et les processus de consultation communautaire – il faut poursuivre la discussion à ce sujet. C'est une question d'autant plus pertinente que l'on parle de plus en plus sur la scène internationale d'investir dans des « centres d'excellence » en biosciences dans les pays en développement.

Encore en mai dernier, l'éminent négociateur africain en biosécurité et représentant du gouvernement éthiopien, le Dr Tewolde Berhan Gebre Egziabher, n'a pu obtenir son visa canadien à temps pour assister à l'ensemble des négociations se déroulant à Montréal sur le Protocole de Carthagène en rapport avec la Convention sur la diversité biologique (CDB). Cet incident inquiète ceux qui s'intéressent à la CDB, compte tenu de la position exprimée plus tôt dans l'année par le gouvernement canadien sur Terminator.

Plusieurs s'inquiètent de la position du Canada sur l'utilisation de la biotechnologie agricole dans le monde. Nous espérons que le dialogue avec la société civile du Canada et d'ailleurs sera la source d'une collaboration constructive et d'une consultation sur ces questions.

Annexe i

Contenu de la table ronde : Sommaire des exposés des participants internationaux

La table ronde s'articulait autour de trois panels abordant les thèmes suivants : production, biodiversité et risques de contamination, aide alimentaire.

Avant les trois panels, **P.V. Satheesh** de la Deccan Development Society (DDS) en Inde a amorcé la table ronde par un exposé préliminaire soulignant le lien entre culture et agriculture, « Agriculture durable, sécurité alimentaire et biotechnologie ». Il a parlé de l'importance d'envisager l'agriculture selon le point de vue des agriculteurs des pays en développement, une vérité qu'il a lui-même apprise des milliers d'agricultrices avec qui il a travaillé. « Je savais l'importance de la *biodiversité* et de l'*environnement*, mais au-delà des mots, j'ignorais pourquoi c'était si important. » M. Satheesh a insisté sur le fait que la biodiversité ne relève pas du jargon de l'environnement, qu'elle fait partie de la culture : « La nourriture, l'écologie et la culture sont des éléments indivisibles de la civilisation. Je frémis à l'idée que l'agriculture soit réduite à une question de science et de technologie. »

Bien au courant des systèmes de production complexes et évolués des fermiers à petite échelle en Inde, M. Satheesh a plaidé que le problème de la faim relève de la politique et non pas de l'agriculture – c'est l'avis des agriculteurs avec qui il travaille. « Ce sont les politiques des gouvernements, les nôtres en particulier, qui ont acculé les gens à la famine, pas les pratiques agricoles. » Il y a des dizaines de millions de tonnes de surplus de céréales dans les entrepôts du gouvernement en Inde, ce qui inspire la question suivante à M. Satheesh : « Pourquoi 10 000 agriculteurs sont-ils si désespérés? Ce n'est pas parce que la production est insuffisante. Si l'Inde a atteint la sécurité alimentaire à l'échelle nationale et que la famine persiste, il faut situer la problématique de la sécurité alimentaire à un autre niveau – celui du ménage et de la collectivité. C'est dans cette optique que la sécurité alimentaire se transforme en souveraineté alimentaire – quand les agriculteurs comptent sur la production, l'entreposage et la distribution à l'échelle locale. Dans la vie de tous les jours, l'agriculture assure la sécurité dans plusieurs domaines : nourriture, nutrition, combustible, moyens de subsistance, sécurité écologique. Tous ces éléments font partie intégrante de nos systèmes de production culturale. Si on se met à les fragmenter, à les diviser, l'agriculture s'effondre. C'est dans cette perspective que nous considérons le génie génétique. »

Et c'est dans cette perspective que M. Satheesh a remis en question cinq promesses qu'on fait souvent miroiter pour promouvoir les cultures transgéniques : accroissement des récoltes, solution à la faim dans le monde, augmentation du revenu de l'agriculteur, meilleure nutrition et réduction du recours aux pesticides. « Quelle attitude adopter à l'endroit du génie génétique? Selon moi, il faut commencer par s'asseoir avec des petits agriculteurs – pas pendant une journée ou un avant-midi, et pas avec une poignée de questionnaires, mais pendant quelques mois et à plusieurs endroits. Il faut leur demander ce qu'ils veulent et considérer toutes les possibilités – jouer cartes sur table. » (La DDS a

mis sur pied un « jury d'agriculteurs » chargé d'évaluer le plan agricole Vision 20/20 – les résultats sont disponibles à www.dds.com)

« Pourquoi suis-je venu dire tout ça au Canada? Parce que je suis au courant de certaines choses qui se passent ici. J'ai participé à la réunion sur le Protocole relatif à la biosécurité à Bonn et j'ai écouté les délégués du Canada. Laissez-moi vous dire que j'ai été profondément troublé. J'ai entendu parler de ce qu'on essaie de faire avec Terminator à Bangkok. Et j'ai été profondément troublé. Je sais que vous avez mis sur pied des centres de biotechnologie qui vont finir par se transformer en centres de génie génétique. Je sais que vous avez soutenu la recherche transgénique à l'ICRISAT, à deux pas de chez nous – c'est à 60 km de l'endroit où je travaille. Et tous ces projets nous font beaucoup de tort, vraiment beaucoup de tort. »

M. Satheesh conclut : « La biotechnologie, le génie génétique, tout ça est une guerre, un acte d'agression contre des civilisations. Je suis ici pour vous demander de ne pas faire ça. Je vous en prie, arrêtez tout ça. »

Panel 1 : Semences et production alimentaire

Begari Sammamma a présenté les grandes lignes de son système cultural dans lequel, pour cinq ou six types de sol dans la région, les agriculteurs font pousser leurs propres cultures – en se fiant à leur propre savoir. Mad. Sammamma cultive des douzaines de plantes différentes sur sa terre de deux acres de l'Andhra Pradesh, un État du sud de l'Inde. Elle insiste sur le fait que, pour elle et les autres agriculteurs de la région, la sécurité vient de la biodiversité et de la multiplication des cultures. Parce que les terres sont peu productives, « la seule façon de survivre est de multiplier les cultures ». Mad. Sammamma a aussi établi clairement que le rôle de gardiennes de la biodiversité revient aux femmes : « Nous, les femmes, savons d'instinct le genre de semences qu'il faut. Alors au temps des semailles, les femmes apportent les diverses variétés de semences dans les champs, puis elles font des mélanges et les remettent ensuite à l'homme – l'homme n'a qu'à les mettre en terre. » Elle poursuit : « Cette variété de semences nous permet de diversifier les récoltes. Je le rappelle, nos terres sont peu fertiles. Si nous plantons une foule de choses différentes, une ou deux cultures vont peut-être échouer, mais il nous restera toujours les autres. C'est un type d'agriculture qui permet d'établir un rapport quotidien avec la terre. Nous allons sur nos terres pratiquement tous les jours, pour voir ce qui se passe, pour entretenir ce rapport. »

« Le fait de multiplier les cultures nous permet aussi d'avoir accès à une variété d'aliments. Nos cultures comblent toute une série de besoins – nourriture, fourrage, enrichissement du sol. Elles fournissent aussi nos médicaments. Nous avons fait l'expérience des monocultures, mais elles n'offrent pas une fraction des avantages de nos cultures multiples. Et nous tirons notre subsistance non seulement de ce que nous faisons pousser, mais aussi de ce qui pousse tout seul. Nous avons un profond respect pour notre mère, la Terre, et elle nous le rend bien. Chaque type de sol correspond à quelque cinquante variétés de plantes alimentaires sauvages, desquelles nous tirons notre nutrition et notre force. Nous vénérons l'agriculture pour tous ses bienfaits. Au moment de la

récolte, nous croyons que notre mère, la Terre, est enceinte, enceinte de toutes sortes de cultures, des cultures enceintes à leur tour. Et nous faisons alors ce que nous ferions pour toute femme enceinte, nous lui rendons visite pour offrir toutes sortes de nourritures à notre mère, la Terre, et nous vénérons nos fermes. C'est ce visage humain de l'agriculture qui a tant d'importance pour nous. »

Plutôt que de présenter une image de désespoir et de misère, Mad. Sammamma a conclu en disant que sa ferme « regorge de bonheur ». **Masanagari Narsamma** a répété la même chose : « C'est notre terre, c'est notre agriculture, ce sont nos semences. Tout est si verdoyant et débordant de vie, et c'est un tel bonheur d'être là! » Mad. Narsamma nous a ensuite fait voir des diapositives de champs de coton Bt, aux antipodes de ces fermes luxuriantes, diversifiées et fécondes. Avec la Deccan Development Society, Mad. Narsamma a produit un film sur l'échec de ce coton transgénique dans le district de Warangal, dans l'Andhra Pradesh. Cette région a connu une vague de suicides chez les agriculteurs, écrasés par le fardeau croissant de leurs dettes. Mad. Narsamma déclare : « Vous vouliez nous sauver avec ce type d'agriculture, et vous nous avez donné le coton Bt. Eh bien, voici le champ de coton Bt que nous avons vu à Warangal, le district voisin du nôtre, – regardez de quoi il a l'air : clairsemé, désolé. On avait promis aux agriculteurs de grosses capsules de coton et des rendements élevés, mais la réalité, vous l'avez sous les yeux. Les agriculteurs ont été déçus sur toute la ligne. On leur avait promis qu'il n'y aurait pas d'insectes nuisibles et que les profits seraient énormes. Mais les engrais et les pesticides ont coûté les yeux de la tête. » Mad. Narsamma a poursuivi avec des diapositives d'agriculteurs qui avaient cru aux promesses de Monsanto sur le rendement élevé du coton Bt. Consternés, ils montrent la récolte misérable dans leurs champs : « Voulez-vous bien me dire ce que je peux faire avec ça? C'est comme si ma maison avait passé au feu! » Quand on leur a demandé s'ils allaient poursuivre la culture du coton Bt, la réponse a jailli comme une flèche : « Plus jamais! »

Mad. Narsamma conclut : « Je vais vous demander quelque chose. La prochaine fois que vous aurez envie de donner quelque chose à des agriculteurs, venez d'abord vous asseoir avec eux, et restez un bon moment. Parlez-leur et informez-vous de ce qui ne va pas dans leurs cultures. Ici, on a donné aux agriculteurs un type de semences qui ne valait rien pour eux. Et au bout du compte, qui a survécu? Qui a prospéré? Ce sont les entreprises qui ont prospéré! C'est la classe politique qui a prospéré, ce sont les scientifiques qui ont prospéré! Les agriculteurs sont morts, eux. La mort était leur seule issue. Alors je vous en prie, faites que cela ne se reproduise plus, et consultez toujours les agriculteurs avant de faire quelque chose *pour leur bien*. »

Ibrahim Coulibaly a souligné la façon dont des décennies de politiques agricoles dictées de l'extérieur ont semé le chaos dans le secteur agricole des pays d'Afrique de l'Ouest, où environ 70 % de la population vit de l'agriculture. « Nous produisons des céréales que nous sommes incapables de vendre, parce que depuis le milieu des années 1980, nos politiques sont soumises aux mesures d'ajustement structurel imposées par le FMI (Fonds monétaire international) et la Banque mondiale après une période d'insolvabilité financière de nos États africains », explique-t-il. « Ces politiques ont forcé nos gouvernements à abolir toute forme de soutien à l'agriculture nationale. Sans soutien à la

production, sans soutien à la commercialisation, les agriculteurs ont été laissés à eux-mêmes, totalement soumis aux forces du marché. On a exigé en même temps que nos pays libéralisent leurs économies, ouvrant leurs frontières aux importations alimentaires. Comme il y a des surplus de nourriture dans le monde, et qu'on les vend à prix réduit, nos commerces ont commencé à importer ces surplus sans avoir à payer de droits d'importation. C'est ce qui a ravagé l'agriculture dans nos pays. Et c'est pour cela qu'il y a de la pauvreté dans nos pays. »

M. Coulibaly a ensuite décrit la façon dont le Mali a développé les cultures d'exportation pour gagner de l'argent, puisque les récoltes de céréales ne généraient plus assez de revenus. Le Mali a développé la culture du coton, parce que c'est un produit bien connu sur les marchés internationaux et qu'on en tire – ou du moins qu'on en tirait – un bon prix. Au début, l'industrie du coton a été florissante au Mali – en 20 ans, la production nationale est passée de 100 000 à 600 000 tonnes. Le Mali est devenu le plus important producteur de coton en Afrique et la production malienne de coton était hautement concurrentielle et efficace. Malgré cela, les producteurs de coton du Mali sont aujourd'hui incapables de gagner leur vie, depuis que certains pays (dont les États-Unis et certains pays européens) font le dumping de millions de tonnes de coton subventionné sur le marché mondial.

M. Coulibaly a expliqué que le cours du coton malien est très faible sur les marchés mondiaux et qu'on dit maintenant aux pays d'Afrique de l'Ouest de commencer à produire du coton transgénique. Il plaide : « Nos coûts de production sont modestes – nous n'achetons pas de graines de coton, utilisons peu d'engrais et pratiquement aucun pesticide. Nous avons fait la preuve que nous sommes les producteurs les plus concurrentiels, et on vient nous dire qu'il faut produire du coton GM pour être plus concurrentiels. » M. Coulibaly proteste : « Il y a quelque chose qui cloche là-dedans, et il faut trouver le moyen de se faire entendre. »

M. Coulibaly a expliqué ensuite les pressions incroyables auxquelles sont soumis les pays d'Afrique de l'Ouest pour accepter les semences GM, citant les pratiques du bureau de lobbying de USAID au Mali. « Les multinationales et USAID utilisent des moyens de pression que je qualifierais de méthodes dignes de la mafia », a-t-il ajouté. « On intimide nos dirigeants politiques et nos chercheurs et on fait constamment pression sur eux. Il y a de quoi devenir fou! Ce n'est pas un climat sain, il n'y a plus d'espace pour le débat ou le dialogue, plus d'espace pour faire des choix. J'estime qu'un pays démocratique doit respecter la liberté des choix. Quand les gens n'ont pas le droit de choisir, on n'est plus en démocratie. Nous croyons qu'un pays comme le Canada – à notre avis, sans doute l'un des pays les plus démocratiques au monde – ne doit pas se liguer avec d'autres pays développés qui essaient de nous imposer des choses dont nous ne voulons pas. »

Camila Montecinos a vérifié si l'introduction de cultures génétiquement modifiées avait augmenté la production agricole. Mad. Montecinos a présenté plusieurs statistiques, fondées pour la plupart sur les données du ministère de l'Agriculture des États-Unis. Elle a soutenu que les données ne permettent pas de conclure que les cultures GM nourrissent la planète par une augmentation des rendements ou de la valeur nutritive, ni qu'elles

réduisent l'usage des pesticides. Il n'y a pas encore de données pour appuyer ces allégations, et les chiffres actuels suggèrent plutôt l'inverse. En fait, l'adoption des cultures GM a entraîné l'introduction d'un nouveau terme, le « décalage du rendement ».

Les cultures GM nourrissent-elles la planète par d'autres moyens? Mad. Montecinos a soutenu que les cultures GM ont jusqu'à présent augmenté les intrants pour l'agroalimentaire – par exemple, l'alimentation animale, les huiles, le coton et les cultures non comestibles servant à la fabrication de médicaments – mais elles n'ont pas encore produit des aliments qui améliorent la nutrition. « Est-ce que cela nous donne vraiment de quoi manger? » En réaction à la promesse selon laquelle les cultures GM allaient nourrir la planète, Mad. Montecinos a soulevé la question de la technologie Terminator, se demandant ce qui pouvait bien inciter le gouvernement canadien à soutenir cette technologie ou à en faire la promotion, « surtout quand on connaît la place centrale des semences dans la sécurité alimentaire, la place centrale du contrôle des semences dans le maintien de la diversité. » Mad. Montecinos a soutenu que Terminator servait d'abord et avant tout à protéger la propriété intellectuelle : « Une telle protection de la propriété n'est pas du tout légitime. Les grandes sociétés utilisent toutes sortes de moyens pour contrôler les semences du monde entier, et les brevets sont imposés de manière de plus en plus stricte. »

Les cultures GM permettent-elles de réduire l'usage des pesticides? Mad. Montecinos a aussi répondu à cette question. Selon les données fournies par l'Agence de protection environnementale des États-Unis, il y a une tendance générale à réduire l'utilisation de pesticides. L'usage des pesticides est cependant resté constant aux États-Unis, où se trouve la majorité des cultures GM dans le monde. On note une légère augmentation du recours aux herbicides aux États-Unis, soit environ 5 % sur dix ans, mais ce n'est pas une tendance constante. En Argentine et au Paraguay, où on a semé du soya GM résistant aux herbicides, les dernières données démontrent que l'utilisation du glyphosate a doublé au cours des trois premières années de culture des plantes GM. De plus, 165 000 familles rurales ont été déplacées parce qu'on n'avait plus besoin d'elles en zone rurale. Mad. Montecinos a soutenu que cette concentration graduelle des terres est imputable en partie à la culture GM. Elle a aussi cité une augmentation du nombre de cas d'empoisonnement, notamment au glyphosate. Pour terminer, Mad. Montecinos a abordé le problème des mauvaises herbes résistantes aux herbicides : « On a traité de paranoïaques ceux qui s'inquiétaient du danger de la résistance aux herbicides, mais Syngenta avoue maintenant que c'est bel et bien une réalité de la vie agricole. » Elle rappelle que des études universitaires suggèrent à présent aux agriculteurs de planter des cultures conventionnelles avec les cultures GM pour retarder le phénomène de résistance.

Mad. Montecinos a conclu : « Aucune donnée ne plaide en faveur de la biotechnologie ». Elle s'est dite inquiète du peu de latitude laissée aux agriculteurs par les politiques commerciales internationales et l'agriculture industrielle, terminant sur cette exhortation : « N'oubliez surtout pas le contexte – dans nos pays, la biotechnologie ne sera pas une option, on va nous l'imposer. Une fois qu'elle sera là, il ne sera plus question pour nous de faire des choix. La Banque mondiale et USAID sont en train d'imposer de nouvelles lois sur les semences bannissant les semences traditionnelles – ce sera maintenant un

crime de faire pousser ses propres semences. Les cultures traditionnelles sont attaquées de toutes parts et, dans un tel contexte, l'introduction des cultures GM sera obligatoire. N'oubliez surtout pas cela au moment d'adopter vos politiques. »

À la suite des discussions en sous-groupes, on a posé une première question en séance plénière : « D'après les présentateurs, est-il possible que la biotechnologie *occidentale* joue un rôle constructif, dans quelles conditions pourrait-elle jouer un rôle constructif? » La réponse a couvert plusieurs angles. Au cours de la discussion, Mad. Montecinos a développé son analyse : « Il faut toujours garder en tête le droit de choisir, c'est un droit de moins en moins respecté. Les scientifiques et les grandes sociétés ont d'abord affirmé qu'il n'y aurait pas de problème de mauvaises herbes résistantes, pour nous dire maintenant que le problème est là pour rester et qu'il faut vivre avec. C'est la même chose avec la contamination par les cultures GM : on a commencé par nous dire que ça n'arriverait jamais et maintenant, c'est là pour rester. Où est le choix? » Mad. Montecinos a soutenu qu'on a recours à des moyens législatifs et technologiques – comme Terminator – pour attaquer le droit de conserver les semences, ajoutant : « Pour que la biotechnologie ait la moindre chance de jouer un rôle constructif, il faudrait d'abord garantir aux gens le droit de choisir. Mais on l'introduit d'une façon qui ne nous laisse aucun choix. On a le culot de nous dire qu'il est biaisé de parler de « contamination » et qu'il faut plutôt dire « présence adventice ». On n'a même plus le choix des mots! Il faut tenir compte de tous ces éléments contextuels. Cette technologie n'est pas introduite dans un monde neutre. » Ibrahim Coulibaly se préoccupait lui aussi de la liberté de choix – il a soutenu que le débat de fond portait sur les droits de propriété intellectuelle.

À la suite d'une discussion sur l'importance du respect dans l'introduction des nouvelles technologies, l'un des sous-groupes a demandé comment un pays pouvait respecter la complexité sociale et culturelle décrite dans l'exposé préliminaire et le panel du matin. M. Sathesh a alors cité la réponse de Gandhi, à qui on demandait son avis sur la civilisation occidentale : « Je pense que ce serait une bonne idée! » Il a ajouté que « les cultures GM seraient bienvenues si elles soutenaient la diversité de nos cultures, nos moyens de subsistance et l'intégrité écologique de notre agriculture, ainsi que le contrôle exercé par les femmes sur cette agriculture. »

Mad. Narsamma a ajouté : « J'écoute la discussion ici, et il est surtout question de la façon de faire plus d'argent, d'accroître les revenus. Ne sommes-nous pas tous tributaires de notre mère, la Terre? Et n'est-ce pas notre devoir de protéger toutes les formes de vie, l'environnement qui protège ces formes de vie, les arbres, les oiseaux, les animaux qui nous entourent? Cela ne doit-il pas être notre priorité absolue? Tout comme la façon dont nous pouvons aider les agriculteurs à faire de même? Si nous ne parlons pas de cela, alors je pense que nos discussions sont vides de sens. Oui, nous avons fait évoluer l'agriculture jusqu'à un certain point et elle soutient l'ensemble des besoins. Si on détruit tout ça, est-ce qu'on va pouvoir continuer à vivre en mangeant de l'argent? Il est clair qu'il faut se mettre à penser autrement, sinon on va se contenter de parler de la façon de détruire un insecte, détruire un parasite. Mais il fut un temps où notre agriculture s'adaptait à tous ces insectes et tous ces parasites et les conservait, et ça ne l'empêchait pas de survivre. Si nous ne sommes pas capables de revenir à cette façon de penser, si nous pensons

seulement à la façon de tuer les insectes – et que nous permettons ainsi aux grandes sociétés de faire des masses d’argent – alors je pense qu’il n’y a pas d’avenir pour nous. »

Panel 2 : La biodiversité et le défi de la contamination

En introduction, le modérateur Gerry Barr a rappelé qu’il est important d’entendre le témoignage des agriculteurs directement affectés par la contamination et celui des experts scientifiques des banques génétiques qui affrontent cette réalité de plus en plus présente.

Scientifique éthiopien renommé, spécialiste des banques génétiques, le **Dr Melaku Worede** a soutenu qu’il était important de discuter de l’introduction des cultures GM dans les zones de grande biodiversité. Le Dr Melaku a insisté : « En Afrique, il y a un grand nombre de centres de diversification primaires et secondaires des cultures à la base de notre alimentation. Ces cultures sont aussi au cœur de la vie sociale, économique et culturelle de la majorité des gens qui vivent dans ces régions. » Il a décrit les petites exploitations agricoles comme des réserves vivantes du vaste bassin de matériel génétique « dont nous sommes tous tributaires pour maintenir la production au cours des années à venir, comme ce fut le cas pendant les siècles passés. » Le Dr Melaku craint que cette diversité soit plus menacée que jamais en raison de l’introduction des nouvelles technologies.

Le Dr Melaku redoute la contamination des champs des agriculteurs à la suite des essais en champ clandestins et de la plantation de graines obtenues dans le cadre de l’aide alimentaire ou sur le marché noir. Il s’est dit inquiet de l’incertitude de la science sur les modifications génétiques, déclarant que « le problème est beaucoup plus sérieux que nous le disent les scientifiques oeuvrant dans le domaine. Ils nous rassurent en affirmant que les gènes étrangers échappés dans les champs des agriculteurs n’exercent qu’un impact négligeable, sans ajouter que ces gènes ne sont pas forcément stables. Il y aura des bénéfices à court terme, mais il y aura aussi de très graves répercussions à long terme. » Le Dr Melaku s’inquiète surtout de l’impact sur la biodiversité : « Il est tout probable que les plantes transgéniques supplantent les variétés locales, comme ce fut le cas avec les monocultures et les hybrides. » La diversité des variétés locales est également importante pour combler les besoins nutritifs locaux – à ce sujet, le Dr Melaku cite l’exemple du « Golden rice ». Le « Golden rice » illustre le besoin de protéger la biodiversité et d’en tenir compte, puisque ce riz a besoin de la biodiversité pour faire effet : la bêta-carotène n’est pas biodisponible isolément et elle doit être consommée avec d’autres types de nourriture pour que l’organisme l’assimile.

« Compte tenu du profil des risques et de l’immense potentiel que recèle le vaste éventail de la biodiversité actuelle, pourquoi ne pas abandonner cette idée dans les pays en développement? Pourquoi ne pas exploiter toutes les possibilités de la diversité développée par les agriculteurs depuis des siècles? Le bassin génétique recèle une telle diversité! Nous ne connaissons même pas toute la diversité existante. Nous sommes en train de détruire cette ressource, d’abord et avant tout en sous-estimant son importance. En faisant progresser les produits de la biotechnologie, nous mettons en péril l’ensemble de la biodiversité. Je pense qu’il faut miser sur ce potentiel et orienter la recherche vers

cet élément particulier du développement, afin que les ressources génétiques encore abondantes dans ces régions soient conservées, améliorées et utilisées de manière efficace. » En conclusion, le Dr Melaku a ajouté : « À mon avis, [la culture GM] est non seulement inappropriée, elle est néfaste pour les agriculteurs à petite échelle qui forment la vaste majorité de la population dans les pays en développement. »

Mad. Melina Hernandez Sosa a d'abord expliqué l'importance du maïs dans les cultures autochtones en Méso-Amérique, où il est représenté dans les temples et cultivé depuis plus de 10 000 ans. Les Zapotèques croient que le maïs est apparu en premier lieu et que l'Homme est né de sa semence, que l'Homme procède du maïs et que le maïs est intimement lié à l'Homme. Mad. Hernandez Sosa a expliqué que dans l'État d'Oaxaca, sa région natale, on trouve de nombreuses variétés de maïs – il y en a de toutes les couleurs, toutes les formes et toutes les tailles, et on l'utilise dans une foule de plats, comme les tamales et les tortillas. Elle a ensuite expliqué comment, depuis les années 1980, cette culture et cette agriculture si riches avaient été attaquées par les politiques gouvernementales. « Par le passé, nous avions une organisation du nom de CONASOPA. Elle avait pour rôle de fixer les prix et de les maintenir afin de garantir un juste prix pour nos produits (comme le maïs et les fèves). L'arrivée des politiques néolibérales a malheureusement sonné le glas de la CONASOPA et les prix se sont mis à fluctuer au gré du marché. Ce fut un dur coup pour les autochtones. De nos jours, le maïs des États-Unis entre au Mexique et on le vend à un prix de beaucoup inférieur à ses véritables coûts de production. 1 tonne de maïs coûte 4000 pesos, alors que le maïs des États-Unis en coûte seulement 2000. Comme dit mon grand-père : « Je suis un agriculteur et je suis quand même obligé d'acheter du maïs! » Le problème, c'est que les producteurs des États-Unis reçoivent des subventions du gouvernement et que le maïs entre au Mexique sans qu'on applique de taxes ni de frais de douanes. Ce genre de politiques a exercé un effet dévastateur sur les agriculteurs d'ici, et plusieurs ont été forcés d'émigrer. »

Mad. Hernandez Sosa a expliqué comment les champs de la Sierra Juarez dans l'Oaxaca, une région considérée comme le berceau de la culture du maïs, ont été contaminés par du maïs GM. En 2000, deux chercheurs de l'Université de Berkeley, en Californie, David Quist et Ignacio Chapela, ont mené une recherche dans les collectivités de la Sierra Juarez. Ils ont découvert que le maïs avait été contaminé par du maïs GM. Les chercheurs ont informé l'Institut national d'écologie et la Commission nationale sur la biosécurité, mais ces institutions gouvernementales n'ont rien dit et n'ont pas divulgué l'information. Ce n'est qu'en 2001 que l'information a été rendue publique au cours d'un forum réunissant divers organismes au Mexique. L'Institut national d'écologie a alors avoué que le maïs des États de Puebla et d'Oaxaca avait bel et bien été contaminé par du maïs GM.

Elle a expliqué comment cette nouvelle avait soulevé des tollés dans la société mexicaine, et comment des groupes ont commencé à s'organiser pour diffuser l'information. En 2003, on a échantillonné 11 États et les études ont démontré que le maïs de 9 d'entre eux avaient été contaminés par du maïs GM. À un endroit, les chercheurs ont trouvé des plants de maïs contenant des traits de trois variétés de maïs GM : Bt, Round-up Ready et Starlink—un type de maïs GM qui n'a pas été approuvé pour la consommation humaine aux États-Unis mais qui s'est tout de même faufilé dans la chaîne alimentaire.

Mad. Hernandez Sosa a expliqué comment, cette année, le Sénat a approuvé une loi sur la biosécurité qui constitue en fait une menace supplémentaire pour les peuples autochtones et l'agriculture. « Cette loi est davantage une loi sur la *bioinsécurité*, parce qu'elle autorise l'introduction de plantes GM et qu'elle favorise les sociétés transnationales comme Monsanto. Aujourd'hui, j'affirme que nous avons un devoir important, celui de défendre notre maïs, et nos semences – même si cela déplaît à des gouvernements de pays développés, nous allons continuer à défendre nos semences! Les gouvernements savent que notre maïs peut sauver le monde. Il l'a fait en 1970, quand un fléau a ravagé les récoltes de maïs aux États-Unis. Des chercheurs sont venus au Mexique et ils ont rapporté du germoplasme aux États-Unis – c'est ce matériel génétique qui a sauvé leur maïs. Nous allons continuer à conserver notre maïs. »

Mad. Hernandez Sosa a conclu : « Notre maïs existe depuis plus de 10 000 ans et il n'a jamais fait de mal à personne. Ça ne fait même pas 10 ans qu'il y a des aliments GM et nous savons déjà qu'ils constituent un danger potentiel pour la santé des gens et pour l'environnement. Je veux inviter le gouvernement du Canada à soutenir nos agriculteurs, mais pas avec cette nouvelle technologie. Aidez-nous à renforcer nos méthodes agricoles actuelles, nous savons qu'elles produisent plus que pourraient le faire toutes ces nouvelles technologies. » Mad. Hernandez Sosa a exhorté le gouvernement canadien à respecter le droit à la souveraineté alimentaire des peuples autochtones, et à le soutenir.

Panel 3 : Aide alimentaire et politiques internationales en matière agricole

Le **Dr Mwananyanda Mbikusita Lewanika** a rappelé un incident qui a fait les manchettes en 2001, alors que le gouvernement de la Zambie a refusé de l'aide alimentaire parce qu'elle contenait des OGM. Le Dr Lewanika a remercié le Groupe de travail de l'avoir invité à relater les faits selon le point de vue de la Zambie. Il a d'abord parlé des origines de la pénurie de vivres en Zambie. Si la famine peut être imputable à un ensemble de facteurs, elle a deux causes principales : les catastrophes naturelles – sécheresse ou inondation, par exemple – et celles causées par l'homme – guerre ou conflit civil. Les deux peuvent entraîner une disette qui nécessite le recours à l'aide alimentaire. En 2001-2002, c'est une sécheresse cyclique qui a causé la famine en Zambie.

Le Dr Lewanika a expliqué que, par convention, l'aide alimentaire – en argent ou en nourriture – ne doit pas s'ingérer dans les plans de développement des pays bénéficiaires, ni compromettre la commercialisation agricole et la récolte. Autrement dit, l'aide alimentaire ne doit pas servir de prétexte au dumping. La nourriture doit être acceptable pour le pays bénéficiaire sur le plan culturel, ce qui veut dire qu'on ne donne pas aux gens de la nourriture qui ne se mange pas normalement chez eux. Dans la mesure du possible, la nourriture doit aussi provenir en priorité du pays, ou de la région. « Cela a un rapport avec les incidents survenus en Zambie en 2001-2002, lors d'une disette causée par la sécheresse. L'Afrique australe subit des sécheresses cycliques, ce n'était donc pas une situation exceptionnelle. La seule différence, c'est qu'au début des années 1990, nous étions passés d'un État à parti unique à un système multipartite ayant embrassé les

programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Ces programmes prévoyaient, entre autres, que le gouvernement abolisse les subventions à la production agricole et se retire de la commercialisation des produits. En pratique, cela voulait dire que, du jour au lendemain, les agriculteurs qui avaient l'habitude de bénéficier d'intrants tels que les engrais et les semences devaient maintenant les acheter au prix du marché. La production alimentaire a subi une baisse. »

« Quand il est devenu évident que nous allions manquer de nourriture dans certaines zones du pays, le gouvernement a entamé des discussions avec le Programme alimentaire mondial. Lors de ces pourparlers, le Programme alimentaire mondial n'a pas dit au gouvernement que la nourriture qui serait envoyée contiendrait des céréales génétiquement modifiées. Mais l'information a fini par filtrer, et il s'est ensuivi un débat interne sur l'opportunité d'accepter ce genre d'aide. Le gouvernement a alors demandé au Programme alimentaire mondial de suspendre la distribution du maïs jusqu'à la conclusion du débat. Mais le Programme alimentaire mondial a continué à distribuer du maïs pendant quelques semaines, jusqu'au moment où on lui a fait comprendre qu'il était temps que cela arrête. Le débat faisait rage à peu près partout – dans les transports publics, dans les journaux, à la radio, à la télévision. Cela a entraîné un débat d'envergure nationale sur la pertinence d'accepter les aliments OGM. Et la réponse a été claire et nette : il fallait refuser les OGM! À cette annonce, on a demandé au gouvernement de la Zambie d'envoyer une équipe de scientifiques aux États-Unis, en Afrique du Sud, au Royaume-Uni, en Belgique, en Norvège et aux Pays-Bas, juste pour recueillir de l'information. L'équipe a rencontré des scientifiques, des responsables de la réglementation et des groupes d'intérêts. Elle a ensuite émis un rapport qui recommandait au gouvernement de refuser l'aide alimentaire contenant des OGM. »

Le gouvernement a rejeté l'aide alimentaire contenant des OGM en partie parce que la Zambie n'est pas dotée des mécanismes de réglementation requis pour évaluer les aliments OGM. De plus, entre le moment où on a identifié le besoin éventuel d'aide alimentaire et celui où l'aide était effectivement requise, il y a eu amplement le temps de trouver de la nourriture exempte d'OGM. Le Programme alimentaire mondial a privilégié le maïs, alors que la Zambie consomme d'autres aliments non génétiquement modifiés, tels que le sorgho, le millet, le manioc et la patate douce. Le Dr Lewanika a déclaré : « L'autre élément à considérer était le débat en cours à l'échelle mondiale sur la sûreté des OGM. Devant tant d'incertitude, le groupe de travail a opté pour le principe de précaution et recommandé au gouvernement de ne pas accepter l'aide alimentaire. » Pour la Zambie comme pour plusieurs autres États africains, l'une des préoccupations majeures était la contamination environnementale, puisque le système ne fait aucune distinction entre les céréales destinées à la consommation et les semences. Comme l'a souligné le Dr Lewanika, « Si vous donnez des céréales à une population affamée, elle aura inmanquablement le réflexe de conserver une partie des graines pour les semis, même si vous dites qu'elles sont destinées à l'alimentation. » Un autre élément important était l'état de santé des bénéficiaires de l'aide alimentaire, les groupes les plus vulnérables de la société, les défavorisés. « Certains ont des immunodéficiences à cause de carences nutritionnelles ou du VIH/sida, et on craignait donc que les problèmes de santé éventuels associés à la consommation d'OGM soient plus aigus chez des gens en

mauvaise santé » a expliqué le Dr Lewanika. « On nous a rappelé que les Nord-Américains consommaient des OGM depuis quelque temps déjà. Mais nous n'avons pas les mêmes habitudes alimentaires. Chez nous, on mange du maïs matin, midi et soir... parfois même entre les repas! Ce n'est pas une céréale que nous mangeons seulement à l'occasion, et nous ne consommons pas seulement du maïs transformé, comme c'est le cas en Amérique du Nord, où le maïs n'est qu'un ingrédient parmi d'autres. »

« Nous avons eu droit à toutes sortes de réactions sur la scène internationale. *The Economist* a écrit que les Africains refusaient les OGM pour des raisons stupides, mais d'autres ont appuyé notre décision, plaidant qu'on n'a pas le droit de faire du chantage avec les gens dans le besoin – vous acceptez ce qu'on vous donne ou vous mourez de faim. D'autres ont dit que les Africains subissaient l'influence des organisations non gouvernementales internationales ou celle des Européens – ou alors, que leur décision était motivée par l'ignorance pure et simple! On n'a pas voulu reconnaître que c'était une décision consciente de notre part. Dans toute l'histoire de notre pays, et peut-être dans toute l'histoire de l'Afrique australe, c'est la première fois qu'un gouvernement dit qu'il a soupesé l'avis de la population et celui des scientifiques. Je m'attendais donc à ce que la communauté scientifique se réjouisse que le gouvernement écoute enfin les scientifiques! Mais ce ne fut pas le cas. Il y a eu une autre réaction, comme celle du gouvernement de la Norvège, même s'il ne s'en est pas mêlé très directement. Le gouvernement de la Norvège a offert de nous aider à développer nos compétences en biosécurité. Cela a même incité le gouvernement à ratifier le Protocole de Carthagène plus tôt que prévu. Le travail des Zambiens a profité à la communauté scientifique, puisque pour la première fois, les contribuables ont eu l'impression que les scientifiques méritaient vraiment leur salaire, si modeste fût-il. Et à cause de cela, le budget consacré aux sciences s'est un peu amélioré en Zambie. »

Annexe ii

Notice biographique des participants internationaux

Afrique

1. Ibrahim Coulibaly est originaire du village de Nangola au Mali. Il est ingénieur agronome et producteur agricole au Mali. Il est très impliqué dans la direction de plusieurs organisations paysannes, dont l'Association des organisations professionnelles paysannes du Mali où il occupe aujourd'hui le poste de chargé des relations extérieures. M. Coulibaly est l'un des tous premiers leaders paysans à avoir participé dans la formulation des politiques agricoles au Mali. Il siège sur le comité exécutif du Réseau d'organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest et il est aussi Président de la Coordination nationale des organisations paysannes (CNOP), une organisation qui a été choisie par le gouvernement malien pour être la cheville ouvrière de la construction d'une nouvelle politique agricole sur la biosécurité et les OGM. La CNOP est chargée de toutes les concertations devant aboutir à cette loi. M. Coulibaly est aussi membre fondateur de la Coalition malienne pour la sauvegarde du patrimoine génétique national.

2. Dr Mwananyanda Mbikusita Lewanika est le directeur général du National Institute for Scientific & Industrial Research (NISIR) de la Zambie et président du South African Development Community Advisory Committee on Biotechnology and Biosafety. De plus, il a été membre des délégations du gouvernement zambien aux conférences des ministres de l'Organisation mondiale du commerce. Il a également été le représentant zambien lors des négociations qui ont mené à l'adoption du Protocole de Carthagène sur la biosécurité. En 2002, le Dr. Lewanika a présenté à son gouvernement une monographie pour le compte de la Crop and Soils Research Branch, du ministère de l'Agriculture et des Coopératives, du National Science and Technology Council et du NISIR portant sur l'aide alimentaire contenant des aliments génétiquement modifiés.

3. Dr Melaku Worede jouit d'une renommée internationale en raison de son oeuvre de pionnier dans la recherche sur les plantes génétiques et sa contribution à la restauration des bases de la sécurité alimentaire en Ethiopie. En 1989, le Dr Worede a reçu le Right Livelihood Award (souvent baptisé « Prix Nobel alternatif ») pour ses accomplissements dans le domaine de la recherche génétique. Dr Worede est un expert en matière de matériel génétique en Ethiopie et ex-directeur de l'une des plus grandes banques de gènes au monde, le Plant Genetic Resource Centre à Addis-Abeba. Présentement, il est conseiller scientifique international auprès du programme Semences pour la survie de USC Canada.

Asie

4. Periyapatna Venkatasubbaiah (P. V.) Satheesh travaille depuis plus de 20 ans au sein des communautés à revenus limités, y compris les groupes marginaux de paysannes sur les terres semi-arides du sud de l'Inde. Son travail est axé sur l'amélioration de la productivité des terres victimes d'érosion, l'agriculture durable, la gestion des

ressources par bassin versant, le renouvellement des ressources naturelles communes et le renforcement de la sécurité alimentaire dans les communautés pauvres. M. Satheesh est l'un des membres fondateurs de la Deccan Development Society (DDS), une organisation locale vieille de deux décennies qui travaille avec les Sanghams (associations villageoises volontaires des femmes pauvres) dans environ 75 villages à 100 km de Hyderabad, la capitale de l'Andhra Pradesh. Les 5 000 femmes membres de la DDS représentent les plus pauvres des pauvres dans leur communauté villageoise. M. Satheesh a également joué un rôle déterminant en mettant sur pied un nombre de structures communautaires incluant la Community Grain Fund (un système de sécurité alimentaire au niveau communautaire) et la Community Gene Fund (banques de semences communautaires).

5. Begari Samamma est une paysanne et « gardienne de semences » très respectée dans l'État d'Andhra Pradesh, au sud de l'Inde. Mad. Samamma est une agricultrice écologique et pratique un système agricole très biodiversifié basé sur des variétés locales traditionnelles pour satisfaire les besoins alimentaires de sa famille. Elle est l'une des paysannes pionnières de l'Inde ayant, il y a 15 ans, pratiqué pour la première fois les principes de permaculture. Au cours des dix dernières années, Mad. Samamma a travaillé avec les groupes de femmes dalit (la caste dite « des intouchables »), les aidant à organiser une agriculture écologique. Mad. Samamma est l'une des dirigeantes d'une communauté forte de 5 000 femmes dans la Deccan Development Society, une organisation locale à travers laquelle les femmes ont établi des systèmes locaux de sauvegarde des semences et de sécurité alimentaire.

6. Masanagari Narsamma possède environ deux hectares de terre dans l'État d'Andhra Pradesh, au sud de l'Inde. Des dizaines de plantes grandissent sur son champ biodiversifié, grâce aux pratiques écologiques, sans utilisation de produits chimiques. Mad. Narsamma a rassemblé des dizaines de femmes pour pratiquer l'agriculture écologique et est devenue chef de file pour de milliers de femmes, devenant ainsi une icône dans sa communauté. Mad. Narsamma a voyagé dans de nombreux pays en Asie du Sud, notamment le Bangladesh, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka pour participer à des séminaires, des consultations et des échanges entre agriculteurs. Ces divers forums lui ont permis de partager la perspective des femmes en matière de biodiversité en agriculture. En 1997, Mad. Narsamma a appris à faire du montage et de la réalisation et a mis sur pied la Community Media Trust, la première organisation médiatique en Inde appartenant entièrement aux femmes rurales et gérée par elles. Elle produira un documentaire sur la visite des participants au Canada.

Amérique latine

7. Melina Hernández Sosa est Zapotèque de la région d'Oaxaca au Mexique. Elle vient d'une communauté paysanne et a grandi en aidant ses parents à cultiver le maïs. Mad. Hernández et sa famille proviennent d'une région où des variétés locales de maïs ont été contaminées par l'introduction de maïs transgénique. Mad. Hernández travaille pour l'Unión de Organizaciones de la Sierra Juárez de Oaxaca, une ONG qui fournit de l'aide technique et organisationnelle aux paysans de la région. Elle travaille aussi avec

des groupes de femmes paysannes sur des questions reliées à la santé reproductive des femmes et aux droits des femmes.

8. Camila Montecinos est ingénieure agronome. Elle a travaillé pendant 17 ans au Centre pour l'éducation et la technologie au Chili, la première organisation non gouvernementale chilienne à travailler directement avec des agriculteurs sur des enjeux agricoles. Elle est également l'ancienne coordonnatrice mondiale du projet Community Biodiversity Development and Conservation. Mad. Montecinos travaille actuellement au sein de GRAIN et a collaboré avec des travailleurs agricoles au cours de toute sa vie professionnelle.

Annexe iii

LISTE DES PARTICIPANTS À LA TABLE RONDE

Nom	Titre	Organisation
Dr Nigel Skipper	Directeur, Bureau ministériel de la biotechnologie	Santé Canada
Mireille Prud'homme	Directrice associée, Intégration de la politique alimentaire	Santé Canada
Annie Hlavats	Analyste en communication stratégique, Programmes de recherche	Conseil national de recherches Canada
Isabelle Delage	Agente principale de la politique commerciale, Direction des règlements et des obstacles techniques	Commerce international Canada
Jodi Robinson	Agente de politique commerciale	Commerce international Canada
Hugh Moeser	Directeur adjoint, Biosécurité, commerce/économie	Affaires étrangères Canada
Elizabeth Gomes	Agente en Biotechnologie, Bureau de la biotechnologie	Agence canadienne d'inspection des aliments
Phillip MacDonald	Gestionnaire national, Bureau de la biosécurité végétale	Agence canadienne d'inspection des aliments
Kimberly Empey	Conseillère principale en politiques	Secrétariat canadien de la biotechnologie
Kelly Brannen	Agente de projets	Secrétariat canadien de la biotechnologie
Teresa Patricio	Chargé principal d'études, Conseiller national des sciences	Bureau du Conseil privé
Jean Woo	Agente de recherches RSC & Biotechnologie	Centre de recherches pour le développement international
Simon Carter	Chef d'équipe, pauvreté rurale et environnement	Centre de recherches pour le développement international
Paul Dufour	Spécialiste de programmes principal RCS	Centre de recherches pour le développement international
Wardie Leppan	Spécialiste de programmes principal, utilisation durable de la biodiversité	Centre de recherches pour le développement international
Daniel Buckles	Agent de programmes, MINGA	Centre de recherches pour le développement international
Erin O'Manique	Agente de recherches, utilisation durable de la biodiversité	Centre de recherches pour le développement international
Tanya Trevors	Agente de programmes, Programme de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie (PLFMM)	Agence canadienne de développement international
Iain MacGillivray	Spécialiste en agriculture	Agence canadienne de développement international
Barbara Shaw	Conseillère principale en politiques, Agriculture	Agence canadienne de développement international

Nom	Titre	Organisation
Anne Germain	Agente principale de programme, Programme des Nations-Unies et du Commonwealth	Agence canadienne de développement international
Anna Curtner	Spécialiste en environnement	Agence canadienne de développement international
Jamie Graves	Directeur adjoint des opérations, Asie du sud-est continental	Agence canadienne de développement international
David M Johnston	Spécialiste en agriculture, Direction de l'Amérique centrale	Agence canadienne de développement international
Frank McDonald	Chef, Intégration et élaboration des politiques stratégiques	Agriculture et agroalimentaire Canada
Peter Pauker	Chef, intégration et élaboration des politiques stratégiques	Agriculture et agroalimentaire Canada
Namatié Traoré	Economiste/Statisticien, Section sur la statistique en sciences de la vie	Statistique Canada
Stuart Lee	Analyste, Politiques des sciences et technologies	Environnement Canada
Anna Albovias	Analyste principal, biotechnologie	Environnement Canada
Andrew Hurst	Conseiller en politiques, Bureau de la Convention sur la biodiversité	Environnement Canada
David Liston	Conseiller juridique, Services juridiques Agriculture et agroalimentaire	Justice Canada
Wilma Hovius	Avocate Équipe de droit public général	Justice Canada
Dr Mwananyanda Mbikusita Lewanika	Spécialiste en agriculture	National Institute for Scientific & Industrial Research, Zambie
Dr Melaku Worede	Phytogénéticien et conseiller scientifique	USC Canada, Éthiopie
Periyapatna Venkatasubbaiah Satheesh	Co-fondateur et moniteur agricole	Deccan Development Society, Inde
Begari Samamma	Agricultrice	Deccan Development Society, Inde
Masanagari Narsamma	Agricultrice et réalisatrice de films documentaires	Deccan Development Society, Inde
Melina Hernández Sosa	Agricultrice et leader paysanne	Unión de Organizaciones de la Sierra Juárez de Oaxaca (UNOSJO), Mexique
Ibrahima Coulibaly	Chargé des relations extérieures	Association des organisations professionnelles paysannes (AOPP), Mali
Camila Montecinos	Agronome et coordonnatrice de programme	GRAIN, Chili

Nom	Titre	Organisation
Regassa Feiyssa	Directeur général	Ethio-Organic Seed Action, Éthiopie
Gerry Barr	Président-directeur général	Conseil canadien pour la coopération internationale
Anna Paskal	Gestionnaire de programme	Inter Pares
Colleen Ross Weatherhead	Présidente, division nationale des femmes	National Farmers Union
Susan Walsh	Directrice générale	USC Canada
Awegechew Teshome	Directeur du programme Semences pour la survie	USC Canada
Pat Mooney	Directeur général	ETC Group
Lucy Sharratt	Chercheuse	Institut Polaris
Mark Hathaway	Coordonnateur, Sécurité alimentaire et biotechnologie	Église Unie du Canada
Sylvie Perras	Coordonnatrice	Forum Afrique-Canada
Lloyd Strachan	Président, chapitre d'Ottawa	Canadian Organic Growers
Benoit Girouard	Secrétaire général	Union Paysanne
Tom Beach	Directeur général	Agricultural Institute of Canada
Peter Gillespie	Gestionnaire de programme	Inter Pares
Eric Charette	Gestionnaire de programme	Inter Pares
Kevin Armstrong	Coordonnateur, secrétariat de la santé	Assemblée des Premières Nations
Wilf Stefan	Chercheur	Cornucopia Group
Molly Kane	Directrice générale	Inter Pares
David Rain	Gestionnaire principal	USC Canada
Peter Dowling	Agriculteur, membre du conseil ontarien	National Farmers Union
Andrea Cumpson	Présidente, chapitre de Kingston	National Farmers Union

PERSONNES AYANT CONFIRMÉ LEUR PRÉSENCE MAIS QUI N'ONT PAS ASSISTÉ		
Nom	Titre	Organisation
Marcus Ballinger	Conseiller sur les politiques	Environnement Canada
Tim Hodges	Directeur associé, Accès et partage des bénéfices, Bureau de la Convention sur la biodiversité	Environnement Canada
Jock Langford	Conseiller principal en matière de propriété intellectuelle, Bureau de la Convention sur la biodiversité	Environnement Canada
Dr Campbell Davidson	Conseiller en génétique, Affaires internationales	Agriculture et agroalimentaire Canada
Osman Elmi	Agent principal des affaires multilatérales, Programmes et affaires multilatérales	Agriculture et agroalimentaire Canada
Ann Kavanagh	Agente principale du service d'exportation agroalimentaire Programmes et affaires multilatérales	Agriculture et agroalimentaire Canada
Chris Payette	Analyste principal, Politiques	Agriculture et agroalimentaire Canada
Zella Osberg	Analyste principale, Politiques	Agriculture et agroalimentaire Canada
Brian Harrison	Évaluateur scientifique Direction des aliments nouveaux, Programme des aliments	Santé Canada
Ryan Hum	Analyste de la politique scientifique, Bureau ministériel de la biotechnologie	Santé Canada
Dr Richard Isnor	Directeur des initiatives horizontales en biotechnologie, Initiative en génomique et en santé	Conseil national de recherches Canada
Chris Moran	Agent principal de politique commerciale, Direction des règlements et des obstacles techniques	Commerce international Canada

Annexe iv



First Session
Thirty-eighth Parliament, 2004-05

SENATE OF CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

Foreign Affairs

Chair:
The Honourable PETER A. STOLLERY

Tuesday, March 8, 2005

Issue No. 9
Tenth meeting on:
Special study on Africa

WITNESSES:
(*See back cover*)

Première session de la
trente-huitième législature, 2004-2005

SÉNAT DU CANADA

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent des*

Affaires étrangères

Président :
L'honorable PETER A. STOLLERY

Le mardi 8 mars 2005

Fascicule n° 9
Dixième réunion concernant :
L'étude spéciale sur l'Afrique

TÉMOINS :
(*Voir à l'endos*)

THE STANDING SENATE COMMITTEE
ON FOREIGN AFFAIRS

The Honourable Peter A. Stollery, *Chair*

The Honourable Consiglio Di Nino, *Deputy Chair*

and

The Honourable Senators:

Andreychuk	Eyton
* Austin, P.C.	Grafstein
(or Rompkey, P.C.)	* Kinsella
Carney, P.C.	(or Stratton)
Corbin	Mahovlich
De Bané, P.C.	Prud'homme, P.C.
Downe	Robichaud, P.C.

*Ex officio members

(Quorum 4)

LE COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Président : L'honorable Peter A. Stollery

Vice-président : L'honorable Consiglio Di Nino

et

Les honorables sénateurs :

Andreychuk	Eyton
* Austin, C.P.	Grafstein
(ou Rompkey, C.P.)	* Kinsella
Carney, C.P.	(ou Stratton)
Corbin	Mahovlich
De Bané, C.P.	Prud'homme, C.P.
Downe	Robichaud, C.P.

*Membres d'office

(Quorum 4)

MINUTES OF PROCEEDINGS

OTTAWA, Tuesday, March 8, 2005
(16)

[*Translation*]

The Standing Senate Committee on Foreign Affairs met this day at 5:04 p.m. in room 160-S of the Centre Block, the Chair, the Honourable Peter A. Stollery, presiding.

Members of the committee present: The Honourable Senators Carney, P.C., Corbin, De Bané, P.C., Di Nino, Downe, Grafstein, Mahovlich, Prud'homme, P.C., Robichaud, P.C. and Stollery (10).

Other senator present: The Honourable Senator Losier-Cool (1).

Also present: From the Parliamentary Research Branch of the Library of Parliament: Peter Berg and Michael Holden, Analysts.

In attendance: The official reporters of the Senate.

Pursuant to the Order of Reference passed by the Senate on Wednesday, December 8, 2004, the committee continued to examine the development and security challenges facing Africa; the response of the international community to enhance that continent's development and political stability; Canadian foreign policy as it relates to Africa; and other related subjects. (*For the full text of the Order of Reference, see Issue No. 3, Tuesday, December 14, 2004.*)

WITNESSES:

Association of Professional Producers of Mali:

Ibrahima Coulibaly, Manager of External Affairs.

Ethio-Organic Seed Action, Ethiopia:

Dr. Regassa Feyissa, Founder and Executive Director.

National Institute for Scientific and Industrial Research of Zambia:

Mwananyanda Mbikusita Lewanika, Executive Director.

Messrs. Coulibaly, Feyissa and Lewanika made presentations and answered questions.

At 6:29 p.m., the committee suspended its proceedings.

At 6:35 p.m., the committee reconvened in camera pursuant to rule 92(2)(e).

The committee discussed a draft agenda.

The Honourable Senator Di Nino moved that the committee approve the draft budget for the consideration of proposed legislation and that the Chair table said budget to the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration for its approval:

Professional and other services	\$ 3,000
Transportation and communications	\$ 750
Miscellaneous expenses	\$ 750
TOTAL	\$ 4,500

PROCÈS-VERBAL

OTTAWA, le mardi 8 mars 2005
(16)

[*Français*]

Le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères se réunit aujourd'hui à 17 h 4, dans la pièce 160-S édifice du Centre, sous la présidence de l'honorable Peter A. Stollery (*président*).

Membres du comité présents : Les honorables sénateurs Carney, C.P., Corbin, De Bané, C.P., Di Nino, Downe, Grafstein, Mahovlich, Prud'homme, C.P., Robichaud, C.P. et Stollery (10).

Autre sénateur présent : L'honorable sénateur Losier-Cool (1).

Aussi présents : De la Direction de la recherche parlementaire, Bibliothèque du Parlement : Peter Berg et Michael Holden, analystes.

Aussi présents : Les sténographes officiels du Sénat.

Conformément à l'ordre de renvoi adopté par le Sénat le mercredi 8 décembre 2004, le Comité poursuit son étude des défis en matière de développement et de sécurité auxquels fait face l'Afrique; la réponse de la communauté internationale en vue de promouvoir le développement et la stabilité politique de ce continent; la politique étrangère du Canada envers l'Afrique; ainsi que d'autres sujets connexes. (*Le texte complet de l'ordre de renvoi se trouve dans le Fascicule n° 3, mardi 14 décembre 2004.*)

TÉMOINS :

Association des organisations professionnelles paysannes du Mali :

Ibrahima Coulibaly, gestionnaire, Relations extérieures.

Ethio-Organic Seed Action, Éthiopie :

M. Regassa Feyissa, fondateur et directeur général.

National Institute for Scientific and Industrial Research, Zambie :

Mwananyanda Mbikusita Lewanika, directeur général.

MM. Coulibaly, Feyissa et Lewanika font des exposés puis répondent aux questions.

À 18 h 29, le comité suspend ses travaux.

À 18 h 35, le comité reprend ses travaux à huis clos conformément à l'alinéa 92(2)e) du Règlement.

Le comité discute d'un projet d'ordre du jour.

L'honorable sénateur Di Nino propose que le Comité approuve le budget proposé pour études de projets de loi et que le président soumette ce budget au Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration afin d'obtenir son approbation :

Services professionnels et autres	3 000 \$
Transports et communications	750 \$
Autres dépenses	750 \$
TOTAL	4 500 \$

The question being put on the motion, it was resolved in the affirmative.

The Honourable Senator Di Nino moved that the committee approve the draft budget for its special study on Africa and that the Chair table said budget to the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration for its approval:

Professional and other services	\$ 74,500
Transportation and communications	\$ 407,162
Miscellaneous expenses	<u>\$ 34,000</u>
TOTAL	\$ 515,662

A debate ensued, and the question being put on the motion, it was resolved in the affirmative.

The Honourable Senator Mahovlich moved that the committee approve the draft budget for its study on foreign relations in general and that the Chairman table said budget to the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration for its approval:

Professional and other services	\$ 12,500
Transportation and communications	\$ 38,750
Miscellaneous expenses	<u>\$ 500</u>
TOTAL	\$ 51,750

And the question being put on the motion, it was resolved in the affirmative.

At 7 p.m., the committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

Le greffier du comité,
François Michaud
Clerk of the Committee

La question, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Di Nino propose que le Comité approuve le budget proposé pour son étude spéciale sur l'Afrique et que le président soumette ce budget au Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration afin d'obtenir son approbation :

Services professionnels et autres	74 500 \$
Transports et communications	407 162 \$
Autres dépenses	<u>34 000 \$</u>
TOTAL	515 662 \$

Après débat, la question, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénateur Mahovlich propose que le Comité approuve le budget proposé pour son étude sur les relations étrangères en général et que le président soumette ce budget au Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration afin d'obtenir son approbation :

Services professionnels et autres	12 500 \$
Transports et communications	38 750 \$
Autres dépenses	<u>500 \$</u>
TOTAL	51 750 \$

La question, mise aux voix, est adoptée.

À 19 h 00, le comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ :

EVIDENCE

OTTAWA, Tuesday, March 8, 2005

The Standing Senate Committee on Foreign Affairs met this day at 5:04 p.m. to examine the development and security challenges facing Africa; the response of the international community to enhance that continent's development and political stability; Canadian foreign policy as it relates to Africa. TOPIC: Agriculture and related subjects.

Senator Peter A. Stollery (*Chairman*) in the chair.

[*English*]

The Chairman: Honourable senators, it is after five o'clock and I am calling the meeting to order. At the end of our meeting, I would like to ask people to stay behind because we have an important budget matter that should be dealt with in camera. It has to be in by March 10 because of the budget system.

Honourable senators, welcome to this meeting of the Standing Senate Committee on Foreign Affairs. We are continuing our special study on Africa, as ordered by the Senate on December 8.

[*Translation*]

It is our pleasure today to welcome three witnesses from Africa who will be speaking to us about agriculture, a very important issue related to other areas such as international trade, social issues, nutrition, et cetera.

Our first witness is Mr. Ibrahima Coulibaly from Mali. Mr. Coulibaly started his career as a peasant farmer. He is now the manager of external affairs for the Association of professional producers of Mali. He also sits on the Executive Committee of the African Network of Peasant Farmer organizations and he is also the President of the National Coordinating body of Peasant Farmer Organizations, an organization that is working on drafting a new agricultural policy.

[*English*]

Next, we will hear from Dr. Regassa Feyissa, who is the Founder and Executive Director of Ethio-Organic Seed Action, an Ethiopian NGO working on sustainable agro-biodiversity management and use. He is acknowledged for his research and collaboration with farmers to protect Ethiopia's agricultural biodiversity and find markets for their agricultural products. He also won a Slow-Food Award in 2003.

I am a member of the Slow-Food organization, so I am very aware of the group.

Finally, we will hear from Mr. Lewanika, Executive Director of the National Institute for Scientific and Industrial Research, Zambia. He is Chairperson of the South African Development Community Advisory Committee on Biotechnology and

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le mardi 8 mars 2005

Le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères se réunit aujourd'hui, à 17 h 4, pour étudier les défis en matière de développement et de sécurité auxquels fait face l'Afrique; la réponse de la communauté internationale en vue de promouvoir le développement et la stabilité politique de continent; la politique étrangère du Canada envers l'Afrique. SUJET : Agriculture et questions connexes.

Le sénateur Peter A. Stollery (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : Honorables sénateurs, comme il est déjà 17 heures, je déclare la séance ouverte. Je vous inviterais à rester dans la salle à la fin de notre réunion parce que nous devons discuter à huis clos d'une question importante relative au budget. Nous devons régler cette affaire avant le 10 mars à cause du système budgétaire.

Honorables sénateurs, soyez les bienvenus à cette réunion du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères. Nous poursuivons notre étude spéciale sur l'Afrique, comme l'a ordonné le Sénat le 8 décembre.

[*Français*]

Nous avons le plaisir d'accueillir aujourd'hui trois témoins de l'Afrique qui nous parleront d'agriculture, une question centrale qui touche à plusieurs autres thèmes, tels le commerce international, les questions sociales, la nutrition, et cetera.

Tout d'abord, nous entendrons M. Ibrahima Coulibaly qui est originaire du Mali. C'est à titre de producteur agricole qu'il a commencé sa carrière. Il est maintenant chargé des relations extérieures à l'Association des organisations professionnelles paysannes du Mali. Il est aussi membre du Comité exécutif du réseau d'organisation paysanne de l'Afrique de l'Ouest et président de la Coordination nationale des organisations paysannes, une organisation œuvrant à l'élaboration d'une nouvelle politique agricole.

[*Traduction*]

Nous allons maintenant entendre M. Regassa Feyissa, fondateur et directeur général de l'Ethio-Organic Seed Action, une ONG éthiopienne spécialisée en agrobiodiversité et œuvrant pour la promotion de modes de gestion et d'utilisation durables des sols. Il est connu pour ses recherches et ses collaborations avec les paysans en vue de protéger la biodiversité agricole de l'Éthiopie et de trouver des débouchés pour leurs produits agricoles. Il est aussi le lauréat du Slow-Food Award, prix qui lui a été décerné en 2003.

Je connais très bien l'organisme Slow-Food, puisque j'en suis moi-même membre.

Enfin, nous entendrons M. Lewanika, directeur général du National Institute for Scientific and Industrial Research de la Zambie. Il est président du South African Development Community Advisory Committee on Biotechnology and

Biosafety. He has been on Zambian delegations to ministerial conferences of the World Trade Organization and was also the Zambian representative in the negotiation that led to the adoption of the Cartagena Protocol on Biosafety. Welcome to the Senate of Canada.

I would also like to take this opportunity to thank the organization Inter Pares and its executive director, Ms. Molly Kane, who made us aware of the visit to Ottawa of our three witnesses. Thank you for your kind cooperation.

[Translation]

Mr. Coulibaly, you now have the floor.

Mr. Ibrahima Coulibaly, Manager, external affairs, Association of professional producers of Mali: Thank you Mr. Chairman, and thank you honorable senators for coming to hear us today. As the chairman already stated, I come from Mali, a country located in the Sahel region, a vast and very diverse region of western Africa whose main characteristic is pluviometric instability — in other words this is a region where it does not rain very often. It is also a region that is very dependent on agricultural production. Between 60 and 70 per cent of the population make their living from agriculture, in one form or another.

In the region I come from, the situation is becoming more and more difficult. In the mid 1980s, our countries embarked on structural adjustment programs under the impetus of the IMF and the World Bank. Under those programs, our countries had to liberalize their economies. With that liberalization all support to agriculture was eliminated. Under this new framework the situation of our producers became very fragile which led to several problems in our food production, which is the basis of our agricultural production, because at the same time our economies were opened up to food imports which in turn caused farm income in many cases to go down.

We had many crops besides food crops, for example cotton. Many farms therefore turned to cotton, a very different type of crop that is harvested for export on the international market. Over the past few years though, cotton has run into enormous problems on the international market because of subsidies in developed countries such as the United States, Greece and Spain.

We are now at an impasse; we can no longer make a decent living from food production and we can no longer turn to different crops such as cotton. That is our current situation, in a country where agricultural production occurs on small family farms, measuring between five and ten hectares each maximum. Now we are being told to turn to biotechnology.

Biosafety. Il a été membre des délégations du gouvernement zambien aux conférences des ministres de l'Organisation mondiale du commerce. Il était également le représentant zambien lors des négociations qui ont mené à l'adoption du Protocole de Cartagena sur la biosécurité. Messieurs, soyez les bienvenus au Sénat du Canada.

J'aimerais également remercier l'Organisation Inter Pares et sa directrice exécutive, Mme Molly Kane, qui nous a informés de la visite à Ottawa de nos trois témoins. Merci de votre collaboration.

[Français]

J'invite maintenant M. Coulibaly à prendre la parole.

M. Ibrahima Coulibaly, gestionnaire, Relations extérieures, Association des organisations professionnelles paysannes du Mali : Merci, monsieur le président, merci à vous, honorables sénateurs, qui avez accepté de venir écouter notre témoignage. Comme monsieur le président l'a rappelé tout à l'heure, je viens du Mali, un pays situé dans la région du Sahel, une vaste région de l'Afrique de l'Ouest caractérisée spécifiquement par une grande diversité, mais dont le trait principal est l'instabilité pluviométrique, autrement dit nous sommes dans une région où il ne pleut pas souvent. C'est une région qui dépend énormément de la production agricole. Entre 60 et 70 p. 100 de la population vit du secteur agricole, toutes activités confondues.

Dans cette région dont je suis originaire, nous sommes aujourd'hui dans une situation qui est de plus en plus difficile. Depuis le milieu de la décennie 80, nos pays ont entamé des programmes d'ajustement structurel sous l'impulsion du FMI et de la Banque mondiale. Au cours de ces programmes, nos pays ont été obligés de libéraliser les économies. Avec cette libéralisation, tous les soutiens à l'agriculture ont été éliminés. L'agriculteur est devenu très fragile du fait de cette nouvelle situation, ce qui a entraîné que les productions alimentaires, qui sont la base de nos productions, ont commencé à connaître beaucoup de problèmes, car dans le même temps nos économies ont été ouvertes aux importations alimentaires, ce qui a fait que les revenus de beaucoup d'exploitation agricoles ont été diminués.

Nous avons aussi des cultures autres que la culture vivrière, comme le coton. C'est ainsi que beaucoup d'exploitations agricoles se sont réfugiées dans le coton, qui était une culture différente dont la production est exportée sur le marché mondial. Cependant, depuis quelques années, ce coton a commencé à avoir d'énormes problèmes sur le marché mondial à cause des subventions des pays développés comme les États-Unis, la Grèce et l'Espagne.

Nous sommes dans une situation d'impasse aujourd'hui; nous ne pouvons plus vivre dignement de la production vivrière et nous ne pouvons plus vivre avec les productions différentes comme le coton. C'est la situation dans laquelle nous nous retrouvons actuellement, où l'agriculture est faite par des petites exploitations familiales, qui font entre cinq et dix hectares maximum. On nous dit aujourd'hui d'aller vers les biotechnologies.

Just to give you an example, a farm in Mali does not have access to farm credit, therefore it has no access to production supplies nor to a guaranteed market for its products. In other words our income is in a situation of chronic instability. We have absolutely no idea how much we will make in undertaking our activities. We are subject to changing climate conditions.

Currently we are being overwhelmed by pressure from developed countries such as the United States, who have established a lobbying office in our country to convince us to use GMOs, more specifically genetically modified cotton, which is not appropriate for our conditions simply because we do not have the amount of water that the seeds require in order to reach their potential. We do not have access to the farm credit that is required for this genetically modified cotton to reach its potential. We do not understand why we are being pressured to use these technologies that are not adapted to our conditions, at a time of differing cotton prices on the world market.

We are here today to talk to you about this situation and to tell you that we are farmers and that we want to continue to make a living and live with dignity. In order to do that we need to draft policies that protect the interests of the majority of our population, the farmers. This will not happen if we do not protect our food production, which is now illegally competing with the imported food invading our markets as a result of the WTO and the World Bank's liberal policies.

MGOs are a huge threat for us because we have no way of preserving our biological diversity other than by cultivating it year after year. We do not have a gene bank. We are going to lose this biological diversity if we adopt a technology that we have no control over. Furthermore, this biotechnology, for example genetically modified cotton, is patented by multinationals and threatens to dramatically increase the cost of production for our farms.

It is therefore for all these reasons that we do not want this technology to be imposed on us. We want to be able to choose our own policies and protect the interests of the majority of our population. That is why we want to ask you, as a government and members of Parliament, to help us so that we will not be made to make choices that will further impoverish the majority of our people.

I will end with that. I would be happy to answer any questions you may have.

The Chairman: I would like to explain to those senators who are not very familiar with Mali that this country borders the Sahara near the bend within the border with Niger. It is an area of nomadic farming. It is on the other side of the Sahara, within West Africa.

In the south you have cotton production and in the north you have nomads. Am I correct?

Pour vous donner un exemple, une exploitation agricole au Mali n'a pas accès au crédit agricole, donc elle n'a pas accès aux commodités de production ni accès à un marché sûr pour écouler sa production. Cela veut dire que nous sommes dans une situation d'instabilité chronique de nos revenus. Nous ne savons absolument pas ce que nous devons gagner en faisant nos activités. Nous sommes sujets aux fluctuations climatiques.

Aujourd'hui, nous sommes envahis par des pressions qui viennent des pays développés comme les États-Unis, qui ont installé un bureau de lobbying dans notre pays pour que nous adoptions les OGM, notamment le coton transgénique, qui n'est pas adapté à nos conditions simplement parce que nous n'avons pas la quantité d'eau requise pour pouvoir développer le potentiel de ces semences. Nous n'avons pas accès au crédit agricole pour que ce coton transgénique puisse développer son potentiel. Nous ne comprenons pas pourquoi on veut nous obliger, dans une situation où le prix du coton est divisé sur le marché mondial, à aller vers ces technologies qui ne sont pas adaptées à nos situations.

C'est pour témoigner de cette situation que nous avons voulu venir ici aujourd'hui et vous dire que nous sommes des paysans et que nous voulons continuer à faire notre métier et vivre dignement. Pour cela, nous avons besoin d'élaborer des politiques qui protègent les intérêts de la majeure partie de notre population qui sont des paysans. Cela ne peut pas se faire si nous ne protégeons pas les productions alimentaires, qui sont aujourd'hui en compétition illégale avec des denrées alimentaires importées qui envahissent nos marchés suite aux politiques libérales prônées par la Banque mondiale et l'OMC.

Les OGM représentent un danger énorme pour nous parce que nous n'avons aucun moyen de préserver notre diversité biologique autrement qu'en la mettant en culture année après année. Nous n'avons pas de banque de gènes. Nous allons perdre toute cette diversité biologique si nous allons vers une technologie pour laquelle nous n'avons aucune maîtrise. En outre, ces biotechnologies, notamment le coton transgénique, sont brevetées par des multinationales et risquent d'augmenter énormément le coût de production de nos exploitations agricoles.

C'est donc pour toutes ces raisons que nous ne voulons pas que cette technologie nous soit imposée. Nous voulons disposer de notre capacité à choisir nos politiques et préserver les intérêts de la majeure partie de notre population. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons demander au gouvernement et aux parlementaires que vous êtes de nous aider afin que nous ne soyons pas obligés de faire des choix qui rendront encore plus pauvre la majeure partie de notre population.

Je m'arrête ici. Je suis disponible pour toutes les questions que vous souhaitez me poser.

Le président : Je veux expliquer aux sénateurs qui ne connaissent pas très bien le Mali que ce pays borde le Sahara près de la boucle du Niger. C'est le domaine de l'élevage nomade. C'est de l'autre côté du Sahara, à l'intérieur de l'Afrique occidentale.

C'est dans le sud que l'on retrouve vos productions de coton et c'est dans le nord que vivent les nomades. C'est cela?

Mr. Coulibaly: Yes.

[English]

The Chairman: It is simply that we are hearing names of countries that some of us are not familiar with, and that is my point. Mr. Feyissa, please proceed.

Dr. Regassa Feyissa, Founder and Executive Director, Ethio-Organic Seed Action, Ethiopia: Thank you for giving me this opportunity to mention a few issues regarding biodiversity as related to food security. As we all know, particularly those of us from developing countries, our lives are strongly linked to resources. The linkages are so strong that they determine the entire day-to-day life of society at all levels. I would like to recall Canada as one of the countries that played a strong role right from the beginning in founding the Convention on Biological Diversity, in particular, in pushing for the human being as the centre of this convention. To date we have achieved a complete convention, having responsibilities as member countries to implement the requirements of the convention.

In the case of developing countries, where the life of society is closely tied to natural resources, gaps are always created — and not very deep analysis — that end in disruption of the existing systems where we are trying to link biodiversity to food security.

Technology in agriculture and production should be promoted, improved and extended to all corners of the world in such a way that it targets the core problems dominant at that level. Unfortunately, we have seen over decades, and still see today, indiscriminate approaches to promoting production in agriculture to alleviate poverty. It is unfortunate that because of the disruption of the system and inappropriate approaches to the problem, we have created such a gap that, in most cases, available options have disappeared. To date, regions such as Africa, having lost all options, are suffering the consequences of unintentional but indiscriminate pushing of technological or other ways to overcome those problems.

For example, Ethiopia is at the centre of diversity for various crops, but is also known for hunger and famine. In Ethiopia, over 85 per cent of the population is living by agriculture, but practising the traditional methods. At times, that is the wrong way and can be perceived as backward, but it still supports itself.

The interaction to promote productivity with modern technologies could not take into account the basic grounds upon which the entire agricultural production system is built.

As a technician, I may be one of those who unintentionally, because of lack of proper knowledge, are feeling the consequence of the drawback in productivity, the misunderstanding of the true nature of the problems. We have seen that in a country where problems and resources and cultural practices are so diverse, the approaches to overcome the problems are also diverse. Entry points vary from place to place. I am not sure that this has been

M. Coulibaly : Oui.

[Traduction]

Le président : C'est simplement parce que certains d'entre nous ne connaissent pas très bien ces pays. M. Feyissa, vous avez la parole.

M. Regassa Feyassa, fondateur et directeur général, Ethio-Organic Seed Action, Éthiopie : Merci de me donner l'occasion d'aborder avec vous quelques questions relatives à la biodiversité et à la sécurité alimentaire. Comme chacun le sait, et particulièrement nous des pays en développement, nos vies sont étroitement liées aux ressources. Les liens sont si étroits qu'ils déterminent entièrement la vie quotidienne de notre société à tous les niveaux. Permettez-moi de rappeler que le Canada a joué un rôle important dès le départ dans la fondation de la Convention sur la biodiversité biologique, et insister sur la nécessité de placer l'être humain au centre de cette convention. Nous avons réussi d'ores et déjà à instaurer cette convention dont les pays signataires ont la responsabilité de mettre en œuvre les exigences.

Dans le cas des pays en développement, où la vie de la société est étroitement liée aux ressources naturelles, il y a toujours des manques qui ne sont pas analysés à fond et qui finissent par perturber les systèmes en place dans lesquels nous essayons de lier la biodiversité à la sécurité alimentaire.

Il faut promouvoir, améliorer et étendre à toutes les régions du monde les outils technologiques dans le domaine de l'agriculture et de la production, de manière à cibler les problèmes fondamentaux qui se posent à cet égard. Malheureusement, depuis des décennies et encore aujourd'hui, on use de méthodes inconsidérées pour accroître la production agricole et combattre la pauvreté. Il est malheureux qu'en raison de la perturbation du système et de l'adoption d'approches inappropriées, nous ayons créé une situation où, dans la plupart des cas, les options qui existaient auparavant ont disparu. Aujourd'hui, les régions comme l'Afrique qui ont perdu toutes leurs options subissent les conséquences de la promotion fortuite mais inconsidérée d'outils technologiques ou d'autres moyens visant à surmonter ces problèmes.

Par exemple, l'Éthiopie se caractérise par la diversité de ses cultures, mais la famine y sévit également. En Éthiopie, plus de 85 p. 100 de la population vit de l'agriculture, qui est cependant pratiquée selon des méthodes traditionnelles. Ces méthodes ne sont pas toujours les meilleures et peuvent être perçues comme arriérées, mais elles permettent quand même aux paysans de subvenir à leurs besoins.

L'association que l'on fait entre la productivité et les technologies modernes ne tient pas compte des bases sur lesquelles repose le système de production agricole tout entier.

En tant que technicien, je suis peut-être de ceux qui, faute de connaissances appropriées, subissent les conséquences d'une faible productivité, en raison de la méconnaissance de la véritable nature des problèmes. Dans un pays où les problèmes, les ressources et les pratiques culturelles sont si divers, il faut s'attendre à ce que les moyens qu'on prend pour surmonter les problèmes soient aussi variés. Les points d'entrée varient d'un

understood for years and years, particularly in those countries like Canada that have always been there supporting the process of overcoming problems such as famine or drought or shortage of food.

This may not be unique to Ethiopia, but I would like to stress that biodiversity is focusing on humans. There is a strong relationship between people and the resources around them, and the appropriate use of these resources requires an understanding of this attachment. We believe that the technologies that are pushed have created some gaps. We are concerned that in the already existing situation, more indiscriminate or planned approaches are going to be put forward for certain African and other regions that will lead to trouble.

I would finally like to stress that it would be very useful, particularly considering the policy approaches, if local resources and capacities we support with external backstopping can strongly consider the situations on the ground, including the policy arrangements and the policy guidelines within a given country. I think this would be one of the correct ways to contribute to security.

The Chairman: I will ask one brief question. We know that in Mali the agricultural situation runs from desert to the forest. In the north there are herds and in the south it is cotton. Would you tell us what the main agricultural products are in Ethiopia? You are in a highland area. Would you like to tell the honourable senators what we are talking about?

Mr. Feyissa: Ethiopia ranges from the pastoralists, the lowland, to highland that rises up to 4,500 metres. The farming systems are complex and can be grouped into three main areas, the highland farming system, the intermediate and the lowland, where pastoralists are dominant. Here is a situation where the entry points to address those questions are diverse.

The Chairman: I do not want to put words in your mouth, but as I recall, you have a considerable number of rice paddies. There is quite a lot of rice grown in areas I have seen, and coffee. Would you like to give us examples of a few crops? I realize it is a complex geography. What are the three largest produced crops in Ethiopia?

Mr. Feyissa: One of the major crops is wheat, particularly durum wheat, because the country is a centre of diversity and seriously affected for decades by the displaced. The others are barley in the highlands and coffee in the west and southwestern part of the country. That is a humid, tropical area. Then other widely used crops are sorghum and maize.

Mr. Mwananyanda Mbikusita Lewanika, Executive Director, National Institute for Scientific and Industrial Research of Zambia: Chairperson and honourable senators, thank you very much for giving me an opportunity to say something concerning the

endroit à l'autre. Je ne suis pas convaincu que cette réalité soit bien comprise depuis des années, particulièrement dans des pays comme le Canada qui ont toujours soutenu l'application de moyens visant à surmonter des problèmes comme la famine, la sécheresse ou la pénurie alimentaire.

Le phénomène n'est peut-être pas unique à l'Éthiopie, mais j'insiste sur le fait que la biodiversité met l'accent sur l'être humain. Les relations entre les populations et les ressources qui les entourent sont très fortes et pour utiliser judicieusement ces ressources, il faut bien comprendre cet attachement. Nous croyons que les technologies qu'on nous propose avec insistance ont créé certains décalages. Nous craignons que l'application d'autres méthodes inconsidérées ou mal planifiées, que certains préconisent pour l'Afrique et d'autres régions, n'engendrent d'autres problèmes, compte tenu de la situation actuelle.

En terminant, je souligne qu'il serait très utile, en ce qui concerne particulièrement les politiques, de faire en sorte que les ressources et les capacités locales que nous soutenons à l'aide de mécanismes externes tiennent compte de la situation sur le terrain, y compris les politiques et lignes directrices en vigueur dans chaque pays. Ce serait là à mon avis la bonne façon de contribuer à la sécurité.

Le président : Permettez-moi une brève question. On sait qu'au Mali, l'agriculture s'exerce sur des terres qui commencent au désert et vont jusqu'aux forêts. Dans le nord, on fait de l'élevage et dans le sud, on cultive le coton. Pourriez-vous nous dire quels sont les principaux produits agricoles de l'Éthiopie? Le pays se situe dans une région de hautes terres. Auriez-vous l'obligeance de donner quelques explications à ce sujet aux honorables sénateurs?

M. Feyissa : L'Éthiopie comprend les pâturages qui se situent dans la région des basses terres et s'étend jusqu'aux hautes terres dont l'altitude peut atteindre 4 500 mètres. Les systèmes agricoles sont complexes et peuvent être regroupés en trois grandes catégories, correspondant aux hautes terres, aux zones intermédiaires et aux basses terres, où l'élevage domine. On peut aborder ces questions de diverses façons.

Le président : Je ne veux pas vous faire dire ce que vous n'avez pas dit, mais d'après mes souvenirs, il y a dans votre pays beaucoup de rizières. J'ai vu beaucoup de rizières et de plantations de café dans les régions que j'ai visitées. Pourriez-vous nous donner des exemples de denrées que vous produisez? Je sais que la géographie de l'Éthiopie est complexe. Quelles sont les trois principales cultures de l'Éthiopie?

M. Feyissa : Le blé, particulièrement le blé dur, est l'un de nos principaux produits agricoles, parce que notre pays est un centre de diversité; depuis des décennies, il est durement touché par le problème des déplacés. On cultive aussi l'orge sur les hautes terres et le café dans l'ouest et le sud-ouest du pays. Il s'agit d'une zone tropicale et humide. Le sorgho et le maïs sont d'autres cultures très répandues.

Mr. Mwananyanda Mbikusita Lewanika, directeur général, National Institute for Scientific and Industrial Research, Zambie : Monsieur le président et honorables sénateurs, je vous remercie de me donner l'occasion de vous parler du développement de

development of Africa. From the beginning, I acknowledge that the responsibility to develop Africa belongs to Africans, but from time to time, everyone needs assistance.

I also acknowledge that efforts to assist Africa develop have not been very successful. There are a number of reasons. One of the reasons is the governance itself. The issue of governance is being addressed now. If you look at the geography of Africa, there are very few military governments, very few dictatorships. Part of the problem of governance was the inheritance of the Cold War syndrome, where some countries were being supported by the Soviet Union and some countries were being supported by the West. Regardless of how bad those governments were, as long as they fitted the ideology they were kept in power. All of a sudden, we are being told "You have to be democratic."

The other issue is multilateral organizations that have assisted Africa, the World Bank and the International Monetary Fund. The intention is to assist, but the method did not work. For example, up to the early 1990s, Zambia was self-sufficient in food, but once we started implementing prescriptions from the World Bank and the IMF, reducing subsidies to agriculture, reducing spending on social services like health and education, our poverty level started increasing. Even though agreements are made through consensus, our voice is not as strong as the voice of a country like Canada or the United Kingdom, so our interest, in most cases, is not served by multilateral organizations.

Even in negotiations, if you look at the Zambian delegation, in most cases it is two or three people. The developed countries have lawyers and specialists, so you do not have a level playing field. There is a need to try to assist us, but even where we are supposed to have an equal voice, we need more help to acknowledge that we are partners, but weaker partners.

The other problem with the assistance is that it is usually directed at addressing symptoms. The symptoms are disease and environmental degradation, but the problem is poverty and also the low optics of science and technology. If assistance is targeted at addressing the problems, then you can see that in the future we may be self-sufficient. If the assistance continues addressing the symptoms, then it will be a Catch-22 and the problems will continue.

The other issue I wanted to share with you is, in the year 2002 we had a food crisis in Zambia. At the peak of the food crisis, the government did not accept food aid that contained genetically modified organisms.

There were a number of reasons. The first reason was that we were not even told from the onset that what we were being provided contained genetically modified organisms. That is contrary to international norms and against the convention on food aid.

l'Afrique. Je reconnais que la responsabilité de développer l'Afrique incombe aux Africains, mais de temps à autre, tout le monde a besoin d'aide.

Je reconnais aussi que les efforts déployés jusqu'à maintenant pour favoriser le développement de l'Afrique n'ont pas été très fructueux. Cela s'explique par différentes raisons, dont la gouvernance même. Maintenant, on s'attaque aux problèmes de la gouvernance. Si on regarde l'Afrique, on voit qu'il y a très peu de gouvernements militaires ou de dictatures. Les problèmes que nous éprouvons au chapitre de la gouvernance sont l'héritage de la guerre froide, pendant laquelle certains pays étaient soutenus par l'Union soviétique et d'autres, par l'Occident. Même si les gouvernements étaient corrompus, on les maintenait au pouvoir tant qu'ils acceptaient l'idéologie de ceux qui les soutenaient. Puis, tout à coup, on nous dit « Vous devez être démocratiques ».

L'autre problème tient aux organisations multilatérales qui ont aidé l'Afrique jusqu'à maintenant, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. L'intention était de nous aider, mais la méthode s'est avérée inefficace. Par exemple, jusqu'au début des années 1990, la Zambie était autosuffisante sur le plan alimentaire, mais quand nous avons commencé à mettre en oeuvre les prescriptions de la Banque mondiale et du FMI, à réduire les subventions à l'agriculture, à réduire les sommes que nous consacrons aux services sociaux comme la santé et l'éducation, le niveau de pauvreté a commencé à grimper. Même si les ententes reposaient sur un consensus, notre voix n'était pas aussi influente que celle d'un pays comme le Canada ou le Royaume-Uni, si bien que dans la plupart des cas, les organisations multilatérales n'ont pas servi nos intérêts.

La délégation zambienne qui prenait part aux négociations ne comptait dans la plupart des cas que deux ou trois personnes. Les délégations des pays développés comprenaient des avocats et des spécialistes; nous étions donc désavantagés dès le départ. Il faut bien sûr nous aider, mais même dans les cas où nous sommes censés avoir tout autant que les autres voix au chapitre, nous avons besoin d'une aide supplémentaire parce que nous sommes des partenaires, mais des partenaires plus faibles.

L'aide qu'on nous donne pose aussi un autre problème, du fait qu'elle vise habituellement à soigner les symptômes et non les causes. Les symptômes, ce sont la maladie et la dégradation de l'environnement, mais le problème réel, c'est la pauvreté et aussi le peu de place faite aux sciences et à la technologie. Si l'aide s'attaque aux véritables problèmes, nous serons peut-être autosuffisants dans l'avenir. Mais si elle ne vise que les symptômes, les problèmes persisteront et la situation sera sans issue.

Je voulais également vous dire qu'en 2002, la Zambie a connu une crise alimentaire. Au plus fort de cette crise, le gouvernement a refusé l'aide alimentaire qui contenait des organismes génétiquement modifiés.

Ce refus s'explique par différentes raisons. La première, c'est qu'on ne nous a même pas dit au départ qu'on allait nous donner des aliments contenant des organismes génétiquement modifiés. Cette façon de faire va à l'encontre des normes internationales et de la Convention sur l'aide alimentaire.

When we looked at our capacity, we saw that we did not have a framework to assess GMO like many countries do, on a case-by-case basis. When we looked at what was happening globally, we saw that scientists are divided on the issue. Some scientists say there is no harm, but some say there is a potential for harm.

The target groups of the food aid are the most vulnerable in society. Some of them are immune-compromised due to poor nutrition and, sometimes, HIV/AIDS. If there are health problems in those people, the problems would be aggravated.

The other reason the government used was that if you give a farmer some food in the form of grain, the natural instinct is to eat some and save some for planting. That would actually mean harming local varieties of maize.

The third reason the government used was that when it was known there was a food crisis and the government expressed concern, there was enough time to source non-GMO food within Zambia itself, within parts of Zambia with surplus food. There were also some countries within Africa that had surplus food. However, the World Food Program said that according to their regulations, they can only buy from the cheapest source, even if it meant that source was as far away as the U.S. The feeling was that we were being forced to take GMO food, and it was a question of either you take it or you starve.

What happened since then is that there was a redoubled effort by the country to improve agriculture production. Since then, we have had a surplus in food.

The last thing I wanted to say is that there is a school of thought that genetically modified organisms will stop hunger. They will not stop hunger. If anything, they contribute to food insecurity.

Senator Carney: I want to congratulate you all on your clear presentations of a very complex issue. I want to confess that I had to look at the map to see where Mali is. I have been to Kenya several times, but many of us do not know Africa to the degree that you do. I support the chair in his efforts to clarify some of the information for us.

You must be interested in us. I wanted to assure you that most Canadians are only two, or at the most three, generations off the farm. I do not know about my colleagues, but if you scratch any Canadian, his father or mother or grandparents were farmers.

Ensuite, après avoir évalué nos capacités, nous avons constaté que nous n'avions pas, contrairement à beaucoup de pays, de mécanismes permettant d'évaluer les OGM dans chaque aliment. Nous avons examiné ce qui se passait à l'échelle mondiale et constaté que les scientifiques étaient divisés sur cette question. Certains scientifiques disent que les OGM sont inoffensifs, mais d'autres croient qu'ils recèlent des dangers.

Les groupes de personnes auxquels l'aide alimentaire est destinée sont les plus vulnérables de la société. Certaines de ces personnes ont un système immunitaire affaibli à cause de la malnutrition et parfois, du VIH-sida. Si les OGM causent des problèmes de santé, ces problèmes seraient plus graves chez ces catégories de personnes.

L'autre raison qu'a invoquée le gouvernement pour justifier son refus c'est que si l'on donne de la nourriture sous forme de grains à un paysan, il aura naturellement tendance à en manger une partie et en garder une autre partie pour les semis. Or, cela aurait pu compromettre les cultures de maïs locales.

La troisième raison invoquée par le gouvernement est que lorsque la crise alimentaire a éclaté et que le gouvernement a exprimé ses craintes à ce sujet, il y aurait eu assez de temps pour recueillir des aliments exempts d'OGM à l'intérieur même de la Zambie, puisque certaines parties du pays avaient un surplus alimentaire. D'autres pays africains avaient également un surplus alimentaire. Cependant, les autorités du Programme alimentaire mondial ont fait savoir qu'en vertu de leur règlement, elles ne pouvaient acheter des aliments qu'auprès du fournisseur le moins coûteux, même si celui-ci se trouvait aussi loin qu'aux États-Unis. Nous avons eu l'impression qu'on nous forçait à accepter des aliments contenant des OGM en nous disant, ou vous les prenez, ou vous mourrez de faim.

À la suite de ces événements, le gouvernement a redoublé d'efforts pour améliorer la production alimentaire. Depuis, nous avons des surplus alimentaires.

En terminant, j'aimerais dire qu'il existe une école de pensée selon laquelle les organismes génétiquement modifiés permettront de vaincre la famine. C'est tout à fait faux. Bien au contraire, ils contribueront à l'insécurité alimentaire.

Le sénateur Carney : Je vous félicite tous les trois d'avoir présenté des exposés fort clairs sur un sujet pourtant très complexe. Je vous avoue que j'ai dû consulter une carte géographique pour savoir où se trouve le Mali. Je suis allé au Kenya à plusieurs reprises, mais beaucoup d'entre nous ne connaissent pas l'Afrique aussi bien que vous. Je suis reconnaissante au président d'avoir essayé de nous renseigner davantage.

Vous devez être intéressés à nous connaître. Je vous assure que la plupart des Canadiens sont des descendants d'agriculteurs; ils n'ont quitté la ferme que depuis deux ou trois générations tout au plus. Je ne sais pas si je peux parler au nom de mes collègues, mais si on interroge un Canadien, on apprendra généralement que son père, sa mère ou ses grands-parents étaient agriculteurs.

We are very interested in your experiences. Some of us can milk cows and plant potatoes, like me because I am an Irish Canadian and that is what we did to live.

I wanted you to be aware that while we may seem to you to be strangers who cannot comprehend the enormity of your problem, we do want to learn from you.

It is hard to know where to start because you have presented this so clearly. Let me start with Mr. Lewanika. It bothers us that the World Bank and the international agencies have been unable to help you. We pour a lot of money and goodwill into those agencies. You have given us clear examples, such as genetically modified food and other issues. What could they do that would help you, or is the culture in those institutions so poisonous, so disturbing to your agriculture, that they cannot be helpful?

We cannot change the culture of the IMF or the World Bank — slashing subsidies, cutting back, balancing budgets, et cetera — but what could we as donors to those associations do that would actually help you on the ground?

Mr. Lewanika: The first thing is that projects must start from the grassroots. They cannot be top-down. Also, there is the issue of one size fits all. Even though we come from the same continent and maybe we have the same problems, there is some uniqueness. When somebody tries to assist us, it is best to go to the grassroots to learn what the problem is.

There is a tendency to bring experts. Some of these experts have never been to Africa before. We have local experts who could be used.

Senator Carney: Do your colleagues have examples?

[*Translation*]

Mr. Coulibaly: The World Bank financed cotton production in Mali. Within twenty years, through loans from the World Bank, Mali became the major producer of cotton in Africa. More recently, with problems related to the decline in prices, our unions have organized. We now negotiate prices with the state of Mali's cotton company before seeding. Before each season we negotiate prices first. We went on a production strike and the government is now talking to us.

This year we negotiated a price with the producers. At the beginning of the season the price was 210 CFA francs per kilo. However by the time the cotton had matured, the price on the international market was too low and the World Bank told the government of Mali to renegotiate the price with us. If it did not comply, the World Bank threatened to cut its credit to the government of Mali. The government knew that if it went ahead with this, serious problems would arise in the cotton production

Vos expériences m'intéressent beaucoup. Certains d'entre vous peuvent traire les vaches et planter des pommes de terre, comme moi, parce que je suis une Canadienne d'origine irlandaise et c'est ainsi que nous gagnions notre vie.

Si je vous dis tout cela, c'est pour vous expliquer que, même si nous vous paraissions être des étrangers incapables de comprendre l'ampleur de votre problème, nous voulons apprendre de vous.

Je ne sais pas par où commencer parce que vous avez été tellement clairs dans vos exposés. Je m'adresse tout d'abord à M. Lewanika. Nous sommes troublés d'apprendre que la Banque mondiale et les organismes internationaux n'ont pas pu vous aider. Nous mettons beaucoup d'argent et de bonne volonté dans ces organismes. Vous nous avez donné des exemplaires clairs, entre autres celui des aliments génétiquement modifiés. Que pourraient faire ces institutions pour vous aider? La culture qui y a cours est-elle si toxique et si nocive pour votre agriculture qu'elles ne peuvent pas vous être utiles?

Nous ne pouvons pas changer la culture du FMI ou de la Banque mondiale, qui exigent l'abolition des subventions, la réduction des dépenses, l'établissement de budgets équilibrés, et ainsi de suite. Mais que pouvons-nous faire en tant que pays qui contribuent financièrement à ces organisations pour vous aider sur le terrain?

M. Lewanika : Tout d'abord, il faut que les projets partent de la base. On ne doit pas nous imposer des projets. Par ailleurs, il faut cesser d'imposer à tous les pays la même approche. Même si nous vivons sur le même continent et éprouvons parfois les mêmes problèmes, nos pays ont tous des caractéristiques qui leur sont propres. Si on veut nous aider, il vaut mieux s'adresser aux gens de la base pour savoir en quoi consiste le problème.

On a tendance à nous envoyer des experts. Certains d'entre eux n'ont jamais mis les pieds en Afrique auparavant. Nous avons nos experts locaux auxquels les organisations pourraient faire appel.

Le sénateur Carney : Vos collègues ont-ils des exemples?

[*Français*]

M. Coulibaly : La Banque mondiale a financé le secteur du coton au Mali. Le Mali est devenu, en l'espace d'une vingtaine d'années, le premier producteur de coton en Afrique en empruntant à la Banque mondiale. Récemment, avec les problèmes de la baisse des prix, nous nous sommes organisés au sein de nos syndicats. Nous avons commencé à négocier des prix avec la société cotonnière qui appartient à l'État malien et ce, avant de faire les semis. Avant chaque campagne, nous négocions d'abord le prix. Nous avons fait la grève de la production et maintenant le gouvernement discute avec nous.

Cette année, nous avons négocié un prix avec les producteurs. Avant la campagne ce prix était de 210 francs CFA le kilo. Mais au moment où le coton arrivait à maturité, le prix était trop bas sur le marché mondial et la Banque mondiale a exigé que le gouvernement du Mali renégocie le prix avec nous. S'il ne le faisait pas, la Banque mondiale menaçait de couper le crédit au gouvernement du Mali. Le gouvernement savait que s'il faisait cela, cela amènerait des problèmes graves dans les zones de

zone. So it did not weaken. The World Bank says that it is trying to eliminate poverty and yet it cuts the income of the poorest. This is what is happening and you can see it for yourselves.

The government of Mali has had serious problems with the World Bank this year because it refused to renegotiate a price that has already been negotiated with the cotton producer unions.

[English]

Senator Carney: Your suggestion is that the World Bank and other institutions are too inflexible, with a one-size-fits-all attitude, as you say. They need to be more flexible and based more on the grassroots. I understand that.

In Canada, our aid program is usually based on the fact that we respond to requests from countries. If so, why are your countries not asking us for the aid that you want? Am I putting that correctly?

The Chairman: There is a disconnect, I guess.

Senator Carney: We say, "Well, we only do what you ask us to," but you are saying that many of the things that we do are not helpful. What is the answer?

Mr. Lewanika: Bilateral aid is very helpful, and you can see the results. However, the aid that comes through the World Bank and the IMF is actually difficult to —

Senator Carney: That is helpful. I have one question to help us. My notes say that Mr. Coulibaly has established himself as a peasant farmer. You completed your studies in agricultural engineering and then established yourself as a peasant farmer. How would you describe a peasant farmer in Mali?

[Translation]

Mr. Coulibaly: I would like to start by describing life on a family farm to you because there are no individual farmers in Mali, such as you have in developed countries. These are families that work together, family farms.

In one family you may find up to 100 people working the land. Of course there are smaller groups within these large families and generally the families cultivate rather small areas because our agriculture is not very mechanized.

Our agricultural implements consist of plows pulled by oxen; that is generally what we use. In Mali, 55 per cent of farm families use that type of equipment. The other families, the other 45 per cent, do not even have a plow and oxen. Those are the kinds of difficult circumstances these families live in despite all the aid this country receives. In 2005, this is the case in Mali.

Most of these families produce primarily grain. This is food production. We produce first to eat, not for the market. The market is a complementary activity, after food needs have been

production du coton. Il a donc tenu bon. La Banque mondiale dit lutter contre la pauvreté et exige qu'on coupe les revenus des gens les plus pauvres. Cela se passe et vous pouvez le vérifier.

Le gouvernement du Mali a eu des problèmes graves avec la Banque mondiale cette année parce qu'il a refusé de renégocier le prix déjà négocié avec les syndicats des producteurs de coton.

[Traduction]

Le sénateur Carney : Vous dites que la Banque mondiale et les autres institutions sont trop rigides, qu'elles imposent les mêmes approches à tous les pays. Elles doivent faire preuve de plus de souplesse et tenir compte davantage des gens de la base. Je comprends.

Au Canada, notre programme d'aide est conçu de telle façon que nous répondons aux demandes d'autres pays. Pourquoi alors vos pays ne demandent-ils pas le genre d'aide qu'ils souhaitent recevoir? Me suis-je bien exprimée?

Le président : Il semble y avoir un manque de concordance.

Le sénateur Carney : De notre côté, nous ne faisons que ce que vous nous demandez, mais vous affirmez que beaucoup des choses que nous faisons ne vous sont pas utiles. Quelle est la solution?

M. Lewanika : L'aide bilatérale est très utile et on en voit les résultats. Cependant, l'aide qui nous vient par l'entremise de la Banque mondiale et du FMI est en réalité difficile à...

Le sénateur Carney : Voilà qui est utile. J'ai une autre question à vous poser. D'après mes notes, M. Coulibaly est un producteur agricole. Après avoir fait des études d'ingénieur en agronomie, vous vous êtes installé à votre compte comme producteur agricole. Pouvez-vous nous décrire la vie d'un producteur agricole au Mali?

[Français]

M. Coulibaly : Je voudrais d'abord vous décrire la vie d'une exploitation familiale parce qu'il n'y a pas de paysan individuel au Mali, comme c'est certainement le cas dans les pays développés. Ce sont des familles qui travaillent ensemble, des exploitations agricoles familiales.

Dans une famille, vous pouvez trouver jusqu'à 100 personnes qui exploitent une superficie agricole. Il y a des foyers, bien sûr, à l'intérieur de ces grandes familles et généralement, ces familles exploitent des superficies assez limitées parce que nous n'avons pas une agriculture très mécanisée.

Nous avons des instruments aratoires qui sont les charrues tirées par une paire de bœufs; en général c'est ce que nous avons. Au Mali, 55 p. 100 des familles agricoles possèdent ce genre d'équipement. Les autres familles, soit 45 p. 100 d'entre elles, n'ont même pas une charrue et une paire de bœufs. Cela vous montre à quel point la situation de ces familles est difficile et ce, malgré toute l'aide dont bénéficie le pays. En 2005, le Mali est encore dans cette situation.

La plupart de ces familles produisent d'abord des céréales. C'est une agriculture vivrière. Nous produisons pour manger d'abord et non pour le marché. Le marché représente l'activité

met. We grow cotton because it brings in more income than grain. The price of grain is usually too low to meet financial needs. That is why several families began growing cotton.

Just to give you an example, a family growing three hectares of cotton, with the right amount of fertilizer, after a good raining season, can earn a maximum of \$400 Canadian. That will cover the financial needs of that family for the 12 months of the year. That is the income of an average family because farms measure on average three to five hectares.

However, there are cases of families in debt. This is what happens in most cases. If the season is not good, if there has not been enough rain, then most of these families will not earn anything. There have been cases where the cotton company, under systems that provide fertilizer on credit to farmers, has seized the only farm implement from these families: their oxen.

This is the general situation we are in and it is in this context that we are being asked to further reduce our income by cutting prices to producers. In the year 2000, we went on strike because the government wanted to cut our cotton income. Since then we have been able to negotiate fairly fair prices with the government of Mali.

[English]

Senator Grafstein: I, too, want to welcome all the witnesses. I want to ask you some questions about farm policy. We are dealing with individual questions and I really want to talk about systemic farm policy.

At one time, we looked at various models of agricultural policy. I spent some time in China and looked at their agricultural policy, the special responsibility households. I have taken a look at the Israeli commune and the cooperative model. I have taken a look at the Cuban, Chilean and Costa Rican models. We have heard about individual problems, but have any of the three witnesses taken a look at successful agricultural policies in various countries and determined which ones would be most suited to the particular facts of their country?

Let me give you an example from Ethiopia. Ethiopia, and I am sure this is well known to the witness, makes probably the best coffee in the world after Kenyan coffee. It is a cash product; it is world class. You can get a very good cup of Kenyan or Ethiopian coffee at two or three of the coffee stands in this building. Have any of you looked at other models and said "This is a model that we can adopt?"

There is a Canadian model, of course, as well. The Canadian model was beset with problems for the better part of half a century. After the war, various governments attacked that problem by changing the agricultural system — not just the farmers but the system and the size of farms and the cooperation amongst farmers.

complémentaire après les besoins alimentaires. Nous faisons la culture du coton parce qu'elle représente une source de revenu plus élevée que les céréales, dont le prix est généralement trop bas pour couvrir les besoins monétaires. C'est pourquoi beaucoup de familles ont commencé à faire du coton.

Pour vous donner un exemple, une famille qui fait trois hectares de coton, dans un cas où la famille a mis la bonne quantité d'engrais nécessaire, suite à une bonne saison des pluies, gagnera au maximum 400 \$ canadiens. Tout cela couvre les besoins monétaires des familles pour les 12 mois de l'année. C'est le revenu d'une famille moyenne parce que les superficies moyennes sont de trois à cinq hectares.

Mais il y a des cas où les familles se retrouvent avec des dettes. Dans la majeure partie des cas, c'est ce qui arrive. Lorsque la saison agricole n'est pas bonne, qu'il n'y a pas une bonne pluviométrie, la plupart des familles ne gagnent absolument rien. Il y a eu des cas où la Société, à travers les systèmes qui donnent l'engrais à crédit aux familles — a saisi le seul moyen aratoire des familles : les bœufs de labour.

Globalement, c'est la situation dans laquelle nous vivons et c'est dans cette situation qu'on nous demande encore de réduire nos revenus en coupant le prix au producteur. Heureusement, nous avons actuellement des syndicats bien organisés. En 2000, nous avons fait une grève parce que le gouvernement voulait couper nos revenus sur le coton. Depuis lors, nous avons pu commencer à négocier assez équitablement avec le gouvernement du Mali.

[Traduction]

Le sénateur Grafstein : Je souhaite moi aussi la bienvenue à tous les témoins. Mes questions portent sur la politique agricole. Jusqu'à maintenant, nous avons parlé de cas particuliers et j'aimerais à présent aborder la politique agricole systémique.

Dans le passé, nous avons étudié différents modèles de politique agricole. Je suis allé en Chine pour étudier la politique agricole de ce pays, le régime d'exploitation familiale. J'ai étudié la formule de la commune israélienne et le modèle coopératif. J'ai aussi examiné les modèles cubain, chilien et costaricain. Les témoins nous ont décrit les problèmes particuliers de leur pays, mais ont-ils examiné les politiques agricoles qui ont donné de bons résultats dans divers pays pour déterminer lesquelles conviendraient le mieux au leur?

Permettez-vous de vous donner l'exemple de l'Éthiopie. Comme le témoin le sait sans doute, l'Éthiopie produit probablement le meilleur café au monde après le Kenya. C'est un produit commercial de classe mondiale. On peut obtenir une tasse d'excellent café kenyan ou éthiopien à deux ou trois comptoirs de café dans cet immeuble. Avez-vous envisagé d'autres formules et songé à les adopter?

Bien sûr, il y a aussi le modèle canadien, mais il a connu des problèmes pendant presque un demi-siècle. Après la guerre, les gouvernements successifs se sont attaqués au problème en transformant le système agricole; les changements ne touchaient pas seulement les producteurs mais aussi le système, la taille des exploitations agricoles et la coopération entre agriculteurs.

My question for the three of you is have you looked at other systems and come to the conclusion that there are one or two models that have been very successful — the Chilean example, the Israeli example, which have been very successful in arid circumstances — and beneficial to the farming communities that they serve?

The Chairman: Dr. Feyissa, would you like to have a word?

Mr. Feyissa: Let me say a few words. Unfortunately, I am not that informed about farming policies in other countries. However, I can still talk about some problems that we have now in our country to explain why agriculture is lagging behind and discuss what the gaps are within the policy.

It is well accepted by the majority of the people that the land tenure system is one of the serious problems in maintaining the sustainability of agricultural productivity. Farmers do not have a clear right to use, or ownership of, the land. This has always discouraged farmers from making the investment that the land requires for at least five, six, seven years. This is one of the serious gaps we have. There are policy gaps and there is confusion.

There is a model that development of the country will be based on the direction of agriculture or industrial agriculture. The problem is that we could not find a direct indication of which is which — where we should start. Here is where the policy starts, but it does not finish its direction.

The core problem is the land tenure system. As of now, that is hampering productivity and interferes with traditional institutions in the absence of well-shaped policy.

This is a short synopsis of the current situation in Ethiopia.

Mr. Lewanika: First, farmers need access to markets and a fair price for their produce. They need the required inputs, that is, things like seed and fertilizer. They also have to shift from dependence on rain-fed agriculture to irrigation. However, when you move toward irrigation, you cut out a certain segment of farmers who cannot afford irrigation equipment.

[*Translation*]

Mr. Coulibaly: The only success factor in an agricultural policy is the price that a producer can get. A policy cannot be built on selling one's production at a loss. That is the case for all African countries. There are no miracle solutions. That is why developed countries such as Canada provides subsidies to producers so that they can continue to make a living from their work for ten months. The World Bank has clearly forbidden our countries to provide subsidies since the 1990s. We cannot support agriculture.

At the same time, liberal policies and the opening of our markets to food imports has been imposed on us. We are therefore competing with imported food products that are in fact the food surpluses from developed countries. How can you expect us to manage under these conditions?

J'adresse donc ma question aux trois témoins. Avez-vous étudié d'autres systèmes et conclu qu'un ou deux modèles s'étaient avérés des grandes réussites et avaient bénéficié aux collectivités agricoles auxquelles ils s'appliquaient? On peut penser à des pays comme le Chili ou Israël, par exemple, où l'agriculture a prospéré malgré l'aridité des terres.

Le président : Monsieur Feyissa, souhaitez-vous intervenir?

M. Feyissa : Oui, brièvement. Malheureusement, je ne suis pas très renseigné au sujet des politiques agricoles d'autres pays. Je peux cependant décrire certains problèmes que nous éprouvons dans notre pays et qui expliquent le retard qu'accuse notre agriculture et signaler les lacunes de la politique.

Il est largement admis que le régime foncier est un des problèmes graves qui nuit à la viabilité de la production agricole. Les agriculteurs n'ont pas un droit incontestable d'utiliser ou de posséder la terre. Cela les a toujours découragés de faire les investissements nécessaires pendant au moins cinq, six ou sept ans. C'est une des graves lacunes qui nous afflige. Il y a des lacunes de politique et de la confusion.

Selon un modèle, le développement du pays dépendra de l'orientation de l'agriculture ou de l'agriculture industrielle. Le problème, c'est que nous ne pouvons les différencier; nous ne savons pas par où commencer. Nous connaissons le point de départ de cette politique, mais son orientation n'est pas bien définie.

Le régime foncier est le principal obstacle. Aujourd'hui, il entrave la productivité et le bon fonctionnement des institutions traditionnelles, en l'absence d'une politique bien pensée.

Voilà, en un mot, la situation actuelle en Éthiopie.

M. Lewanika : Premièrement, les fermiers doivent avoir accès aux marchés et pouvoir obtenir un bon prix pour leurs produits. Ils ont également besoin des intrants requis, c'est-à-dire les semences et les engrais. Ils devront aussi passer de la culture pluviale à l'irrigation. Cependant, en optant pour l'irrigation on se trouve à écarter un certain segment de producteurs agricoles qui n'ont pas les moyens d'acheter l'équipement nécessaire.

[*Français*]

M. Coulibaly : Le seul moteur de la réussite d'une politique agricole est le prix que le producteur gagne. Aucune politique ne peut se bâtir quand on vend à perte ce que l'on produit. C'est le cas dans tous les pays africains. Il n'y a pas de secrets miracles. C'est pour cela que les pays développés comme le Canada accordent des subventions aux agriculteurs afin qu'ils puissent continuer à vivre dix mois de leur travail. La Banque mondiale a clairement interdit à nos pays de donner des subventions depuis les années 80. On ne peut pas soutenir l'agriculture.

En même temps, on nous a imposé des politiques libérales, d'ouverture de nos marchés aux importations alimentaires. Nous sommes donc en compétition avec des produits alimentaires importés qui sont les surplus alimentaires des pays développés. Dans ces conditions, comment voulez-vous qu'on s'en sorte?

We are asking you to allow us to make choices that will protect the interest of the majority of our people and that will allow us to protect our borders from food imports and from the surpluses from developed countries. Furthermore, we want to have access to our own markets because we have been marginalized within our own markets. I assure you that in western Africa, wheat is quickly becoming a part of our food habits. Why? Because wheat and bread cost less, even though they are not sold at their true price. Wheat is more expensive in Canada than it is in Senegal and Bamako. Is that normal? Yet that is reality. That is why we cannot break out of this situation.

[English]

The Chairman: We heard a very similar story about Mexico, where subsidized imports of beans and maize have driven millions of people off the land.

Senator Grafstein: Canada, China and Cuba, three countries with different political systems, all apply essentially the same principle, that being product-by-product farm marketing boards. In China, the government told all Chinese farmers, of whatever commodity, that they would provide a certain quota for which they would pay a fixed price and that the farmers would be free to sell anything produced beyond that at market prices. That same idea prevailed in Israel, Cuba and Canada.

Do any of your countries have the concept of a farm marketing board that allows farmers to produce a specified amount, which gives them their fixed income at a very low rate, and provides incentive for them to go beyond the quota level for further market distribution?

[Translation]

Mr. Coulibaly: Until 1985 Mali had a grain board. It was the World Bank that called for the elimination of the board. It no longer exists. It was at that point that poverty in the rural areas started to rise. Since there was no longer any support, prices began to fluctuate. In that kind of situation, producers have no control over their income. I do not even know if this kind of government-run marketing board exists in developed countries like Canada. In our countries, the idea of having the State play a role, with large State marketing entities, is taboo. It would be unacceptable to talk about it today in our countries.

[English]

Mr. Lewanika: The same is true in Zambia. Until 1990, we had a grain marketing board, but we had to dissolve it when we implemented the structural adjustment program of the IMF and the World Bank. They also insisted that the government give no assistance in agriculture, that agriculture be left to market forces.

Mr. Feyissa: That is the case in Ethiopia as well.

Nous vous demandons de nous permettre de faire des choix qui préservent l'intérêt de la majorité de nos populations afin de pouvoir protéger nos frontières des importations alimentaires et des surplus des pays développés. De plus, nous voudrions avoir accès à nos propres marchés parce que nous sommes marginalisés sur nos propres marchés. Je vous assure qu'en Afrique de l'Ouest, c'est le blé qui progresse le plus dans les habitudes alimentaires. Pourquoi? Parce que le blé et le pain coûtent moins cher, même s'ils ne sont pas vendus à leur vrai prix. Le pain est plus cher au Canada qu'au Sénégal et qu'à Bamako. Est-ce normal? C'est pourtant la situation. C'est pour cela que nous ne pouvons pas nous en sortir.

[Traduction]

Le président : On nous a dit que la situation est très semblable au Mexique, où les importations subventionnées de fèves et de maïs ont obligé des millions de paysans à quitter leur terre.

Le sénateur Grafstein : Le Canada, la Chine et Cuba, trois pays dotés de systèmes politiques différents, appliquent essentiellement le même principe; ils recourent à des offices de commercialisation de différents produits agricoles. En Chine, le gouvernement garantit à tous les producteurs agricoles, quel que soit le produit qu'ils cultivent, un prix fixe pour une certaine quantité de leurs produits; au-delà de cette quantité, les agriculteurs sont libres de vendre leur production aux prix du marché. La même formule a cours en Israël, à Cuba et au Canada.

Existe-t-il dans votre pays des offices de commercialisation des produits agricoles qui permettent aux agriculteurs de produire une quantité donnée de denrées, leur garantissant ainsi un revenu fixe à faible taux, et qui les incite à dépasser leur quota pour pouvoir écouler leurs produits sur le marché?

[Français]

M. Coulibaly : Jusqu'en 1985, il y avait un bureau des céréales au Mali. C'est la Banque mondiale qui a demandé la dissolution de ce bureau. Cela n'existe plus. C'est à partir de ce moment que la pauvreté a commencé à augmenter en milieu rural. Tout soutien ayant été enlevé, l'instabilité des prix s'est installée. Dans une telle situation, aucun producteur ne peut avoir un revenu maîtrisable. Je ne sais même pas que ce genre de bureau existe dans des pays développés comme le Canada où l'État intervient dans la commercialisation. Dans nos pays, que l'État puisse intervenir et qu'il y ait de grandes entreprises d'État qui soient dans la commercialisation est un sujet tabou. Cela peut paraître aberrant de parler de cela dans nos pays aujourd'hui.

[Traduction]

M. Lewanika : La situation est la même en Zambie. Jusqu'en 1990, nous avions un office de commercialisation des céréales, mais nous avons dû le dissoudre quand nous avons instauré le programme d'ajustement structurel exigé par le FMI et la Banque mondiale. Ces deux institutions comptent aussi exiger que le gouvernement ne donne aucune aide à l'agriculture, que celle-ci soit livrée aux forces du marché.

M. Feyissa : C'est également le cas en Éthiopie.

Senator Di Nino: Welcome, and thank you for coming here.

We hope that we can learn something from you that will lead us to make recommendations to our government.

Are most farms in your countries owned by farmers, owned by individuals and leased to farmers, or owned by governments that allow people to work them? Could you tell us how that works in your countries?

Mr. Feyissa: In the land policy of the country, it is stated that land belongs to the government and the people. When interpretation comes down to action, it is the government that decides, not the people. That causes a problem. There is currently an argument about this statement, in that it does not clearly define to what extent the government owns the land and in what form, in what form the people own the land, and what the linkages are between the people and the government in deciding on the style of usage and ownership rights. There is confusion about that.

This has an implication for the investments of farmers. Farmers invest for five to seven years in plantations and soil conservation or nutrient maintenance. It has become a disincentive that eventually destroys farmers' capital, because with no one looking after the soil it is dying and becoming no one's resource, which impacts overall food production.

Mr. Lewanika: The basic principle in Zambia is that land has no value. It is the development of land that has good value. We have two types of land; traditional land, to which you cannot have title, and non-traditional land, to which you can have title. When you have title, you own the land for 99 years, after which it reverts back to the government.

[Translation]

Mr. Coulibaly: In Mali, the land tenure system is such that all land belongs to the State, but common law, which is the community's rights to use the land, is also recognized. Every village has a land entitlement and all the families in the village have the right to work part of that land. In theory, the land cannot be taken from the families who farm it.

With the new agricultural policy that we are developing, the government is in agreement with us that the rights of these families to use the land needs to be formalized. We have not yet gotten into the details, but we have proposed that secure title be given so that the families have ownership of the land and can therefore feel secure. There is also developed land that belongs to the State, and the State controls things in that case.

Le sénateur Di Nino : Merci, et je vous remercie d'être des nôtres aujourd'hui.

Nous espérons que ce que nous apprendrons de vous nous aidera à formuler des recommandations à l'intention de notre gouvernement.

Dans vos pays, la plupart des exploitations agricoles appartiennent-elles aux agriculteurs ou à des particuliers qui les louent aux agriculteurs? Appartiennent-elles au gouvernement qui permet aux paysans de les cultiver? Veuillez nous expliquer la situation dans vos pays?

M. Feyissa : La politique foncière de notre pays repose sur le principe que la terre appartient au gouvernement et au peuple. Quand il s'agit d'interpréter cette politique et de prendre des mesures concrètes, c'est le gouvernement qui décide, pas le peuple, ce qui cause un problème. Il y a actuellement une controverse au sujet de cette déclaration car elle ne précise pas clairement dans quelle mesure la terre appartient au gouvernement et selon quelles conditions; elle ne précise pas non plus de quelle façon la terre appartient au peuple ni les liens entre le peuple et le gouvernement pour ce qui est de décider de l'usage et de la propriété des terres. La confusion règne à ce sujet.

Or, cette confusion a des répercussions pour les investissements des agriculteurs. Ceux-ci investissent pendant cinq à sept ans dans des plantations et dans la conservation des sols ou le maintien des éléments nutritifs du sol. Cette confusion est devenue un facteur de dissuasion qui finit par détruire le capital de l'agriculteur, parce que si personne ne s'occupe du sol, il s'épuise et ne sera d'utilité pour personne, ce qui aura des répercussions sur la production alimentaire générale.

M. Lewanika : En Zambie, on part du principe de base que la terre n'a aucune valeur. C'est la mise en valeur de la terre qui lui donne de la valeur. Nous avons deux genres de terre : les terres traditionnelles, qui ne peuvent faire l'objet d'un titre de propriété, et les terres non traditionnelles, pour lesquelles on peut obtenir un titre de propriété. Celui qui détient un titre de propriété possède la terre pendant 99 ans, après quoi la terre redevient la propriété du gouvernement.

[Français]

M. Coulibaly : Au Mali, il y a un code domanial et foncier qui dit que la terre appartient à l'État, mais qui reconnaît aussi le droit coutumier qui est le droit d'usage des communautés. Chaque village a un terroir et chaque famille du village a le droit de cultiver de la terre sur ce terroir. En théorie, on ne peut pas prendre la terre aux familles qui l'exploitent.

Actuellement, avec la nouvelle politique agricole que nous sommes en train de construire, le gouvernement est d'accord avec nous pour qu'on sécurise le droit d'usage des exploitations familiales. Nous ne sommes pas encore entrés dans les détails mais nous avons proposé que les exploitations soient sécurisées, qu'on donne aux familles un titre de propriété pour qu'elles puissent se sentir sécurisées. Il y a aussi des terres aménagées qui sont la propriété de l'État; sur ces terres, c'est l'État qui a la maîtrise de la situation.

[English]

Senator Di Nino: That is very useful.

The other message that is coming across, as the chair says, is that the World Bank, the IMF and other organizations of a similar nature seem to be creating more problems than they are solving with their approach. Certainly I would imagine the requirement that the agricultural community deal with their products at a world-level market would create problems for countries.

If you could write my portion of the report dealing with those two issues, the World Bank and the IMF, what would you change? How would you do it differently, acknowledging the fact that some assistance is required through these organizations? I would like the response of all three, if possible.

Mr. Lewanika: Part of the problem is that there is no transparent mechanism to evaluate whether the World Bank and the IMF are succeeding in different countries. They do evaluate projects, but we do not hear the feedback. If there could be an independent body to monitor and evaluate projects that come through the World Bank and the IMF, and also if they started listening to the people instead of prescribing one-size-fits-all development strategies, that would be helpful.

Mr. Feyissa: Sometimes the approaches do not consider the local conditions. I can provide an example. Some years back, inputs were subsidized by the government because those low-input cultivars that farmers could grow were discouraged through imposition and farmers were told that to increase food, they should not grow them, and the government did the same.

Recently, there was another imposition that the government should not subsidize farmers. By then, farmers did not have seeds that can be grown without inputs. Inputs are not there. The price of the input has gone up because it was privatized and there was no market that absorbed farmers' produce to let them pay back the debts.

This is a situation where the condition became a serious disincentive for farmers to produce. This is one of the roles that were not considered in the example in Ethiopia.

[Translation]

Mr. Coulibaly: I believe that if we really want to improve the way that financial and international institutions deal with our country, we cannot ignore the results of their past actions. We need to look at what has been done, see where there have been problems and even assign responsibility. We cannot understand how it is that poor countries are used as guinea pigs for approaches that are not even used in the countries that fund those institutions. This is unacceptable.

[Traduction]

Le sénateur Di Nino : C'est très utile.

Par ailleurs, il semblerait d'après vos propos, comme l'a signalé le président, que la Banque mondiale, le FMI et d'autres organisations semblables créent plus de problèmes qu'ils n'en règlent en imposant leur approche. On comprend aisément que le fait d'exiger de vos agriculteurs qu'ils vendent leurs produits aux cours mondiaux crée des problèmes dans certains pays.

Si vous pouviez écrire la partie de notre rapport qui traitera de ces deux institutions, la Banque mondiale et le FMI, quels changements proposeriez-vous? Que feriez-vous autrement, sachant qu'une partie de l'aide doit passer par ces institutions? Si possible, j'aimerais que vous répondiez tous les trois à cette question.

M. Lewanika : Le problème tient, entre autres, au fait qu'il n'existe pas de mécanisme transparent permettant d'évaluer dans quelle mesure les approches dictées par la Banque mondiale et le FMI portent fruit dans différents pays. Ces organisations évaluent bien les projets, mais nous ne sommes jamais informés des résultats de cette évaluation. Il serait bon qu'un organisme indépendant soit chargé de surveiller et d'évaluer les projets mis en œuvre par l'entremise de la Banque mondiale et du FMI. Il serait également utile que ces institutions se mettent à l'écoute des habitants de ce pays au lieu d'imposer la même stratégie à tous.

M. Feyissa : Il arrive que les approches proposées ne tiennent pas compte des conditions locales. Je vous donne un exemple. Il y a quelques années, le gouvernement subventionnait les intrants parce que les cultivars à faibles intrants que les producteurs pouvaient cultiver étaient découragés par le régime fiscal; on a déconseillé aux agriculteurs de les cultiver, afin d'accroître l'approvisionnement alimentaire, et le gouvernement a fait de même.

Récemment, on a décrété que le gouvernement ne devait pas subventionner les producteurs agricoles. À ce moment-là, les agriculteurs n'avaient pas de semences pouvant être cultivées sans intrant. Il n'y avait pas d'intrant non plus. Le prix des intrants a augmenté parce qu'on a privatisé les exploitations agricoles et qu'il n'y avait pas de marché où les fermiers auraient pu écouler leurs produits afin de rembourser leurs dettes.

Dans ces circonstances, la condition imposée a fortement découragé les producteurs agricoles. C'est là un des rôles qui n'ont pas été pris en compte dans le cas de l'Éthiopie.

[Français]

M. Coulibaly : Je pense que si l'on veut réellement améliorer la situation de l'intervention des institutions financières et internationales dans notre pays, on ne peut pas faire l'impasse sur le bilan de ce qu'elles ont fait. Il faut qu'on essaye d'évaluer ce qui a été fait et voir où il y a eu des problèmes et même situer des responsabilités. Nous ne pouvons pas comprendre qu'on fasse de nos pays des laboratoires de ce qui ne se fait même pas dans les pays qui détiennent le capital de ces institutions. Ce n'est pas acceptable.

In fact, we are used as guinea pigs for economic models that do not exist anywhere else. We need to figure out who is responsible for that. People are poor because of that situation. The kind of poverty that we see in our country did not exist 20 years ago. There is more poverty than before the World Bank set foot in our countries. But who is responsible? That needs to be examined.

The Chairman: We will be asking the World Bank questions ourselves. You are giving us questions to ask them.

[English]

Senator Di Nino: I would like to make a request of our witnesses. If you can add to the responses that you have given this evening, I would appreciate it if you could send to our clerk any thoughts, particularly as to how you think problems can and should be solved so that, obviously, the results would be what you are looking for. That would be useful. When you return home in the next month or two, if you could send us some information, we would appreciate that. Thank you very much.

Senator Mahovich: What is the most effective way for donor countries to contribute to improved agriculture and development in Africa? What can we do in Canada to help Africa? Do we send farmers or lawyers? It sounds like this is a political problem. When the World Bank got involved, they changed policy. It was political, was it not? Is this what we have to change to stop the hunger in Africa?

[Translation]

Mr. Coulibaly: What the donor countries could do, in fact, is to give us legal assistance today to fight the World Bank in the courts. I think that this would be worthwhile, because we feel that we have been the victims of prejudice. We feel that the damages that we have suffered need to be addressed. In my opinion, this might be something that could be done. The second thing might be to avoid sending experts or farmers, since if you ask a Malian farmer what he needs, he will tell you that he needs a plough, a pair of oxen and water to irrigate his field. He will not tell you that he needs genetically-modified seed. If you can help prevent genetically-modified seed from being imposed on us, that would be very helpful. Developed countries and multinationals are currently pushing us very hard to accept GMOs. This is not something that the farmers are asking for.

[English]

Mr. Feyissa: There may be no need to send lawyers. There also may be no need to send someone to tell farmers how to farm, because farming in the world is so diverse and the knowledge is so wide. Farming is so diverse across regions. One important thing is that the rule is working in such a way that it is starting from the wrong point. We have still a wound from the green revolution. As a technician I am not against that. Irrationality is a problem now. It is not yet healed. Local resources and capacities are not used;

En fait, nous sommes un laboratoire d'expérimentation de modèles économiques qui n'existent nulle part ailleurs. Il faut situer les responsabilités de cela. Des gens sont pauvres à cause de cette situation. La pauvreté qui existe dans nos pays aujourd'hui n'existait pas il y a 20 ans. Il y a plus de pauvreté aujourd'hui qu'avant que la Banque mondiale n'entre dans nos pays. Mais qui est responsable? Il faut situer ces responsabilités.

Le président : Nous allons poser des questions à la Banque mondiale nous-mêmes. Vous nous donnez des questions à poser.

[Traduction]

Le sénateur Di Nino : J'aurais quelque chose à demander aux témoins. Pour compléter les réponses que vous nous avez fournies ce soir, j'aimerais que vous puissiez faire parvenir au greffier vos réflexions notamment sur la façon dont les problèmes pourraient et devraient être résolus à votre satisfaction. Ce serait utile. Quand vous rentrerez chez vous d'ici un mois ou deux, si vous pouviez nous faire parvenir de l'information, nous vous en serions reconnaissants. Merci beaucoup.

Le sénateur Mahovich : De quelle façon les pays donateurs peuvent-ils le plus efficacement contribuer à l'amélioration de l'agriculture et du développement en Afrique? Que pouvons-nous faire au Canada pour aider l'Afrique? Devons-nous envoyer des paysans ou des avocats? On a l'impression qu'il s'agit d'un problème politique. Quand la Banque mondiale intervient, elle change les principes d'action. C'était politique, n'est-ce pas? Est-ce là ce que nous devons changer pour régler le problème de la faim en Afrique?

[Français]

M. Coulibaly : Ce que des pays donateurs pourraient faire, effectivement, ce serait de nous donner une assistance judiciaire aujourd'hui pour attaquer la Banque mondiale devant les tribunaux. Ce serait, je pense, utile également, car nous pensons que nous avons été victimes de préjudices. Nous pensons qu'on doit réparer les préjudices que nous avons subis. À mon avis, c'est peut-être quelque chose d'envisageable. La seconde chose, ce n'est peut-être pas d'envoyer des experts ou des agriculteurs; mais si vous demandez à un paysan malien de quoi il a besoin, il va vous répondre qu'il a besoin d'une charrue, d'une paire de bœufs et d'eau pour irriguer son champ. Il ne va pas vous dire qu'il a besoin de semences transgéniques. Si vous pouvez nous aider pour qu'on ne nous impose pas des semences transgéniques. Nous subissons une forte pression aujourd'hui de la part des pays développés et des multinationales pour qu'on adopte les OGM. Ce n'est pas une demande des paysans.

[Traduction]

M. Feyissa : Il n'est peut-être pas nécessaire d'y envoyer des avocats. Il n'est peut-être pas non plus nécessaire d'envoyer quelqu'un dire aux paysans comment cultiver la terre, parce que les pratiques culturelles sont très diversifiées et que le savoir-faire est tellement vaste. L'agriculture est pratiquée de façon très diversifiée d'une région à l'autre. Ce qui est important notamment, c'est que la règle fonctionne de telle sorte qu'on est parti du mauvais point. Nous avons encore des séquelles de la

they are rejected. The imposition is backward. That was how it moved. It seems like there is a need to assist in empowering the capacity to exploit the local resource to improve, enhance and promote the technology in line with improvement of the local capacity, and to fill the gaps where that local capacity and resources do not match. This is where close attention is needed.

Mr. Lewanika: What we would request is to have a level playing field. If in the process from planting to selling, subsidies are allowed somewhere, let them be allowed everywhere else. Let the negotiations on agriculture go through the World Trade Organization. If they say, "No subsidies," let it apply to everyone. Do not let those who are more powerful find ways to get around it, because we cannot.

The Chairman: I will just remind members, because some may have forgotten, we had the World Bank before us when we were involved in our NAFTA study, and it was not an impressive meeting. They were telling us things that turned out not to be accurate.

[Translation]

Senator Corbin: I am tempted to describe Mr. Coulibaly as the Jose Bove of Africa. That may not be accurate, but you are very enthusiastic and I admire you. It is clear that you love your country.

I always listen to speeches carefully and pay attention to the choice of words and expressions. Language is the vehicle of culture, and if we do not understand people's culture, there is something missing in our aid programs. The World Bank and other financial organizations tend to try to impose concepts, language and models on you such as evaluation parameter, performance, annual growth, average annual growth and strategic remedy.

If I understood you correctly, Mr. Coulibaly, I do not think that applies in any way in your case. Before we claim to be able to help you, we must learn your language, your way of doing things. That is the fundamental flaw in all of our aid programs. It seems obvious to me. Even the financial institutions in which we are involved seem to lack a fundamental respect of your life style and objectives. Not only do they impose policies on you, they also interfere in the internal administration of your country. And as you said, people are impoverished as a result.

Second, and this is a very important point, this is International Women's Day, at least it is in Canada, and I believe it is throughout the world. Could you talk about the role of women in agriculture in your country, because I believe they play a key role there, do they not?

révolution verte. En tant que technicien, je ne suis pas contre. Les rationalités posent maintenant un problème. La guérison ne s'est pas faite encore. On n'utilise ni les ressources ni les capacités locales; on les rejette. Les choses sont imposées à rebours. C'est ainsi qu'on a fonctionné. Il semble qu'il faille accorder un soutien pour permettre la réalisation de la capacité d'exploitation des ressources locales, d'amélioration, d'avancement et de promotion de la technologie de pair avec l'amélioration de la capacité locale, et combler les écarts quand les capacités et les ressources locales ne correspondent pas. C'est là qu'il faut concentrer son attention.

M. Lewanika : Ce que nous demanderions, c'est d'avoir des chances égales. Si entre le moment de la plantation et de la vente, des subventions sont autorisées à un moment ou l'autre, qu'on en accorde tout au long du processus. Que les négociations sur l'agriculture se déroulent au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Si elle refuse toute subvention, que ce soit refusé à tous. Ne permettons pas que ceux qui sont plus puissants trouvent des moyens de contourner cette règle, parce que nous, nous ne pouvons pas le faire.

Le président : Je rappelle aux membres, certains l'ont peut-être oublié, que des représentants de la Banque mondiale ont comparu devant nous au cours de notre étude sur l'ALENA, et que nous n'avions pas été impressionnés. Ils nous ont dit des choses qui se sont révélées ne pas être exactes.

[Français]

Le sénateur Corbin : Je suis tenté de qualifier M. Coulibaly comme le Jose Bove de l'Afrique. Ce n'est peut-être pas juste, mais vous êtes très enthousiaste et je vous admire. Il est clair que vous aimez votre pays.

J'écoute toujours attentivement les discours; le choix des mots et le langage. La langue est porteuse de culture et si on ne comprend pas la culture des peuples, quelque chose fait défaut dans nos programmes d'aide. La Banque mondiale et les autres organismes financiers ont tendance à vouloir vous imposer des concepts, un langage et des gabarits tels que paramètre d'évaluation, rendement, croissance annuelle, croissance annuelle moyenne et remède stratégique.

Si je vous ai bien compris monsieur Coulibaly, il me semble que cela n'a aucune application chez vous. Avant de prétendre pouvoir vous aider, il nous faudrait apprendre votre langage, votre façon de faire. C'est ce qui manque à la base de tous nos programmes d'aide. Cela me paraît évident. Même les institutions financières auxquelles nous participons semblent manquer de respect fondamental vis-à-vis votre mode de vie et les objectifs que vous vous êtes fixés. Non seulement ils vous imposent des politiques, mais elles s'ingèrent dans l'administration interne de votre pays, et comme vous l'avez dit, le peuple est appauvri en conséquence.

Deuxièmement, un point très important, aujourd'hui est la Journée internationale de la femme, du moins, c'est le cas au Canada et je pense partout au monde. Pourriez-vous parler du rôle des femmes dans l'agriculture chez vous parce que je crois qu'elles ont un rôle prédominant?

Mr. Coulibaly: I will start with your last question regarding the role of women. Women play a central role in our families. When people look at the situation in Africa from the outside, generally all they see is polygamy, genital mutilation and the fact that women have no right. The fact is that if we look very closely, we see that women, particularly rural women, play a very important role. Everything depends on women. Families cannot exist in all countries without women. That is impossible. They play a role not only in agricultural production — and they are tremendously involved here — but also in taking care of the home. The entire economic core of a family depends on this. I can assure you that many women, even in rural communities, are engaged in independent farming activities the revenues from which are theirs to use as they see fit. However, it is true that there is still a great deal to be done to ensure that African women generally can achieve the level of emancipation women achieved in the developed world. The important thing is the economic emancipation of women. Once a woman becomes economically independent, all the other rights follow automatically. That is where this real struggle lies. We will not be able to change people's attitudes about genital mutilation or polygamy until women are economically independent. In many places, women cannot be prevented from engaging in economic activities. Even in rural communities, women are free to engage in economic activities.

We no longer have any freedom of choice as regards policy, and I think that is what triggered poverty. If you look at the figures of the World Bank itself before its program was introduced, you will see that poverty was not increasing very much. Once the support system for agriculture was dislocated, all the agricultural supports were dismantled. Apparently this cost the government too much.

The entire health care system was dismantled because it was too expensive. The same is true of the education system. I can tell you that today public schooling exists in name only. If students really want to learn something, they have to go to private school. So the poor are even more marginalized than they were before the World Bank became involved. There were no private schools in Mali before the World Bank came in. Today it is the children of the elite who have access to education.

The same thing happens with health care. If you do not go to a clinic, you will not get care. There were no private clinics in Mali before the World Bank arrived. Before the World Bank came in, I can tell you that a grain farmer knew what he was earning because the price of grains was set by the Mali Farm Products Board, which was a Crown corporation. It bought grains at the same price throughout the country, and then sold it to consumers. This entire system has been dismantled.

M. Coulibaly : Je vais peut-être commencer par la dernière question à savoir quel est le rôle des femmes. Les femmes dans nos familles ont un rôle central. En regardant la situation en Afrique de l'extérieur, généralement on ne voit que la polygamie, l'excision et que la femme n'a pas de droits. En réalité, si on regarde de très près, on se rendra compte qu'effectivement, la femme, surtout la femme rurale, a un rôle très important. Tout tourne autour de la femme. Une famille ne peut pas exister chez nous sans femme. Ce n'est pas possible. Elle a des rôles non seulement en matière de production agricole — et elle intervient énormément dans la production — et elle maintient le foyer. Tout le centre économique d'une famille tourne autour de cela. Je vous assure que beaucoup de femmes, même en milieu rural, font des activités économiques agricoles autonomes et les revenus leurs sont propres, avec lesquels elles sont libre arbitre et peuvent en faire ce qu'elles veulent. Toutefois, il est vrai qu'il y a encore énormément de choses à faire pour que la femme africaine en général puisse parvenir au niveau d'émancipation que l'on connaît dans les pays développés. C'est l'émancipation économique de la femme qui est importante. Dès qu'une femme devient indépendante économiquement, elle a tous les autres droits automatiquement. C'est là qu'est le vrai combat. On ne pourra pas changer les mentalités par rapport à la question de l'excision ou la polygamie tant que la femme n'est pas indépendante économiquement. Dans beaucoup d'endroits, on ne peut pas empêcher la femme de faire des activités économiques. Même en milieu rural elle a le libre arbitre et peut faire des activités économiques.

Pour ce qui est de la liberté des choix qui nous est aujourd'hui complètement refusée sur le plan des politiques, je pense que c'est ce qui a été le point déclencheur de la pauvreté. Si vous prenez les chiffres mêmes de la Banque mondiale, avant le programme, la pauvreté n'augmentait pas autant. À partir du moment où on a disloqué le système d'appui, tout le système d'aide à l'agriculture, tous les soutiens à l'agriculture ont été démantelés. Cela était, semble-t-il, trop coûteux dans l'équilibre des budgets de l'État.

On a démantelé tout le système de santé parce qu'il était coûteux. On a démantelé le système d'éducation parce qu'il était coûteux. Aujourd'hui, je vous assure que l'école publique existe que de nom; en réalité. Si vous voulez apprendre quelque chose, vous êtes obligé d'aller à l'école privée. Les pauvres sont donc encore plus marginalisés qu'avant l'arrivée de la Banque mondiale. Il n'y avait pas d'école privée au Mali avant l'arrivée de la Banque mondiale. Ce sont les enfants de l'élite qui ont accès à l'éducation aujourd'hui.

La même chose se produit en ce qui a trait à la santé. Si vous n'allez pas dans une clinique, vous ne vous ferez pas soigner. Il n'y avait pas de cliniques privées au Mali avant l'arrivée de la Banque mondiale. Avant l'arrivée de la Banque mondiale, je vous assure qu'un producteur de céréale savait ce qu'il gagnait parce que le prix des céréales était fixé par l'Office des produits agricoles du Mali, qui était une société d'État. Elle achetait les céréales aux mêmes prix sur toute l'étendue du territoire et le revendait ensuite aux consommateurs. Tout cela a été disloqué.

Mali can no longer go back to that type of choice; it is no longer possible. Putting figures into columns, on tables or charts does absolutely nothing to solve our problems. Quite the contrary. All these figures mean absolutely nothing.

It does not help us to say that all the adjustment programs that were implemented have done absolutely no good, because Mali is more in debt than it was before. In 1980, Mali had almost no debt. Our debt today is some 3,000 billion CFA francs. That means that the debt of each person in Mali is several hundred million CFA francs. And yet the living conditions of each inhabitant of Mali are not commensurate with hundreds of millions of CFA francs. This is a revolting situation. This is why the developed world must focus on debt forgiveness. Our rural people are paying off this debt today because we pay income tax to pay down the debt. We are repaying loans that were of no use to us, which simply impoverished us. Our incomes are very low because our markets have been opened up. We cannot sell our agricultural products for a decent price and we have to pay income tax to pay down the debt, which has given us nothing.

[English]

Mr. Lewanika: Since you mentioned that today is International Women's Day, the best teacher I have had, who had a lasting impression on me, was my mother. Really, you cannot go beyond that. The majority of small-scale farmers are women. They are not discriminated against when it comes to getting title. Where they used to have problems is getting loans for agriculture, but that is being addressed. There is a problem in education. When they start school, you have almost the same number of girls and boys, but as they progressively go further, the girls start dropping out, so they need to address the issue of girls' education.

Mr. Feyissa: As colleagues said, today is a great day for women. Women in Ethiopia are the best selectors of varieties and the best breeders. It is thanks to the women in Zambia that there is such variety and diversity in the range of crops today. This is important for us and I am very pleased to be able to say this, sir.

[Translation]

Senator Robichaud: You are saying that poverty has increased in your respective countries since the IMF and the World Bank imposed certain requirements on you. Is that correct?

Mr. Coulibaly: Absolutely.

Senator Robichaud: That is certainly something that can be seen, but when your governments raise these issues with the IMF and the World Bank, what is their reply when it is pointed out that poverty has increased because you have to comply with the requirements of these institutions? Can they not see it themselves?

Le Mali ne peut plus revenir à des choix pareils; ce n'est plus possible. Effectivement, le fait d'aligner des chiffres, des tableaux ou des graphiques ne règle absolument rien à nos problèmes. Bien au contraire, cela ne signifie absolument rien.

On a beau dire que tous les programmes d'ajustements qui ont été faits, n'ont absolument rien apportés de positif dans la mesure où c'est l'endettement qui a augmenté. En 1980, le Mali n'avait pratiquement pas de dette. Aujourd'hui, nous avons environ 3 000 milliards de francs CFA de dette. Ce qui veut dire que chaque Malien est endetté de plusieurs centaines de millions de francs CFA. Pourtant chaque Malien ne vit pas dans des conditions de centaines de millions de francs CFA. Cette situation est révoltante. C'est la raison pour laquelle l'annulation de la dette doit être un combat des pays développés aujourd'hui. Nos paysans sont en train de rembourser cette dette aujourd'hui parce que nous payons les impôts pour le remboursement de cette dette. Nous sommes à payer des sommes qui ne nous ont pas servis, mais qui nous ont appauvris. Nos revenus sont très faibles à cause de l'ouverture de nos marchés. Nous ne pouvons pas vendre à des prix rémunérateurs nos produits agricoles, nous payons des impôts qui rembourse la dette qui ne nous a pas servis.

[Traduction]

M. Lewanika : Puisque vous venez dire que c'était aujourd'hui la Journée internationale de la femme, je dirais que le meilleur professeur que j'ai eu, dont l'enseignement m'a le plus marqué, c'était ma mère. Vraiment, on ne peut pas faire mieux. La majorité des petits paysans sont des femmes. Elles ne font pas l'objet de discrimination pour l'obtention de titres de propriété. Là où elles avaient habituellement des difficultés, c'était pour obtenir des prêts agricoles, mais on est en train d'y voir. Il se pose un problème en matière d'éducation. Quand les enfants entrent à l'école, on compte presque le même nombre de garçons que de filles. Mais au fil du temps les filles commencent à quitter l'école, et on doit donc examiner cette question de l'éducation des filles.

M. Feyissa : Comme des collègues l'ont dit, c'est un grand jour pour les femmes. Les femmes en Éthiopie sont celles qui savent le mieux sélectionner les variétés et assurer la conduite des troupeaux d'animaux d'élevage. C'est grâce aux femmes en Zambie qu'existent aujourd'hui une telle variété et diversité de cultures. C'est important pour nous et je suis très heureux de pouvoir le dire, monsieur.

[Français]

Le sénateur Robichaud : Vous dites que c'est depuis que le FMI et la Banque mondiale ont placé sur vous certaines exigences que la pauvreté a augmenté dans vos pays respectifs, n'est-ce pas?

M. Coulibaly : Absolument.

Le sénateur Robichaud : C'est certainement quelque chose qu'on peut observer, mais lorsque vos gouvernements soulèvent ces points auprès du FMI et de la Banque mondiale, que leur répondent-ils au fait que la pauvreté a augmenté — parce que vous devez vous plier aux exigences de ces institutions? Ne le constatent-ils pas?

Mr. Coulibaly: Our governments know that poverty has increased since the introduction of structural adjustment, but a country that cannot afford to pay its government employees a monthly wage has absolutely no manoeuvring room. That is the situation in which our countries find themselves. The World Bank pays these salaries.

Can you see how an administration can work when government employees are not being paid? In such a situation, how can you expect politicians to raise these issues! They never raise them. We are the people experiencing these problems and we are the ones who have to raise them today. Politicians are aware of them, but they never raise them. The proof is that the World Bank is still the champion in all categories in the war on poverty in our countries. The World Bank was the institution that developed the Poverty Reduction Strategy Paper. Why? Because the World Bank knows it is responsible. It is taking the lead precisely to avoid any legal challenges, perhaps.

That is why the World Bank established the Poverty Reduction Strategy Paper in all African countries. But I can tell you that if you read these strategy papers, you will see no reference to farm income. There is no reference to income at all. You may see many things in these papers, but you will not see that. Farmers have their right to improve their income by selling their products. That is the basis of everything. We represent 70 per cent of the population.

We have never been involved in these poverty reductions strategy papers that were developed without consulting the farmers. We do not acknowledge them. We think this is just a means used by the World Bank and its experts to drag things out.

[English]

Mr. Feyissa: Honourable senators, I can say that it is not easy for citizens in many African countries to understand the structure of the governments in their respective countries. Any arrangements made, at whatever level, are a kind of in-house issue between the World Bank or other organizations and small offices at high levels.

There have been three or four institutional arrangements in agriculture in Ethiopia because of impositions from the ministry and line organizations. In such cases, decisions in respect of local policies are made by large global institutions. The effect is such that individual citizens are suffering. It is sad that such global representation of nations and institutions does not provide space for citizens of our countries so that they might be aware of what is going on. That is how it works.

Mr. Lewanika: The relationship between the World Bank and most countries is one of high-percentage funding for their budgets. For example, 80 per cent of the Zambian budget is

M. Coulibaly : Nos gouvernements savent que la pauvreté a augmenté depuis l'avènement de l'ajustement structurel, mais un pays qui n'a plus les moyens de payer le salaire mensuel de ses fonctionnaires n'a aucune marge de manœuvre. C'est la situation de nos pays. C'est la Banque mondiale qui paie les salaires.

Voyez-vous une administration fonctionner quand les fonctionnaires ne sont pas payés? Comment voulez-vous que dans ces conditions ces hommes politiques posent ces problèmes! Ils ne les posent jamais. C'est nous qui vivons ces problèmes et qui sommes obligés de les poser aujourd'hui. Les hommes politiques le savent, mais ils ne posent jamais ces problèmes. La preuve : la Banque mondiale est aujourd'hui le champion toutes catégories de la lutte contre la pauvreté encore dans nos pays. C'est la Banque mondiale qui a créé des programmes de cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté. Pourquoi? Parce que la Banque mondiale sait qu'elle est responsable. Elle prend le devant justement pour qu'on ne les attaque pas devant la justice peut-être.

C'est pour cela que la Banque mondiale a créé dans tous les pays africains aujourd'hui le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, mais je vous assure que si vous lisez ce cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, vous ne verrez nulle part le revenu de l'agriculteur. On ne parle pas des revenus. Vous allez voir n'importe quoi, mais vous n'allez pas voir cela. Le paysan a le droit d'améliorer ses revenus à travers ce qu'il vend, c'est la base de tout. Nous représentons 70 p. 100 de la population.

Nous n'avons jamais été associés à ces cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté qui ont été faits sans consulter les paysans. Nous ne les reconnaissons pas. Nous pensons que ce n'est qu'un moyen de faire durer les choses pour la Banque mondiale et pour ses experts.

[Traduction]

M. Feyissa : Honorables sénateurs, je peux vous dire qu'il est difficile pour les citoyens de beaucoup de pays africains de comprendre la structure des gouvernements dans leurs pays respectifs. Toutes les ententes qui sont conclues avec quelque palier de gouvernement que ce soit, constituent, dans une certaine mesure, des questions internes qui concernent uniquement la Banque mondiale, ou d'autres organisations, et de petits bureaux qui représentent les échelons supérieurs du gouvernement.

Trois ou quatre arrangements institutionnels ont été conclus en Éthiopie dans le domaine de l'agriculture à cause des directives imposées par le ministère et par des organisations spécialisées. Avec de telles ententes, les décisions qui portent sur les politiques locales sont prises par de grandes institutions mondiales. Ce sont les citoyens qui en subissent les conséquences néfastes. Il est malheureux qu'un tel regroupement mondial des nations et d'institutions n'offre, aux citoyens de nos pays, aucune tribune qui leur permettrait de se tenir au courant de tous les nouveaux développements. C'est ainsi que les choses fonctionnent.

M. Lewanika : La relation entre la Banque mondiale et la plupart des pays repose sur le fait que cette institution assure le financement d'une grande partie de leurs budgets. À titre

funded through the World Bank, so the relationship continues. Like they say in cowboy movies, he who has the gold makes the rules.

[*Translation*]

Senator Robichaud: I think you are telling us that you are caught in a vicious circle, are you not? You know from experience that what is being proposed will only make people poorer. Is that not correct? You refer to the high percentage of your people who depend on agriculture, and of course, agriculture is an activity carried out in rural communities. You say as well that these people can no longer earn their livelihood from farming. The rural regions will probably lose people to the urban centers, because these people can no longer meet their needs. Is that what is happening? The problem will be moved elsewhere.

Mr. Coulibaly: That is exactly correct. That is why we are sounding the alarm. Approximately 70 per cent of the population is involved in farming; it may have been 85 per cent a few years ago. That means that people who can no longer earn a living from farming, that they give up and move into the cities. We have some very large cities in Mali today, and our country has barely 11 million inhabitants. One of our cities has a population of almost 2 million today. This is ridiculous. However, in this city, there are no jobs; there are no factories or any viable economic sector. That means that these huge cities we are building are becoming impossible to live in, because if the people who come from the country cannot find employment in another economic sector, they will not be able to live decently. That means we are facing an explosive situation in the medium term. And the politicians know it. This always crops up in their speeches. They are afraid of this uncontrolled urbanization, with all these people leaving the country to come and live in the cities.

[*English*]

Mr. Feyissa: This will continue, and at the same time, there is a great deal of silence from outside. At times, those of us who have opportunities to see various forums are quite surprised by the silence. There is no market, there is no infrastructure, there is no support at the ground level, there is no promotion of products and there is no incentive at various levels, as in the case of the coffee that you mentioned. In Europe and North America they say there are no suppliers for our coffee. The coffee is produced but it does not have a market. As a result, the coffee plants are uprooted and replaced by other kinds of crops. That is the situation.

Mr. Lewanika: Migration to the urban areas has created another problem, because those cities and towns cannot provide services to unplanned-for squatters. That has led to an increase in crime, which has become a very big problem.

d'exemple, 80 p. 100 du budget de la Zambie est financé par l'entremise de la Banque mondiale, aussi, la relation qui existe se poursuit. Comme on dit dans les films de cow-boys, celui qui a l'or fixe les règles.

[*Français*]

Le sénateur Robichaud : Vous êtes en train de nous dire que vous êtes captifs d'un cercle vicieux, n'est-ce pas? Ce qu'on vous propose, basé sur l'expérience vécue, ne fera que vous appauvrir encore plus, n'est-ce pas? Vous parlez du haut pourcentage de votre population qui dépend de l'agriculture. L'agriculture se fait, bien sûr, en milieu rural. Vous nous dites aussi que ces gens-là ne peuvent plus subsister de l'agriculture. Il y aura sans doute un problème de dépopulation des régions rurales où les gens qui ne peuvent plus suffire à leurs besoins vont se diriger vers des centres urbains. Est-ce que c'est en train de se produire? On va transporter le problème ailleurs.

M. Coulibaly : C'est exactement cela. Et c'est pour cela que nous tirons la sonnette d'alarme. La population agricole est d'environ 70 p. 100, c'était peut-être 85 p. 100, il y a quelques années. Cela veut dire que ceux qui ne peuvent plus y vivre, abandonnent et viennent grossir les villes. Aujourd'hui, nous avons de très grandes villes au Mali, un pays qui a à peine 11 millions d'habitants. Nous avons une ville qui atteint presque 2 millions de personnes aujourd'hui. C'est une aberration. Mais dans cette ville, il n'y a pas de travail, pas d'usines ni de secteur économique viable. Cela veut dire que c'est vraiment des mégapoles invivables qu'on est entrain de bâtir là aussi, parce que si les gens quittent la campagne et ne sont pas absorbés par un autre secteur économique comme l'industrie ou d'autres secteurs, ils ne pourront pas vivre décemment. Cela veut dire que nous sommes devant une situation explosive à moyenne échéance. Et les hommes politiques le savent. Cela revient toujours dans leurs discours. Ils ont peur de cette urbanisation incontrôlée avec ces gens qui quittent les campagnes pour venir dans les villes.

[*Traduction*]

M. Feyissa : Ce problème va continuer, et, parallèlement, les intervenants qui sont à l'extérieur demeurent pour la plupart silencieux. Ceux d'entre nous qui ont eu l'occasion d'assister à diverses réunions ont été très surpris par ce silence. Il n'y a pas de marché, pas d'infrastructure, pas d'appui offert aux producteurs, pas de promotion des produits. En outre, il n'existe aucun incitatif à quelque niveau que ce soit, par exemple, dans le cas du café, dont vous avez parlé. En Europe et en Amérique du Nord, on dit que personne ne distribue notre café. Les agriculteurs produisent du café mais il n'y a pas de marché pour cette denrée. Par conséquent, les producteurs déracinent leurs plants de café et les remplacent par d'autres cultures. Telle est la situation.

M. Lewanika : La migration vers les zones urbaines a créé un autre problème, car les villes ne peuvent offrir de services à ces squatters dont l'arrivée n'était pas prévue. Ce phénomène est à l'origine d'une augmentation du taux de criminalité qui pose maintenant de très sérieuses difficultés.

The Chairman: On behalf of senators, I thank you for your interesting and important testimony. The problem of rural people moving to the cities has been the curse of many countries. An example of that is Bogota, Columbia, where 3 million people are living in hovels. It is possible to see where the city actually stopped functioning in the 1950s as more and more people migrated from rural areas. The same problem is occurring in Africa.

The committee adjourned.

Le président : Au nom des sénateurs, je vous remercie pour vos témoignages intéressants et importants. Le problème de l'exode rural est un fléau qu'ont subi beaucoup de pays. Par exemple, à Bogota, en Colombie, trois millions de personnes vivent dans des taudis. Il est possible de voir la limite à partir de laquelle la ville a cessé de fonctionner dans les années 50 alors que de plus en plus de gens quittaient les régions rurales. L'Afrique connaît le même problème.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Public Works and Government Services Canada –
Publishing and Depository Services
Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada –
Les Éditions et Services de dépôt
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

WITNESSES

Association of Professional Producers of Mali:

Ibrahima Coulibaly, Manager of External Affairs.

Ethio-Organic Seed Action, Ethiopia:

Dr. Regassa Feyissa, Founder and Executive Director.

National Institute for Scientific and Industrial Research of Zambia:

Mwananyanda Mbikusita Lewanika, Executive Director.

TÉMOINS

Association des organisations professionnelles paysannes du Mali:

Ibrahima Coulibaly, gestionnaire, Relations extérieures.

Ethio-Organic Seed Action, Éthiopie:

M. Regassa Feyissa, fondateur et directeur général.

National Institute for Scientific and Industrial Research, Zambia:

Mwananyanda Mbikusita Lewanika, directeur général.

Annexe v

**Fin des solutions technologiques garanties : Document
d'orientation sur le rôle du Canada dans le sous-
développement agricole de l'Afrique**

Document d'orientation à l'intention du Comité sénatorial permanent des
affaires étrangères-Étude sur l'Afrique

Préparé par :

Le groupe de travail sur la politique canadienne concernant la
biotechnologie agricole et les pays en développement

Ottawa, mai 2005

Le présent document d'orientation a été préparé pour donner suite à une demande du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères en vue d'obtenir des renseignements sur les politiques étrangères du Canada et leurs effets sur le développement agricole en Afrique.

Le groupe de travail sur la politique canadienne concernant la biotechnologie et les pays en développement présente ce document d'orientation. Le groupe de travail est composé d'organismes de développement international, de groupes d'agriculteurs et d'autres organismes de la société civile dont la *Canadian Organic Growers*, ETC Group, Inter Pares, la National Farmers Union, le Comité pour la justice sociale, l'Église Unie du Canada, l'Union paysanne et USC Canada.

« Que peut faire le Canada pour aider l'Afrique? Devons-nous envoyer des agriculteurs ou des avocats? Il semble s'agir d'un problème politique. » (Sénateur Frank W. Mahovlich, 8 mars 2005).¹

Le débat du Comité sénatorial canadien concernant le rôle de la science et de la technologie – particulièrement la biotechnologie – en Afrique est opportune. Au cours du sommet du G8 à Édimbourg en juillet prochain, les leaders discuteront de l'initiative canadienne d'une stratégie scientifique « de lutte contre la pauvreté » pour les pays en développement. Bien qu'on en soit encore à discuter des détails, nous croyons que les éléments de la stratégie comportent le soutien à la recherche scientifique liée au changement climatique, les nouvelles nanotechnologies et la biotechnologie agricole. Dans un récent article du *New Scientist*, David King, le conseiller scientifique du premier ministre Tony Blair, rapportait l'importance pour le G8 de créer de nouveaux Centres d'excellence en Afrique et félicitait particulièrement le Canada concernant le Centre de biosciences pour l'Afrique orientale et centrale (BECA)² en voie d'être établi à Nairobi au Kenya.³ Toutefois, l'examen minutieux de l'histoire de l'aventurisme scientifique en Afrique des 60 dernières années présente une mise en garde pour les délibérations du G8 et l'engagement du Canada dans BECA. Le Canada et la Grande-Bretagne, en particulier, ont de bonnes raisons d'agir avec prudence.

Il ne fait aucun doute que la science et la technologie ont un rôle important à jouer dans le développement international. Comme pour la plupart des interventions, cependant, tout est dans le « contexte ». Lorsqu'on présente de nouvelles technologies dans un environnement étranger en l'absence d'une demande clairement définie et d'une préparation minutieuse – comprenant le droit de refus des receveurs – on risque que l'outil l'emporte sur l'objectif.

En janvier 1950, le ministre des Affaires étrangères Lester Pearson se rendait au Sri Lanka pour participer à la Conférence de Colombo des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth laquelle avait lancé le programme canadien d'aide extérieure. Pearson était pleinement conscient de l'importance et des limites concernant l'imposition de nouvelles technologies aux peuples marginalisés. Pearson n'a pas seulement créé le Bureau de l'aide extérieure et l'Agence canadienne de développement international (ACDI) mais, dans ses dernières années de mandat, il proposait également l'idée d'un « Centre de recherches pour le développement international » (CRDI) qui a été fondé en mai 1970. Ami de la science, Pearson l'était encore davantage du Sud.

Lorsque que Mike Pearson a réalisé qu'il ne pourrait participer à la deuxième réunion de Colombo, il a envoyé un message au président l'avertissant que :

« La délégation (...) devrait considérer avec scepticisme les projets de développement exagérément grandioses. Des pompes manuelles peuvent être plus appropriées dans certaines régions que de grands travaux d'irrigation; il est possible qu'on ait davantage besoin de charrues que de tracteurs. »⁴

Il avait raison d'être préoccupé. Une fois de plus, il est important de mentionner que le président du CRDI n'était pas luddite – mais simplement en harmonie avec le contexte et pleinement conscient que la science et la technologie ne sont que des outils et non des solutions.

Si nous devons procéder à un examen approfondi de l'histoire de l'aventurisme scientifique en Afrique depuis la Deuxième Guerre mondiale, le projet serait long, fastidieux et décevant. En voici cependant quelques exemples...

1940 et 1950 : *Pas des cacahouètes!* – En 1946, le gouvernement travailliste de la Grande-Bretagne (Dr King prend acte) a cherché à la fois à stocker son garde-manger national et à améliorer la productivité en Afrique orientale en encourageant ses colonies à exporter l'arachide. On attribuait 25 millions de livres sterling à 13 200 kilomètres carrés pour la culture de l'arachide où se trouve maintenant la Tanzanie. Toutefois, les Britanniques ignoraient les conditions incompatibles du sol et ont sous-estimé les incertitudes climatiques comme les inondations, les sécheresses ainsi que les nuisances causées par les animaux sauvages ainsi que les questions locales en matière d'emploi. Le projet concernant l'arachide a finalement été abandonné en 1951 – anéantissant un investissement de 49 millions de livres sterling et portant préjudice aux vies et aux moyens d'existence de toutes les familles d'agriculteurs et des pasteurs qui ont été déplacés pour l'expérience.⁵

1960 et 1970 : *Révolution ratée* – La soit-disant révolution verte qui s'est amorcée dans les années 1960 n'a pas eu lieu en Afrique du Sud du Sahara. Ce qui est à la fois une « bonne » et une « mauvaise » nouvelle. Il s'agissait particulièrement d'une mauvaise nouvelle pour le GCRAI (Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale) qui avait rassemblé diverses initiatives de la révolution verte des années 1960 et du début des années 1970 en vue de promouvoir un rendement élevé du blé demi-nain, du riz et du maïs. Depuis sa formation en 1972, et jusqu'en 2003, le GCRAI a dépensé environ 45 pour cent de son budget annuel en Afrique du Sud du Sahara pour appuyer quatre Centres d'excellence.⁶ Ce montant équivaut à 3 116 millions de dollars américains investis sur une période de 31 ans. Le Canada, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Australie ont prêché par l'exemple au GCRAI – particulièrement en Afrique.⁷ Le groupe d'experts international dirigé par Maurice Strong qui a évalué les travaux du GCRAI à la fin de la dernière décennie a reconnu que, malgré des années d'intervention scientifique et des dépenses massives, le GCRAI n'avait que peu à montrer de ses efforts.⁸

Nous avons dit qu'il s'agissait à la fois d'une bonne et d'une mauvaise nouvelle. Le fait que l'orientation uniformisée de la révolution verte n'ait pas touché l'Afrique constitue la bonne nouvelle. Le continent a été épargné de l'homogénéisation industrielle de sa culture vivrière et jouit toujours d'une importante diversité biologique desquelles l'Afrique peut renforcer sa propre sécurité et souveraineté alimentaire.

1970 et 1980 : *Inexpérience* – Au milieu des années 1970, le Canada construisait une immense boulangerie automatisée à Dar Es Salaam en Tanzanie. La boulangerie a non seulement miné les petites boulangeries locales déjà en opération mais elle a coupé la demande pour les récoltes indigènes et a créé une demande pour le blé canadien. La boulangerie a débuté ses opérations en 1976, cinq ans plus tard que prévu et a coûté aux contribuables canadiens 1,7 millions de dollars-- 3 fois plus que le budget d'origine. La boulangerie reste un des exemples les plus flagrants d'aide extérieure inappropriée de l'histoire moderne.⁹

1970 et 1990 : *Le rêve du blé* – En vue de répondre à la demande en blé transformé, l'ACDI a lancé un projet de 100 millions de dollars pour la production de blé en Tanzanie pour approvisionner sa boulangerie. On a enlevé 100 000 acres de terrain aux pasteurs et aux villageois pour faire place au blé et aux tracteurs, qui avaient tellement préoccupé M. Pearson trente ans plus tôt. Les relations inter-tribales se sont détériorées, des personnes ont été battues, emprisonnées et tuées, et les disputes relatives à la terre se poursuivent toujours.¹⁰ Ce projet n'est pas seulement une violation des droits de l'homme mais aussi un échec économique de grande importance puisque les fermes dépendent encore de l'aide du Canada, vingt ans après avoir établies.¹¹ Les répercussions de l'échec de cette aventure scientifique continuent d'être une source d'embarras pour le Canada.

2000 : *La biotechnologie comme solution garantie?* – Les gouvernements canadien et britannique offrent maintenant une proposition scientifique axée sur la lutte « contre la pauvreté » en Afrique. Le Canada a déjà lancé le Centre de biosciences pour l'Afrique orientale et centrale comme un autre Centre de l'excellence. Sans consultation suffisante, ce projet de 30 millions de dollars est né à la suite du sommet du G8 au Canada. Bien que le gouvernement canadien insiste sur le fait que BECA n'est pas un centre biotechnologique mais plutôt de biosciences, ce n'est pas l'impression laissée en Afrique et au GCRAI. Lors de la réunion de la Commission FAO à Rome en novembre dernier, un représentant du GCRAI membre du CIPEA (Centre international pour l'élevage en Afrique), (l'Institut qui sera l'hôte du BECA) mentionnait aux gouvernements réunis que BECA n'est rien de moins qu'un centre de biotechnologie. À coup sûr la pléthore des centres de biotechnologie agricole, les efforts promotionnels et de « formation » entrepris par les organismes gouvernementaux américains comme la USAID, les sociétés en biotechnologie et les organismes non gouvernementaux comme le ISAAA¹², suggérerait que BECA n'est qu'un de ces efforts promotionnels n'ayant que peu à voir avec la science axée sur la lutte contre la pauvreté ou la souveraineté alimentaire.

Que signifie tout cela en ce qui concerne les programmes d'aide et, plus précisément, pour la science et la technologie en Afrique? Cela ne veut pas dire que nous abandonnons la science et la technologie comme des outils servant à améliorer le bien-être. Cela signifie que nous devons considérer ces nouveaux outils scientifiques avec « scepticisme » (comme l'avait conseillé Mike Pearson il y a cinquante ans) et nous

devrions garder la science dans le contexte d'un vaste programme de développement. À la lumière de 60 ans de sous-développement en Afrique, voici certaines considérations fondamentales à garder en tête lors de l'élaboration d'une politique :

Les politiques agricoles doivent être guidées par le savoir des intervenants locaux et établies à partir de la base. L'époque de la science « fourre-tout » doit se terminer. L'Afrique a eu suffisamment de Centres d'excellence « éléphants blancs ». Les Africains conçoivent eux-mêmes des stratégies de développement agricole et rural. Bon nombre d'entre-elles comprennent une partie scientifique. Nos ressources devraient soutenir ces initiatives et nous devrions encourager la collaboration entre les gouvernements dans la région, entre les gouvernements et la société civile – particulièrement les organismes d'agriculteurs et les associations communautaires—et entre les gouvernements et le monde universitaire. Les ressources importantes que le Canada donne maintenant par l'entremise de l'ACDI et du CRDI aux initiatives comme le GCRAI et BECA devraient être converties pour soutenir le développement rural et les stratégies agro-écologiques qui renforceront la souveraineté alimentaire dans l'ensemble du continent.

« (...) si vous demandez à un Malien ce dont il a besoin, il vous répondra qu'il a besoin d'une charrue, deux bœufs et de l'eau pour irriguer son champ. Il ne vous dira pas qu'il a besoin de semences génétiquement modifiées. » (Ibrahima Coulibaly, agriculteur malien).¹³

Nous devons nous rappeler que les peuples défavorisés ne sont pas des cobayes. Les communautés très vulnérables dont la résilience a été affaiblie ne sont pas de bons sujets pour les expériences de personnes bien intentionnées. Il est toujours préférable de s'appuyer sur les propres forces de la communauté plutôt que d'introduire de nouvelles incertitudes. Comme Ibrahima Coulibaly, un agriculteur malien, le mentionnait devant une audience du Comité sénatorial en mars concernant l'intervention de la Banque mondiale et du FMI :

« Nous ne pouvons pas comprendre pourquoi ces pays défavorisés servent de cobayes dans des approches qui ne sont même pas utilisées dans les pays qui financent ces institutions. C'est inacceptable ».

Nous devons reconnaître que l'Afrique est une région très diversifiée sur le plan biologique et que les politiques uniformes ne fonctionnent tout simplement pas. L'Afrique est un centre d'origine pour le café et pour une gamme de céréales comme le sorgho, le millet perlé, le mil rouge, le fonio et le riz africain. Elle est un centre secondaire de diversité pour la culture de l'orge et du blé en région tempérée. Plutôt que de ne pas tenir compte de la diversité – une richesse qu'ont bâti des milliers de générations de familles d'agriculteurs africains—nous devrions voir ce que les Africains y voient : la composante de base de la sécurité alimentaire et du développement rural. De plus, la sécurité alimentaire du Canada, et pour la question qui nous intéresse, le système alimentaire mondial, sont inextricablement liés à la conservation in situ et aux utilisations durables de la biodiversité agricole qu'on trouve habituellement dans le tiers monde. N'oublions pas que l'orge nord-américain a été décimé en 1950 au Canada et aux États-

Unis à la suite d'une flambée du virus de nanisme jaune. Ces cultures ont pu survivre uniquement grâce aux gènes résistants qu'on trouve dans une variété d'orge d'Éthiopie. ¹⁴

Nous devons bannir la technologie du terminateur dans chaque pays et appuyer l'interdiction internationale des Nations Unies. En 2000, la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique demandait un moratoire *de facto* sur l'introduction du terminateur. Le terminateur (ou technologies de restriction de l'utilisation des ressources génétiques) est une technologie relative aux semences génétiquement modifiées qui les rend stériles au moment de la récolte et qui force les fermiers à acheter de nouvelles semences toutes les saisons. D'éminents scientifiques, le FAO, le GCRAI, et des gouvernements comme ceux de l'Inde et du Brésil ainsi que certaines entreprises de semences internationales s'entendent sur le fait que la technologie devrait être interdite. Cependant, en février dernier, à un sous-comité de la Convention sur la biodiversité, la délégation du gouvernement canadien avait le mandat d'essayer de mettre fin au moratoire et de « bloquer » tout autre dénouement. La position du Canada a étonné les autres gouvernements et a choqué le public canadien. Les pays d'Afrique, en particulier, considèrent que la technologie du terminateur est une menace à la sécurité alimentaire. Puisque le gouvernement canadien insiste de règle sur une prise de décision « axée sur la science », il a été particulièrement pénible de voir notre gouvernement tenter de bloquer les délibérations scientifiques en vue d'arriver à un dénouement purement politique. Si le Canada doit avoir une certaine crédibilité en proposant une stratégie scientifique fondée sur la lutte contre la pauvreté au sommet du G8 en juillet, il devra amender sa politique relative au terminateur et soutenir l'interdiction de la technologie au Canada et à l'étranger.

Nous ne devons pas continuer d'imposer des politiques économiques néo-libérales. Nous devons être conscients que l'Organisation mondiale du commerce, les accords commerciaux régionaux et bilatéraux – ainsi que les interventions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international – peuvent anéantir les efforts les plus constructifs visant à créer la sécurité alimentaire et le bien-être. Le Canada doit diriger ses négociations à l'OMC, entre autres, pour adopter non pas une stratégie fondée sur la lutte contre la pauvreté mais plutôt une politique commerciale « pro Sud ». Le Canada peut être un chef de file en soutenant les politiques protégeant les moyens de subsistance des agriculteurs et les marchés locaux. La Commission canadienne du blé et les commissions de gestion des approvisionnements ont été fondamentales pour les agriculteurs canadiens. Des instruments similaires ont existé en Afrique jusqu'à ce que les mesures d'ajustement structurel du FMI et la Banque mondiale les démantèlent. Le Canada peut aider à reconstruire ces institutions et à réclamer de la souplesse pour les pays qui établissent des politiques agricoles nationales qui profiteront à leurs propres citoyens.

Nous devons appuyer les processus démocratiques qui permettent aux pays de concevoir leurs propres politiques agricoles pour assurer la souveraineté alimentaire. Lorsque Mike Pearson a aidé à l'établissement du Centre de recherches pour le développement international au début des années 1970, la plupart des débats sur le développement étaient fondés sur le concept de la « théologie de la libération » - notion voulant que le changement social découle des négociations politiques et des changements

effectués par le peuple. Aujourd'hui, le débat sur l'aide—tel qu'il est – est ciblé sur la « technologie de la libération » -- l'espoir fantaisiste que les retombées technologiques redresseront en quelque sorte nos échecs sociaux. Comme en témoignent les tracteurs Massey-Ferguson qui rouillent dans les champs d'Afrique, il n'existe pas de solutions simples – aucune solution garantie. Il n'y a pas de raccourci technologique à la justice sociale.

BIBLIOGRAPHIE ET NOTES

¹ Mahovlich, F.W. Déclaration prononcée pendant l'audience du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères, 8 mars 2005.

² En anglais, l'acronyme BECA signifie Biosciences centre for East and Central Africa.

³ King, D. 2005. *Science to offer hope to Africa*, *New Scientist*, 19 mars 2005.

⁴ Pearson, Lester B. 1972. *Mike: Memoirs of the Right Honorable Lester B. Pearson*, Volume 2, University of Toronto press, Toronto, p.110

⁵ www.explore-government.com/government/T/Tanganyika_groundnut_scheme.html

⁶ Les quatre Centres d'excellence sont : l'Institut national de recherche sur l'élevage et le Centre mondial d'agroforesterie (tous deux à Nairobi au Kenya), l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA, au Nigeria) et l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO) qui se trouve, temporairement, au Nigeria. Rapport annuel du GCRAI, p. 53, accessible en ligne au : www.cgiaar.org/pdf/ar2003_section6.pdf

⁷ Le Canada a lui seul a fourni 381 millions de dollars américains sur une période de 31 ans. En 2003, Le Canada a investi 22,8 millions de dollars américains (dont une subvention de 1,9 millions de dollars américains du Centre de recherches pour le développement international – CRDI) Source : GCRAI, 2003, Rapport financier. Accessible en ligne au : www.cgiaar.org/pdf/ar2003_section7.pdf

⁸ Mooney, P. 1998. Membre du groupe d'experts du *Third Systemwide Review* du GCRAI.

⁹ Carty, R. et V. Smith, 1981. *Underdevelopment Assistance*. Dans : *Perpetuating Poverty: the Political Economy of Canadian Foreign Aid*. Between the Lines, Toronto. p. 71-74.

¹⁰ Monbiot, G. 1994. *The Scattering of the Dead*. *The Guardian*, 23 novembre.

¹¹ Lane, C. 1991 *Wheat at What Cost? CIDA and the Tanzania-Canada Wheat Program*. Dans : *Conflicts of Interest: Canada and the Third World*. Between the Lines, Toronto. p. 133-160.

¹² Le *International Service for the Acquisition of Agri-Biotech Applications* soutient le transfert de la biotechnologie agricole aux pays en développement. Il est financé, en partie, par des géants de la biotechnologie comme Dupont, Monsanto et Syngenta. Pour plus de renseignements : www.isaaa.org

¹³ Coulibaly, I. 2005. Déclaration prononcée pendant l'audience du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères, 8 mars 2005. Traduit du français.

¹⁴ On estime qu'à elle seule, la variété résistante permet aux agriculteurs californiens d'épargner 150 millions de dollars américains en pesticide par année. Source : Qualset, C.Q. 1975. *Sampling germplasm in a centre of diversity: an example of disease resistance in Ethiopian barley*. Dans : *Crop Genetic Resources for Today and Tomorrow*. Publié par Frankel O.H. & J.G.Hawkes. Cambridge University Press, Cambridge. p: 449-453.